



## LA BANQUE ROYALE PUBLIE SES RÉSULTATS POUR LE DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2005

Sauf indication contraire, l'information financière fournie dans le présent document est, avec prise d'effet ce trimestre, basée sur les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, et les montants y sont libellés en dollars canadiens.

### Faits saillants du deuxième trimestre de 2005 par rapport au deuxième trimestre de 2004 :

- Bénéfice net du deuxième trimestre de 907 millions de dollars, en hausse de 147 millions ou 19 % par rapport à l'an dernier.
- Bénéfice dilué par action de 1,37 \$, en hausse de 0,23 \$ ou 20 %.
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 19,9 %, en hausse de 310 points de base.
- Total des revenus de 4 734 millions de dollars, en hausse de 226 millions ou 5 %.
- Frais autres que d'intérêt de 2 721 millions de dollars, en baisse de 26 millions ou 1 %.
- Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances de 116 millions de dollars, en baisse de 33 millions.
- Ratio du capital de première catégorie de 9,5 %, en hausse par rapport à 9,3 %.

**TORONTO, le 27 mai 2005** – Pour son deuxième trimestre terminé le 30 avril 2005, la Banque Royale du Canada (symbole du titre au téléscripteur des Bourses de Toronto et de New York : RY) a annoncé qu'elle a réalisé un bénéfice net de 907 millions de dollars, en hausse de 19 % par rapport à la période correspondante de l'an dernier, et un bénéfice dilué par action de 1,37 \$, en hausse de 20 %.

Commentant les résultats, M. Gordon M. Nixon, président et chef de la direction, a déclaré : « Nous sommes satisfaits de la solide croissance du secteur Particuliers et entreprises – Canada, des résultats améliorés du secteur Particuliers et entreprises – États-Unis et International, ainsi que du rendement stable obtenu par le secteur Marchés mondiaux des capitaux malgré l'environnement difficile ayant caractérisé les activités de négociation à la fin du trimestre. Nous continuons de bénéficier des faibles taux d'intérêt, d'une économie solide et de conditions de crédit passablement favorables. »

Le total des revenus a augmenté de 226 millions de dollars ou 5 % comparativement à la période correspondante de l'an dernier, résultat qui reflète les volumes accrus d'activités d'assurance invalidité et d'assurance vie collective, qui englobent les activités au Canada de Provident Life and Accident Assurance Company, ou UnumProvident, depuis le 1<sup>er</sup> mai 2004, la forte croissance des volumes de prêts et de dépôts, ainsi que la hausse des revenus tirés des fonds communs de placement. Ces facteurs ont largement neutralisé la baisse de 115 millions de dollars du total des revenus imputable au raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain, ainsi que la diminution du total des revenus tirés des activités de négociation.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 26 millions de dollars ou 1 % par rapport à la période correspondante de l'an dernier. Ce résultat reflète en grande partie nos mesures fructueuses de compression des coûts ainsi que le recul de 65 millions de dollars des charges attribuable à l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Ces facteurs ont largement compensé l'augmentation de 59 millions de dollars de la charge de rémunération à base d'actions découlant principalement de l'appréciation considérable du cours de nos actions ordinaires, ainsi que la hausse des coûts liés à l'expansion

### Table des matières

1	Faits saillants du trimestre	7	Aperçu de nos activités	22	Gestion du risque de marché
2	Message du président et chef de la direction	8	Résultats consolidés	23	Arrangements hors bilan
3	Nos objectifs et notre rendement	11	Conventions comptables et estimations	24	Annexe A
4	Faits saillants du deuxième trimestre	12	Résultats des secteurs d'exploitation	25	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives
5	Rapport de gestion	18	Faits saillants du bilan	26	États financiers consolidés intermédiaires
5	Aperçu de RBC	19	Gestion du capital	39	Renseignements aux actionnaires
6	Sommaire des résultats consolidés et autres faits saillants	20	Gestion des liquidités		
		21	Gestion du risque de crédit		

de nos équipes de vente et de service au Canada et l'augmentation de nos frais de publicité et de marketing, à l'appui de la croissance de nos activités.

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 116 millions de dollars, comparativement à 149 millions l'an dernier.

Le ratio du capital de première catégorie s'est chiffré à 9,5 %, par rapport à 9,3 % au deuxième trimestre de l'an dernier et à 9,2 % au dernier trimestre. Le ratio du capital total s'est établi à 12,8 %, comparativement à 12,9 % au deuxième trimestre de l'an dernier et à 12,7 % au dernier trimestre.

Comparativement au premier trimestre de 2005, le bénéfice net a diminué de 72 millions de dollars ou 7 %, et le bénéfice dilué par action a reculé de 0,13 \$ ou 9 %. Ces résultats reflètent principalement la diminution des revenus tirés des activités de négociation et le fait que le deuxième trimestre comptait trois jours de moins que le premier trimestre. Ces facteurs ont largement neutralisé la hausse des revenus liée à l'accroissement des volumes de prêts et de dépôts, ainsi que l'augmentation des revenus tirés des activités d'assurances, des commissions de courtage en valeurs mobilières, des commissions de gestion de placements et des revenus tirés des fonds communs de placement. Dans l'ensemble, les revenus ont subi une baisse de 94 millions de dollars

ou 2 %. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 14 millions de dollars ou 1 %, en raison principalement de l'augmentation de la charge de rémunération à base d'actions découlant de l'appréciation considérable du cours de nos actions ordinaires.

Le bénéfice net semestriel s'est chiffré à 1 886 millions de dollars, en hausse de 340 millions ou 22 % par rapport au premier semestre de 2004, et le bénéfice dilué par action semestriel s'est établi à 2,87 \$, en hausse de 0,54 \$ ou 23 %. La hausse reflète en grande partie l'accroissement des revenus lié à l'augmentation des volumes de prêts et de dépôts et l'élargissement des marges, ainsi que les volumes accrus d'activités d'assurance invalidité (qui englobent UnumProvident depuis le 1<sup>er</sup> mai 2004) et la hausse des revenus tirés de la plupart des activités générant des revenus autres que d'intérêt, sauf les activités de négociation et les services de courtage de valeurs mobilières. De plus, les frais autres que d'intérêt ont reculé, résultat qui reflète en grande partie les coûts engagés au premier trimestre de 2004 relativement au règlement d'un litige avec Cooperatieve Centrale Raiffeisen-Boerenleenbank, B.A., ainsi que les mesures fructueuses de compression des coûts. La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté, résultat qui traduit la contrepassation d'une tranche de 150 millions de dollars de la provision cumulative générale au premier trimestre de 2004.

## MESSAGE DU PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

Nous sommes satisfaits de la croissance enregistrée au sein de chacun de nos secteurs d'exploitation, qui s'est traduite par une augmentation de 19 % du bénéfice au deuxième trimestre.

Nous sommes particulièrement satisfaits du levier d'exploitation (l'écart entre la croissance des revenus et l'augmentation des frais autres que d'intérêt) de 6 % que nous avons obtenu par rapport au deuxième trimestre de l'an dernier. Ce levier reflète une baisse de 1 % des charges, malgré la hausse de la charge de rémunération à base d'actions (qui découle en grande partie de l'appréciation considérable du cours de nos actions ordinaires), et la croissance des revenus de 5 %. Nous continuons de bénéficier de la forte croissance des volumes de prêts et de dépôts et de l'accroissement de notre part du marché des prêts à la consommation, ainsi que de la hausse des commissions de gestion de placements et des revenus tirés des fonds communs de placement.

### Examen du rendement

Notre rendement au premier semestre de 2005 par rapport à nos objectifs pour l'exercice est illustré à la page 3. Nous avons atteint pour ainsi dire tous nos objectifs. Le cours de nos actions par rapport à la valeur comptable se situe de nouveau dans le quartile supérieur de l'indice composé S&P/TSX pour les banques, et le cours de nos actions a connu une hausse supérieure à celle du cours de l'indice ce trimestre. La croissance du bénéfice et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ont tous deux excédé 20 %, et nous avons par conséquent atteint nos objectifs. La croissance des revenus s'est établie dans la tranche supérieure de notre objectif de 6 % à 8 %, et nous avons surpassé notre objectif au chapitre de la gestion des charges. Nous avons aussi atteint nos objectifs en matière de qualité du portefeuille et de gestion du capital. Notre ratio de distribution s'est avéré légèrement inférieur à notre objectif, compte tenu du niveau élevé du bénéfice constaté au premier semestre de l'exercice. Notre objectif pour 2005 demeure toutefois inchangé.

Le bénéfice de chacun de nos trois secteurs d'exploitation a augmenté au premier semestre. Le bénéfice du secteur Marchés mondiaux des capitaux a progressé de 137 millions de dollars ou 34 %, le bénéfice du secteur Particuliers et entreprises – États-Unis et International s'est accru de 73 millions ou 72 % (en tenant compte de la solide croissance du bénéfice liée à nos activités bancaires aux États-Unis), et le bénéfice du secteur Particulier et entreprises – Canada, a progressé de 56 millions ou 5 %.

### Progrès relatifs à nos priorités clés en 2005

Nous avons continué de prendre des mesures au deuxième trimestre pour assurer l'atteinte de nos priorités clés en 2005, qui sont les suivantes :

- 1) Croissance améliorée des revenus en répondant davantage aux besoins de nos clients
- 2) Efficience et efficacité accrues, pour que nous puissions offrir une valeur supérieure et de meilleurs services aux clients
- 3) Rendement supérieur du secteur Particuliers et entreprises – États-Unis et International

Pour accroître les revenus, nous continuons d'optimiser nos réseaux de distribution, de fournir d'excellentes solutions à nos clients et d'améliorer l'expérience client en simplifiant nos processus et nos activités. Au cours du trimestre, nous avons lancé une nouvelle carte *Visa\* Starbucks® Duetto\*\** au Canada, ainsi que deux nouveaux produits d'assurance vie temporaire. Aux États-Unis, RBC Centura a amélioré sa gamme de prêts commerciaux, et la Gestion Privée Globale a accru sa présence grâce à l'ouverture d'un nouveau bureau à San Francisco. Nous avons élargi notre réseau canadien de distribution au détail en augmentant nos équipes de vente et de service, et nous prévoyons également, au cours des prochains mois, ouvrir quelques succursales spécialisées dans les produits d'assurance situées à proximité de nos succursales bancaires au Canada, afin d'élargir la portée de nos services et de répondre dans une plus grande mesure aux besoins de nos clients. La recherche de nouveaux débouchés de croissance créatifs s'inscrit dans notre histoire, et nous poursuivrons notre démarche à cet égard.

Afin d'améliorer notre efficience et notre efficacité, nos secteurs d'exploitation et notre secteur Services de soutien généraux ont élaboré et mis en œuvre maintes initiatives aux fins de la compression des coûts et établi des objectifs précis dont ils sont responsables. Ainsi, les secteurs d'exploitation rationalisent les services de soutien du siège social et sur le terrain. Le groupe Technologie et exploitation mondiales compte réaliser des économies en intégrant toutes les ressources en matière de technologie et exploitation, en regroupant les centres d'exploitation et en créant des centres d'excellence et d'expertise.

Afin d'optimiser les rendements, chacune des unités d'exploitation du secteur Particuliers et entreprises – États-Unis et International a perfectionné sa stratégie. RBC Centura cherche à répondre aux besoins des entreprises, des propriétaires d'entreprises et des professionnels, afin de maximiser l'importante croissance et les occasions de profit que présente cette clientèle. Dans les Antilles, nous visons l'interdistribution

\*\* Marque de commerce ou marque déposée de Starbucks Coffee Company

\* Visa International, Starbucks Coffee Company et Banque Royale du Canada, utilisateurs licenciés

de produits, de manière à assurer la croissance des revenus. RBC Dain Rauscher se concentre sur la prestation d'une plus vaste gamme de produits à ses clients. La Gestion Privée Globale continue d'élargir son réseau de distribution et de mieux servir ses clients au moyen d'une gamme de produits élargie et d'un nouveau modèle de gestion des relations avec la clientèle. Par suite de l'examen stratégique de nos activités aux États-Unis, nous avons établi que RBC Mortgage Company ne constituait plus une entreprise principale qui fournirait un apport positif à nos activités américaines. Par conséquent, au cours du trimestre, nous avons désigné RBC Mortgage Company à titre d'activité abandonnée et, le 27 mai, nous avons annoncé une entente visant la vente de certains de ses actifs.

Par ailleurs, la nouvelle structure que nous avons mise en œuvre à la fin de l'an dernier (qui regroupe en un seul secteur tous les services aux particuliers et aux entreprises aux États-Unis et à l'échelle internationale) a permis à ces unités d'exploitation complémentaires de plus facilement miser, le cas échéant, sur leurs forces respectives en matière de développement de produits et de distribution, afin de fournir aux clients un plus vaste choix de services. Par exemple, RBC Dain Rauscher et la Gestion Privée Globale ont fait équipe afin d'offrir une solution de crédit aux clients ayant un avoir net élevé.

Nos priorités et nos initiatives visent à mieux servir nos clients et à accroître notre efficacité. Nous comptons faire en sorte que RBC demeure à l'avant-garde de l'industrie des services financiers au Canada, et avons également l'intention d'accroître nos activités à l'échelle internationale de façon rentable. Ultiment, nous désirons fournir à nos actionnaires des rendements et des niveaux d'évaluation se situant dans le quartile supérieur.

Pour terminer, j'aimerais souligner l'importante contribution des membres du personnel, qui ont fait en sorte que notre société est l'une des sociétés les plus respectées au Canada. Nous devons notre succès à ces personnes ainsi qu'aux clients qu'elles servent.

Le président et chef de la direction,



Gordon M. Nixon

## NOS OBJECTIFS ET NOTRE RENDEMENT

	Objectifs de 2005	Rendement du premier semestre de 2005
<b>1. Évaluation</b>		
Maintenir des niveaux d'évaluation se situant dans le quartile supérieur :		
• Cours des actions/valeur comptable :	Quartile supérieur de l'indice composé S&P/TSX pour les banques (1)	Quartile supérieur de l'indice composé S&P/TSX pour les banques (2)
• Cours des actions/bénéfice :	Quartile supérieur de l'indice composé S&P/TSX pour les banques (1)	Deuxième quartile de l'indice composé S&P/TSX pour les banques (3)
Croissance du cours des actions :	Supérieure à l'indice composé S&P/TSX pour les banques	Supérieure à l'indice composé S&P/TSX pour les banques
<b>2. Croissance du bénéfice</b>		
Augmenter le bénéfice dilué par action de :	20 %+ (1)	23 %
<b>3. Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires</b>		
Obtenir un rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de :	18 % à 20 % (1)	20,9 %
<b>4. Croissance des revenus</b>		
Obtenir une croissance des revenus de :	6 % à 8 % (1), (4)	8 %
<b>5. Contrôle des frais autres que d'intérêt</b>		
Limiter la croissance des charges à :	Moins de 3 % (1)	(2)%
<b>6. Qualité du portefeuille</b>		
Obtenir un ratio des provisions spécifiques pour pertes sur créances par rapport à la moyenne des prêts et des acceptations :	entre 0,35 % et 0,45 % (1)	0,17 % (5)
<b>7. Gestion du capital</b>		
Ratios de capital (6) : Capital de première catégorie	8 % à 8,5 %	9,5 %
Capital total	11 % à 12 %	12,8 %
<b>8. Ratio de distribution (7) :</b>	40 % à 50 % (1)	38 %

(1) Ces objectifs ont été établis à la fin de 2004, alors que les PCGR des États-Unis constituaient nos principaux PCGR aux fins de la présentation de l'information financière. Bien que nous ayons adopté les PCGR du Canada à titre de principaux PCGR avec prise d'effet ce trimestre, nous maintenons ces objectifs pour 2005, car notre rendement en vertu des PCGR des États-Unis ne diffère pas de façon importante de notre rendement en vertu des PCGR du Canada.

(2) Nous avons calculé ce rendement le 30 avril 2005, en nous basant sur les valeurs comptables au 31 janvier 2005.

(3) Nous avons calculé ce rendement le 30 avril 2005, en nous basant sur la moyenne des estimations des analystes concernant le bénéfice dilué par action de 2005.

(4) Calculs basés sur la valeur moyenne du dollar canadien de 0,80 \$ US que nous prévoyons pour 2005.

(5) La dotation, au cours du premier trimestre de 2005, d'une tranche de 52 millions de dollars des provisions cumulatives spécifiques attribuées à la provision cumulative générale attribuée a réduit ce ratio de 0,06 %.

(6) Calculs basés sur les lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF).

(7) Dividendes sur actions ordinaires exprimés en pourcentage du bénéfice net après dividendes sur actions privilégiées.

## FAITS SAILLANTS DU DEUXIÈME TRIMESTRE

Les principales annonces faites, les principales améliorations apportées aux produits et les principaux résultats constatés relativement à chacun de nos secteurs d'exploitation au deuxième trimestre de 2005 sont présentés ci-après.

### Secteur Particuliers et entreprises – Canada

- RBC Gestion d'actifs a enregistré des ventes nettes de fonds communs de placement à long terme de plus de 2,1 milliards de dollars au cours du trimestre, soit un résultat de plus de 500 millions plus élevé que son concurrent le plus proche. Il s'agit du sixième trimestre d'affilée au cours duquel RBC Gestion d'actifs se positionne à titre de chef de file de l'industrie. Ce résultat tient à la forte demande, de la part des conseillers et des clients, visant les produits de RBC Gestion d'actifs offerts par une multitude de réseaux de distribution.
- En février, RBC Banque Royale et Starbucks® Coffee Company ont lancé une nouvelle carte hybride combinant une carte Visa RBC et la carte Starbucks rechargeable, très prisée. La **Carte Visa\* Starbucks Duetto\*\*** – la première du genre au Canada – donne aux amateurs de café la possibilité de payer leurs achats, de charger leur compte et d'accumuler et d'échanger des primes au moyen d'une seule carte.
- En février, les services d'assurances mondiaux ont lancé deux nouveaux produits d'assurance vie temporaire. L'assurance vie temporaire 10 ans et l'assurance vie temporaire 20 ans fournissent aux Canadiens une protection d'assurance vie temporaire abordable d'une durée de 10 ans ou de 20 ans, et elles leur donnent aussi l'option de transformer leur assurance temporaire en assurance vie universelle permanente à l'expiration de la police. Ces produits ont également été conçus de manière à offrir une protection à un plus vaste éventail de clients, et ils comportent de nouvelles caractéristiques telles qu'une protection pour les enfants et une garantie en cas de décès par accident.

### Secteur Particuliers et entreprises – États-Unis et International

- RBC Centura a amélioré sa gamme de produits commerciaux et destinés aux petites entreprises avec l'offre d'un nouveau service de boîte postale scellée en gros, et un prêt immobilier amélioré pour petites entreprises visant les locaux occupés par leurs propriétaires conçu spécifiquement pour les professionnels et qui permet le financement à long terme de leurs bureaux. En outre, RBC Centura a instauré un nouveau compte de chèques pour les employés des clients commerciaux, ainsi qu'une nouvelle option de financement de résidence assortie de modalités favorables pour les professionnels et les cadres.
- RBC Dain Rauscher, en collaboration avec la Gestion Privée Globale, a lancé RBC Premier Line of Credit. Ce produit, qui a été conçu de manière à répondre aux besoins en matière de crédit des clients ayant un avoir net élevé, constitue une marge de crédit renouvelable garantie par un ou plusieurs des comptes de placement admissibles du client. Le programme offre un taux de référence variable ou fixe basé sur le taux interbancaire offert à Londres (TIOL), qui donne aux clients de RBC Dain Rauscher la possibilité d'emprunter de l'argent pour leurs besoins personnels sans être obligés de vendre leurs placements ou de revoir leur stratégie de placement.
- La Gestion Privée Globale a accru sa présence aux États-Unis en ouvrant un nouveau bureau de représentants à San Francisco. Ce bureau, qui élargit les services offerts par la Gestion Privée Globale aux États-Unis, se concentrera sur la prestation de services aux clients ayant une valeur nette élevée ainsi qu'aux particuliers et aux familles du monde entier qui ont choisi d'habiter sur la côte Ouest et ont besoin de services de planification financière d'envergure internationale.

### Marchés mondiaux des capitaux

- Dans le cadre du sondage annuel sur les opérations de change du magazine *Euromoney*, les Marchés mondiaux des capitaux se sont classés au premier rang des négociateurs de dollars canadiens au monde. RBC s'est également classée quinzième au monde au chapitre de sa part générale du marché des opérations de change mondiales, lequel s'élève à 1 billion de dollars par jour.
- Le magazine *Bloomberg Markets* a classé les banques d'investissement mondiales en fonction des commissions générées en 2004 au chapitre des services-conseils en matière de regroupements d'entreprises et des services de placement de titres de créance et de participation. Les Marchés mondiaux des capitaux se sont classés au treizième rang et au onzième rang, respectivement, en fonction de leur part du marché mondial pour l'émission de ces titres.
- Plusieurs opérations importantes ont eu lieu au deuxième trimestre. Les Marchés mondiaux des capitaux ont agi à titre de conseiller financier du Groupe Pages Jaunes, dans le cadre de l'acquisition d'une valeur de 2,55 milliards de dollars de Active Directories Solutions effectuée par ce groupe. Nous avons également agi à titre de coordonnateur mondial et de coplaceur pour compte dans le cadre d'une émission simultanée d'actions ordinaires (420 millions de dollars), de billets convertibles (300 millions de dollars) et d'une facilité de crédit (300 millions de dollars) pour Ace Aviation. Dans le secteur de l'énergie, RBC a offert ses services de conseiller financier exclusif à BP Canada Energy Company et à Chevron Canada Resources, dans le cadre de la vente de leurs participations respectives dans Central Alberta Midstream Services à SemCanada L.P.
- En mars, RBC est devenue la première banque canadienne membre de la Bourse d'Australie, ce qui lui permettra de jouer un rôle encore plus important dans le secteur minier, qui bénéficie actuellement d'une intense activité économique.
- Le 6 mai 2005, le magazine *Global Investor* annonçait les résultats de son sondage 2005 sur les services de garde internationaux, et les Services aux institutions et aux investisseurs se sont classés au premier rang des prestataires de ces services. Les Services aux institutions et aux investisseurs, qui ont terminé au premier rang pour une deuxième année d'affilée, se sont également classés au premier rang des répondants en Europe, des gestionnaires de fonds institutionnels européens, et des gestionnaires de fonds communs de placement européens. Les Services aux institutions et aux investisseurs ont par ailleurs terminé en tête de plusieurs autres catégories, notamment celles concernant la qualité du service à la clientèle, la technologie, l'étendue des services et les activités de prêt de titres. Ce classement prestigieux renforce l'élan auquel ont donné lieu notre classement au premier rang dans le cadre du sondage 2004 effectué par le magazine *Global Investor*, notre classement à titre de meilleur mandataire dans le cadre de l'enquête effectuée par le magazine *Global Custodian*, ainsi que notre classement au premier rang dans le cadre du sondage effectué par R&M Consultants en mars dernier.

## RAPPORT DE GESTION SUR LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2005

Le présent rapport de gestion, qui porte sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation, a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer les changements importants survenus dans notre situation financière et nos résultats d'exploitation pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2005, par rapport à la période correspondante de l'an dernier, l'accent étant mis sur les résultats trimestriels. Le présent aperçu met en évidence les données financières sommaires et pourrait ne pas comporter toutes les informations que le lecteur considère comme importantes. Afin d'acquiescer une compréhension approfondie des tendances, des événements, des incertitudes et de l'incidence des estimations comptables critiques sur nos résultats et notre situation financière, le présent rapport de gestion doit être lu attentivement en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires et notes complémentaires ainsi qu'avec notre rapport annuel 2004. Ce rapport de gestion est daté du 27 mai 2005, est préparé en vertu des PCGR du Canada et, sauf indication contraire, tous les montants sont présentés en dollars canadiens.

Des renseignements additionnels relatifs à la Banque Royale du Canada sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse [rbc.com](http://rbc.com), sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse [sedar.com](http://sedar.com) et sur la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis à l'adresse [sec.gov](http://sec.gov).

### APERÇU DE RBC

La BANQUE ROYALE DU CANADA (symbole du titre au télécopieur des Bourses de Toronto et de New York : RY) utilise le préfixe RBC pour désigner ses secteurs d'exploitation et ses filiales, qui exercent leurs activités sous la marque RBC Groupe Financier. Notre banque est la plus importante banque au Canada en matière de capitalisation boursière et d'actifs, et elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord. Nous offrons, à l'échelle mondiale, des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, des services de gestion de patrimoine, des services d'assurance, des services à la grande entreprise et aux marchés des capitaux et des services de traitement des opérations. Notre société compte plus de 60 000 employés au service de plus de 12 millions de particuliers, d'entreprises et de clients du secteur public en Amérique du Nord et dans une trentaine de pays partout dans le monde.

#### Réalignement et initiative « Le client avant tout »

Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> novembre 2004, nous avons réaligné notre structure organisationnelle, nos ressources et nos processus afin de répondre plus efficacement aux besoins financiers de nos clients dans tous nos secteurs d'exploitation. Dans le cadre du réalignement, nous avons réorganisé nos cinq secteurs d'exploitation en trois secteurs d'exploitation structurés en fonction des besoins des clients et des zones géographiques. Toutes les autres activités qui ne sont pas attribuées à ces trois secteurs d'exploitation sont présentées sous notre quatrième secteur, à savoir les Services de soutien généraux. La présentation de notre information sectorielle se fonde sur cette nouvelle structure de gestion. Des détails sur chacun de nos nouveaux secteurs d'exploitation sont fournis ci-après. Nous avons également mis en œuvre l'initiative « Le client avant tout », qui vise à trouver de nouveaux moyens de générer une croissance plus forte des revenus, ainsi qu'à rationaliser notre entreprise de manière à accélérer la prise de décisions et leur mise en œuvre et à améliorer la productivité.

#### Secteur particuliers et entreprises – Canada

Le secteur Particuliers et entreprises – Canada regroupe les services bancaires ainsi que les services de placements au Canada, de même que nos services d'assurances mondiaux. Ce secteur fournit des produits et services financiers à plus de 11 millions de particuliers et d'entreprises clientes au Canada, par l'entremise de divers réseaux de distribution comprenant notamment des succursales, des centres de services aux entreprises, des guichets automatiques, des services de courtage traditionnel, des réseaux d'agences, des services par téléphone et par Internet, et des services de distribution par l'entremise de tiers. Le secteur se compose des services suivants :

Les *Prêts aux particuliers* visent à répondre aux besoins des particuliers faisant partie de notre clientèle à toutes les étapes de leur vie, en leur offrant une vaste éventail de produits tels que du financement aux fins d'accès à la propriété, du financement personnel et des cartes de crédit.

Les *Paiements personnels et comptes clientèle* offrent aux particuliers des comptes de dépôt de base, des services de paiement transactionnels, des services de change et d'autres services connexes.

La *Gestion de placements* se compose de services de courtage traditionnel et à escompte, de services de gestion d'actifs, de services fiduciaires et d'autres produits de placement.

Les *Marchés des entreprises* offrent une vaste gamme de produits et services de prêt, de dépôt et de transaction aux petites et moyennes entreprises ainsi qu'aux clients commerciaux et aux clients du secteur de l'agriculture.

L'*Assurance mondiale* offre une vaste gamme de produits et de services d'assurance crédit et d'assurances vie, maladie, voyage, habitation et automobile aux particuliers et entreprises faisant partie de notre clientèle au Canada et aux États-Unis, ainsi que des services de réassurance à nos clients partout au monde.

#### Secteur particuliers et entreprises – États-Unis et International

Le secteur Particuliers et entreprises – États-Unis et International comprend les services bancaires et les services de courtage au détail aux États-Unis, les services bancaires dans les Antilles, ainsi que les services de gestion privée globale à l'échelle internationale. Ce secteur se compose des services suivants :

Les *services bancaires* regroupent les services bancaires aux États-Unis et dans les Antilles. Ces services se composent d'un vaste éventail de produits et de services à l'intention des particuliers et des entreprises dans leur marché respectif. Par suite de l'examen stratégique de nos activités aux États-Unis, nous avons établi que RBC Mortgage Company ne constituait plus une entreprise principale qui fournirait un apport positif à nos activités américaines. Par conséquent, au cours du trimestre, nous avons désigné RBC Mortgage Company à titre d'activité abandonnée et, le 27 mai, nous avons annoncé une entente visant la vente de certains de ses actifs. Se reporter à la note 3 des états financiers consolidés intermédiaires.

La *Gestion de patrimoine* regroupe certaines activités de RBC Dain Rauscher (à l'exception des services à revenu fixe qui font partie de l'ensemble des activités liées au marché de la dette présentées dans le secteur Marchés mondiaux des capitaux) et de la Gestion Privée Globale. Aux États-Unis, nous offrons des services de placement, des services-conseils et des services de gestion d'actifs aux particuliers, ainsi que des services de compensation et d'exécution aux courtiers en valeurs mobilières et aux institutions de petite taille et de taille moyenne. À l'échelle internationale, nous offrons des services de gestion privée, des services fiduciaires, des services de gestion de placements et des services-conseils en matière de placements à des clients qui disposent d'un avoir net élevé.

#### Marchés mondiaux des capitaux

Le secteur Marchés mondiaux des capitaux fournit un vaste choix de services de banque d'investissement, de services de vente et de négociation, de services de recherche et de produits et services connexes aux entreprises, gouvernements et institutions faisant partie de notre clientèle en Amérique du Nord, ainsi que des produits et services spécialisés à l'échelle mondiale. Ce secteur se compose des services suivants :

Les *Marchés mondiaux* comprennent l'ensemble de nos activités liées au marché de la dette (y compris les services à revenu fixe de Dain Rauscher dont il est fait mention ci-dessus), au marché monétaire,

aux opérations de change, aux dérivés, aux actifs diversifiés, aux placements privés de titres de créance et de participation, ainsi qu'aux activités de négociation pour compte propre.

Les *Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers* regroupent nos services à la grande entreprise et de banque d'investissement (y compris le portefeuille de prêts stratégiques), ainsi que les activités de vente et de négociation de titres de participation.

Les *Autres services* se composent des services de garde et d'administration des placements, des services de correspondance bancaire, des services bancaires aux entreprises, des services de recherche, du portefeuille de prêts non stratégiques ainsi que des services de gestion centralisés des portefeuilles de prêts du secteur.

### Services de soutien généraux

Les Services de soutien généraux regroupent nos ressources en matière d'exploitation et de technologie de l'information, la trésorerie générale ainsi que d'autres unités fonctionnelles. Ces groupes et ces unités fonctionnelles engagent principalement des coûts qui sont attribués aux secteurs d'exploitation respectifs, selon des méthodes décrites à la rubrique « Résultats des secteurs d'exploitation ». Les résultats déclarés de ce secteur reflètent en grande partie les ajustements de consolidation et les activités mises en œuvre au profit de l'organisation, et ils ne sont pas attribués aux secteurs d'exploitation. Ces activités peuvent comprendre des opérations liées à la gestion de la trésorerie, du capital ou des risques, ou encore des opérations à des fins stratégiques.

## SOMMAIRE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS ET AUTRES FAITS SAILLANTS

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2005	31 janvier 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
(en millions de dollars canadiens) sauf les montants par action					
<b>Total des revenus</b>	<b>4 734 \$</b>	<b>4 828 \$</b>	<b>4 508 \$</b>	<b>9 562 \$</b>	<b>8 825 \$</b>
Frais autres que d'intérêt	2 721	2 707	2 747	5 428	5 554
Dotation à la provision pour pertes sur créances	116	108	149	224	124
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	622	582	508	1 204	960
Charges liées au réaligement de l'entreprise	4	2	—	6	—
<b>Bénéfice net avant impôts</b>	<b>1 271</b>	<b>1 429</b>	<b>1 104</b>	<b>2 700</b>	<b>2 187</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>907 \$</b>	<b>979 \$</b>	<b>760 \$</b>	<b>1 886 \$</b>	<b>1 546 \$</b>
<b>Secteurs – bénéfice net</b>					
Particuliers et entreprises – Canada	531 \$	603 \$	503 \$	1 134 \$	1 078 \$
Particuliers et entreprises – États-Unis et International	77	98	40	175	102
Marchés mondiaux des capitaux	286	257	229	543	406
Services de soutien généraux	13	21	(12)	34	(40)
Total du bénéfice net	907 \$	979 \$	760 \$	1 886 \$	1 546 \$
<b>Données financières sommaires</b>					
Bénéfice par action – dilué	1,37 \$	1,50 \$	1,14 \$	2,87 \$	2,33 \$
Cours de clôture des actions ordinaires à la fin du trimestre	74,95 \$	63,10 \$	60,95 \$	74,95 \$	60,95 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	19,9 %	21,9 %	16,8 %	20,9 %	17,3 %
Rendement du capital de risque (2)	32,4 %	34,6 %	27,3 %	33,5 %	27,8 %
Marge nette d'intérêt (3)	1,63 %	1,56 %	1,49 %	1,60 %	1,52 %
Ratio d'efficacité (4)	57,5 %	56,1 %	60,9 %	56,8 %	62,9 %
<b>Ratio de capital (5)</b>					
Ratio du capital de première catégorie (5)	9,5 %	9,2 %	9,3 %	9,5 %	9,3 %
Ratio du capital total (5)	12,8 %	12,7 %	12,9 %	12,8 %	12,9 %
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	18 400 \$	17 600 \$	18 150 \$	18 000 \$	17 800 \$
Moyenne du capital de risque (2)	11 350 \$	11 150 \$	11 200 \$	11 250 \$	11 050 \$
<b>Principales données figurant au bilan</b>					
Total de l'actif	435 442 \$	428 230 \$	425 690 \$	435 442 \$	425 690 \$
Valeurs mobilières	139 585	136 760	135 532	139 585	135 532
Prêts aux particuliers	131 019	128 771	120 619	131 019	120 619
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	49 779	49 757	50 130	49 779	50 130
Dépôts	283 492	280 020	271 585	283 492	271 585
<b>Renseignements opérationnels</b>					
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	60 991	61 915	60 775	60 991	60 775
Nombre de succursales	1 408	1 405	1 417	1 408	1 417
Nombre de centres de services aux entreprises	65	65	65	65	65
Nombre de guichets automatiques	4 363	4 396	4 429	4 363	4 429
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période	0,811	0,827	0,747	0,819	0,756
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	0,795	0,806	0,729	0,795	0,729

(1) La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont calculés à l'aide des soldes de fin de mois pour la période. Se reporter à la rubrique « Mesures du rendement » pour une analyse plus détaillée, et à l'Annexe A pour un rapprochement des soldes et des calculs.

(2) La moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque constituent des mesures financières non définies par les PCGR. Se reporter à la rubrique « Mesures du rendement » pour une analyse plus détaillée, et à l'Annexe A pour un rapprochement des soldes et des calculs.

(3) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne de l'actif.

(4) Le ratio d'efficacité est calculé selon les frais autres que d'intérêt exprimés en pourcentage du total des revenus.

(5) Calculé en fonction des lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF).

## APERÇU DE NOS ACTIVITÉS

Nos résultats généraux reflètent l'expansion de l'économie nord-américaine, laquelle a donné lieu à une augmentation de la demande visant les prêts à la consommation et aux entreprises et les produits financiers connexes.

Les conditions de crédit favorables tiennent aux faibles taux d'intérêt, aux bilans solides des entreprises et des particuliers, ainsi qu'à l'amélioration de l'emploi. Toutefois, l'incertitude qui règne toujours en ce qui

concerne la durabilité de la croissance économique aux États-Unis, la hausse des taux d'intérêt et des prix de l'énergie, l'élargissement des écarts de taux et la détérioration du secteur de l'automobile ont entraîné un affaiblissement des marchés boursiers au Canada et aux États-Unis et eu une incidence défavorable sur le rendement de certains de nos secteurs sur les marchés financiers.

Nous avons déclaré un bénéfice net de 907 millions de dollars au deuxième trimestre terminé le 30 avril 2005, soit un résultat en hausse de 147 millions ou 19 % par rapport à l'an dernier. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 1,37 \$, en hausse de 0,23 \$ ou 20 %. Le rendement des capitaux propres s'est chiffré à 19,9 %, comparativement à 16,8 % il y a un an. Les revenus ont progressé de 5 %, et les frais autres que d'intérêt ont diminué de 1 %. La croissance des revenus de 5 % est attribuable principalement à la forte croissance des revenus liée à l'augmentation du volume des activités du secteur Particuliers et entreprises – Canada, en partie contrebalancée par l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et le recul des revenus tirés des activités de négociation. La diminution de 1 % des frais autres que d'intérêt découle principalement de nos mesures fructueuses de compression des coûts, de la diminution de la rémunération variable et du recul des charges découlant de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Ces résultats ont été compensés en partie par l'augmentation de la charge de rémunération à base d'actions résultant de l'appréciation considérable du cours de nos actions ordinaires et de l'augmentation du bénéfice. L'amélioration constatée ce trimestre tient également au recul de la dotation à la provision pour pertes sur créances, qui reflète le règlement favorable d'un compte de la société classé précédemment à titre de prêt douteux, ainsi que la diminution du taux d'imposition effectif.

Le bénéfice net du secteur **Particuliers et entreprises – Canada** a progressé de 28 millions de dollars ou 6 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement des volumes élevés et de la croissance des revenus tirés de toutes nos activités, et plus particulièrement de nos activités de prêt, de placement et d'assurance invalidité (qui englobent les activités au Canada de Provident Life and Accident Assurance Company, ou UnumProvident, depuis le 1<sup>er</sup> mai 2004). Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 10 %, résultat qui reflète essentiellement la hausse des charges liées aux ressources humaines découlant de l'expansion du personnel responsable des ventes et du service au sein de notre réseau de distribution, de l'augmentation de la charge de rémunération à base d'actions, ainsi que de la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant des revenus accrus et de la croissance du bénéfice.

Le bénéfice net du secteur **Particuliers et entreprises – États-Unis et International** s'est établi à 77 millions de dollars, en hausse de 37 millions ou 93 % par rapport à l'an dernier. Les activités abandonnées de RBC Mortgage Company ont subi une perte nette de 9 millions de dollars, par rapport à un bénéfice net de 1 million l'an dernier, résultat qui tient principalement à la baisse des volumes de montage de prêts hypothécaires, des prêts hypothécaires destinés à la vente et au recul de la marge nette d'intérêt. Le bénéfice net lié aux activités poursuivies s'est chiffré à 86 millions de dollars, en hausse de 47 millions ou 121 % comparativement à l'an dernier. Ce résultat reflète en grande partie l'importante amélioration de nos activités bancaires attribuable à la solide croissance des revenus et aux mesures continues de compression des coûts. Les frais autres que d'intérêt ont également diminué par rapport au dernier exercice, en raison de l'incidence négative d'une provision pour moins-value de 33 millions de dollars constituée au deuxième trimestre de 2004 et qui ne s'est pas répétée au présent exercice.

Le bénéfice net du secteur **Marchés mondiaux des capitaux** a augmenté de 57 millions de dollars ou 25 % par rapport à l'an dernier. Cette amélioration s'est produite malgré la baisse des revenus, en raison de la réduction de la rémunération variable et du recouvrement de pertes sur créances de 43 millions de dollars découlant du règlement favorable d'un prêt classé précédemment comme un prêt douteux. Les revenus ont reculé de 48 millions de dollars ou 5 %, en raison des résultats moindres liés aux activités de négociation, des résultats à la baisse de notre groupe de transactions stratégiques, ainsi que de la diminution des activités en matière de services-conseils et de montage de titres de participation, car la conjoncture générale a entraîné des difficultés pour plusieurs secteurs au cours du trimestre. L'accroissement des activités de montage de titres d'emprunt et les rendements des placements privés ont contrebalancé en partie la baisse des revenus.

Le bénéfice net des **Services de soutien généraux** s'est établi à 13 millions de dollars, résultat qui reflète principalement les intérêts reçus par

suite du règlement favorable de certaines questions fiscales visant les périodes fiscales allant de 1993 à 1998.

**Comparativement au premier semestre de 2004**, le bénéfice net a progressé de 340 millions de dollars ou 22 %. Cette augmentation est en grande partie attribuable à l'augmentation des revenus, en hausse de 737 millions de dollars, ou 8 %, liée à la croissance des volumes de prêts et de dépôts et à l'élargissement des marges, ainsi qu'aux volumes accrus d'activités d'assurance invalidité (qui englobent UnumProvident). Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 126 millions de dollars, ou 2 %, résultat qui reflète en grande partie les coûts de 74 millions engagés au premier trimestre de 2004 relativement au règlement d'un litige avec Cooperatieve Centrale Raiffeisen Boerenleenbank, B.A. (Rabobank), déduction faite d'une réduction connexe au titre de la charge de rémunération et de la charge d'impôts, ainsi que les importants efforts de gestion des coûts déployés en 2005. Ces résultats ont été contrebalancés en partie par une augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances de 100 millions de dollars, laquelle reflète essentiellement la contrepassation d'une tranche de 150 millions de la provision cumulative générale au premier trimestre de 2004 et l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain.

**Par rapport au premier trimestre de 2005**, le bénéfice net a reculé de 72 millions de dollars ou 7 %, en raison principalement de la baisse des revenus et de la hausse des charges au cours du trimestre. Les revenus ont diminué de 94 millions de dollars ou 2 %, résultat qui tient à la diminution des revenus tirés des activités de négociation et au fait que le deuxième trimestre comptait trois jours ouvrables de moins que le premier trimestre, facteur qui a dans une certaine mesure été neutralisé par la hausse des revenus découlant de la croissance des volumes de prêts et de dépôts, par l'augmentation des revenus liés aux activités de placement et d'assurance et par l'incidence favorable de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 14 millions de dollars ou 1 %, en raison principalement de la hausse de la charge de rémunération à base d'actions et de l'augmentation de 15 millions de dollars des charges imputable à l'affaiblissement du dollar canadien.

Le bénéfice net tiré de nos **activités aux États-Unis**, en incluant les activités abandonnées de RBC Mortgage Company, s'est chiffré à 126 millions de dollars pour le trimestre, en hausse par rapport à 60 millions l'an dernier. Ce résultat est attribuable en grande partie à l'accroissement des revenus tirés des services bancaires, et à la baisse des frais autres que d'intérêt. La baisse des frais autres que d'intérêt est en partie attribuable à l'incidence négative de la constitution d'une provision pour moins-value de 33 millions de dollars au deuxième trimestre de 2004 et qui ne s'est pas répétée au présent exercice. Le bénéfice net du premier semestre s'est établi à 210 millions de dollars, en hausse par rapport à 13 millions, en raison des revenus à la hausse tirés des activités bancaires et du recul des frais autres que d'intérêt par rapport à la période correspondante de l'an dernier, qui comprenaient les coûts du règlement avec Rabobank, déduction faite d'une réduction connexe au titre de la charge de rémunération et de la charge d'impôts. Le bénéfice net tiré de nos activités aux États-Unis a progressé de 42 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète principalement la baisse de la charge de rémunération et des taux d'imposition effectifs.

#### Ratios de capital

Au 30 avril 2005, le ratio du capital de première catégorie était de 9,5 %, résultat qui se compare favorablement à 9,3 % au dernier exercice et à 9,2 % au premier trimestre de 2005. Le ratio du capital total s'est chiffré à 12,8 %, comparativement à 12,9 % il y a un an et à 12,7 % au premier trimestre de 2005.

#### Incidence du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien

	Pour le trimestre terminé le		Pour le semestre terminé le
	T2 2005 par rapport au	T2 2004	T2 2005 par rapport au
(en millions de dollars canadiens)	T1 2005	T2 2004	T2 2004
Total des revenus	25 \$	(115)\$	(215)\$
Frais autres que d'intérêt	(15)	65	125
Bénéfice net	5	(20)	(45)
Bénéfice dilué par action	0,01 \$	(0,03)\$	(0,07)\$

Les fluctuations des taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien influent sur nos résultats libellés en dollars américains. Le taux de change moyen du dollar canadien s'est apprécié de 9 % comparativement au dollar américain par rapport à la période correspondante de l'an dernier, ce qui a entraîné une baisse de 20 millions de dollars du bénéfice net libellé en dollars américains et une réduction de 0,03 \$ du bénéfice dilué par action. Le taux de change moyen du dollar canadien par rapport au dollar américain a diminué de 2 % comparativement au trimestre précédent, ce qui a donné lieu à une augmentation de 5 millions de dollars du bénéfice net libellé en dollars américains pour le trimestre considéré.

#### PCGR des États-Unis

Selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) des États-Unis, le bénéfice net s'est établi à 936 millions de dollars, en hausse de 162 millions ou 21 % par rapport à l'an dernier, et le bénéfice dilué par action s'est chiffré à 1,41 \$, en hausse de 0,25 \$ ou 22 %. Le bénéfice net selon les PCGR des États-Unis au deuxième trimestre de 2005 est de 29 millions de dollars plus élevé que celui en vertu des PCGR du Canada, résultat qui tient principalement aux différences concernant la comptabilisation des activités d'assurance et des droits à la plus-value des actions entre ces PCGR. Pour de plus amples détails, se reporter à la note 13 des états financiers consolidés intermédiaires.

## RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Le texte qui suit comporte une analyse de nos résultats d'exploitation déclarés. Les facteurs qui se rapportent principalement à un secteur donné font l'objet d'une analyse détaillée dans la section portant sur les résultats des secteurs d'exploitation. Outre l'analyse des résultats du trimestre considéré et du trimestre comparable de l'an dernier, nous fournissons également une analyse par rapport au trimestre précédent.

### Total des revenus

Le tableau suivant illustre les principales composantes des revenus :

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2005	31 janvier 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
Intérêts créditeurs	4 082 \$	3 853 \$	3 312 \$	7 935 \$	6 736 \$
Intérêts débiteurs	2 300	2 114	1 735	4 414	3 532
<b>Revenu net d'intérêt</b>	<b>1 782 \$</b>	<b>1 739 \$</b>	<b>1 577 \$</b>	<b>3 521 \$</b>	<b>3 204 \$</b>
Services de placements ( <i>commissions de courtage, commissions de gestion de placements et revenus tirés de fonds communs de placement</i> )	851 \$	798 \$	832 \$	1 649 \$	1 634 \$
Activités d'assurance ( <i>primes d'assurance, revenu de placement et revenu provenant des services tarifés</i> )	813	773	675	1 586	1 288
Services bancaires ( <i>frais bancaires, revenus de change autres que ceux tirés des activités de négociation, commissions de crédit et revenus tirés des activités hypothécaires</i> )	577	610	608	1 187	1 122
Activités de négociation	260	428	392	688	818
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	266	276	275	542	487
Autres ( <i>revenus autres que d'intérêt, gain/perte à la vente de titres et revenus tirés de la titrisation</i> )	185	204	149	389	272
<b>Revenus autres que d'intérêt</b>	<b>2 952 \$</b>	<b>3 089 \$</b>	<b>2 931 \$</b>	<b>6 041 \$</b>	<b>5 621 \$</b>
<b>Total des revenus</b>	<b>4 734 \$</b>	<b>4 828 \$</b>	<b>4 508 \$</b>	<b>9 562 \$</b>	<b>8 825 \$</b>

### Deuxième trimestre de 2005 par rapport au deuxième trimestre de 2004

Le total des revenus a augmenté de 226 millions de dollars ou 5 % par rapport à l'an dernier, en raison des volumes accrus d'activités d'assurance invalidité, qui englobent UnumProvident, ainsi que de la solide croissance du volume des prêts et des dépôts, laquelle reflète la conjoncture favorable en Amérique du Nord. Cette augmentation a été en partie contrebalancée par une réduction du total des revenus de 115 millions de dollars imputable au raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain, ainsi que d'une baisse des revenus tirés des activités de négociation.

Le *revenu net d'intérêt* a progressé de 205 millions de dollars ou 13 %, en raison principalement des volumes accrus de prêts au Canada et aux États-Unis, et de l'augmentation des revenus de dividendes liés à nos stratégies internationales d'arbitrage.

Les revenus liés aux activités d'assurance ont progressé de 138 millions de dollars ou 20 %, résultat qui tient principalement aux activités d'assurance invalidité, lesquelles englobent UnumProvident. L'augmentation des revenus est également attribuable à l'accroissement des ventes d'assurances habitation et automobile.

Les revenus tirés des services bancaires ont diminué de 31 millions de dollars ou 5 %. Ce résultat reflète principalement la diminution des opérations de change, laquelle tient à la baisse des volumes d'activités liés aux grandes entreprises clientes découlant de la volatilité moindre

du dollar américain au cours du trimestre, ainsi que la réduction des activités de montage de prêts hypothécaires.

Les revenus tirés des activités de négociation ont subi une baisse de 132 millions de dollars ou 34 %, en raison surtout des rendements inférieurs des activités de négociation pour compte propre et de la baisse des revenus liés aux opérations de change.

Les autres revenus se sont accrus de 36 millions de dollars ou 24 %, en raison principalement des variations de la valeur des dérivés auxquels nous n'avons pas appliqué la comptabilité de couverture, et des rendements plus élevés des placements privés.

### Deuxième trimestre de 2005 par rapport au deuxième trimestre de 2004 (résultats semestriels)

Le total des revenus a augmenté de 737 millions de dollars ou 8 % par rapport à la période correspondante de l'an dernier. Les revenus liés à toutes les catégories de produits ont augmenté, sauf en ce qui concerne les revenus tirés des activités de négociation, qui ont reculé de 130 millions de dollars. Ces facteurs ont largement compensé la réduction de 215 millions de dollars des revenus imputable au raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Le *revenu net d'intérêt* s'est accru de 317 millions de dollars ou 10 %, en raison principalement des volumes accrus de prêts et de dépôts au Canada et aux États-Unis ainsi que de revenus de dividendes plus élevés liés à nos stratégies internationales d'arbitrage.

Les revenus liés aux *activités d'assurance* ont progressé de 298 millions de dollars ou 23 %, résultat qui concerne principalement les activités d'assurance invalidité, lesquelles englobent UnumProvident. L'augmentation des revenus est également attribuable à l'accroissement des ventes d'assurances habitation et automobile, compensée en partie par la vente de Liberty Insurance Services Corporation (Liberty Insurance Services) au premier trimestre de 2005.

Les revenus tirés des *services bancaires* ont augmenté de 65 millions de dollars ou 6 %. Ce résultat reflète principalement l'amélioration des prix liés à nos activités de montage de prêts hypothécaires ainsi que la hausse des revenus tirés des comptes tarifés.

Les revenus tirés des *activités de négociation* ont subi une baisse de 130 millions de dollars ou 16 %, en raison principalement des résultats à la baisse liés aux activités de négociation de titres de participation découlant de la conjoncture.

Les *commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils* ont progressé de 55 millions de dollars ou 11 %, en raison de l'accroissement des activités de prise ferme de titres de participation, laquelle reflète notre rôle de chef de file dans le cadre d'une importante émission effectuée au premier trimestre de 2005, ainsi que de l'augmentation des volumes de montage de prêts.

Les *autres revenus* se sont accrus de 117 millions de dollars ou 43 %, en raison des variations de la valeur des dérivés auxquels la comptabilité de couverture ne s'appliquait pas, du niveau plus élevé d'activités de titrisation, des gains à l'aliénation de placements en actions, et du gain à la vente de Liberty Insurance.

#### Deuxième trimestre de 2005 par rapport au premier trimestre de 2005

Le total des revenus a subi une baisse de 94 millions de dollars ou 2 % par rapport au trimestre précédent. Cette baisse est en grande partie imputable à la diminution des revenus tirés des *activités de négociation* et des

revenus tirés des *services bancaires*. Ces résultats ont été contrebalancés en partie par l'augmentation des revenus tirés des *services de placements*, du *revenu net d'intérêt* et des revenus liés aux *activités d'assurance*, ainsi que par la hausse des revenus de 25 millions de dollars attribuable à l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Le *revenu net d'intérêt* a progressé de 43 millions de dollars ou 2 %, en raison principalement des volumes accrus de prêts et de dépôts ainsi que de revenus de dividendes plus élevés liés à nos stratégies internationales d'arbitrage, compensés en partie par le fait que le deuxième trimestre comptait trois jours de moins que le premier trimestre.

Les revenus tirés des *services de placements* ont augmenté de 53 millions de dollars ou 7 %, résultat qui est attribuable aux commissions élevées liées à l'accroissement des ventes nettes de fonds communs de placement et à l'appréciation du capital, contrebalancées en partie par le recul des commissions de courtage découlant de la baisse des volumes de négociation.

Les revenus liés aux *activités d'assurance* se sont accrus de 40 millions de dollars ou 5 %, en raison des volumes accrus d'activités de réassurance et des ventes saisonnières élevées d'assurance voyage.

Les revenus tirés des *services bancaires* ont reculé de 33 millions de dollars ou 5 %, résultat qui tient en grande partie au fait que le deuxième trimestre comptait trois jours de moins que le premier trimestre, ainsi qu'à la diminution des revenus sur cartes découlant de la baisse saisonnière des dépenses de consommation.

Les revenus tirés des *activités de négociation* ont chuté de 168 millions de dollars ou 39 %, en raison principalement des rendements inférieurs des activités de négociation pour compte propre et de la diminution des revenus tirés des opérations de change imputable à la volatilité réduite du dollar américain et à la réduction des volumes de clients.

#### Frais autres que d'intérêt

Le tableau suivant illustre les principales composantes des frais autres que d'intérêt.

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2005	31 janvier 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
Salaires	797 \$	833 \$	818 \$	1 630 \$	1 641 \$
Rémunération variable	555	579	606	1 134	1 152
Rémunération à base d'actions	80	28	21	108	41
Avantages sociaux et rémunération au titre de la conservation du personnel	301	291	284	592	571
Ressources humaines	1 733 \$	1 731 \$	1 729 \$	3 464 \$	3 405 \$
Matériel	245	233	228	478	449
Frais d'occupation	198	185	189	383	370
Communications	158	158	180	316	333
Services professionnels et autres services externes	193	188	203	381	369
Autres charges	178	196	197	374	591
Amortissement des actifs incorporels	16	16	21	32	37
<b>Frais autres que d'intérêt</b>	<b>2 721 \$</b>	<b>2 707 \$</b>	<b>2 747 \$</b>	<b>5 428 \$</b>	<b>5 554 \$</b>

#### Deuxième trimestre de 2005 par rapport au deuxième trimestre de 2004

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 26 millions de dollars ou 1 % par rapport à l'an dernier, principalement en raison des mesures fructueuses de compression des coûts, de la réduction des frais au titre de la rémunération variable, et de la baisse des charges de 65 millions attribuable à l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Ces facteurs ont largement contrebalancé la hausse de 59 millions de dollars de la charge de rémunération à base d'actions découlant de l'appréciation considérable du cours de nos actions ordinaires et de bénéfices plus importants, et l'augmentation des coûts liés à l'expansion du personnel responsable des ventes et du service au sein de notre réseau canadien de succursales. Les frais de publicité et de marketing ont eux aussi augmenté, à l'appui de la croissance de nos activités.

#### Deuxième trimestre de 2005 par rapport au deuxième trimestre de 2004 (résultats semestriels)

Les frais autres que d'intérêt ont subi une baisse de 126 millions de dollars ou 2 %, qui tient principalement aux coûts engagés au premier trimestre de 2004 relativement au règlement d'un litige avec Rabobank, déduction faite d'une réduction connexe au titre de la charge de rémunération et de la charge d'impôts, à la réduction de 125 millions des charges attribuable à l'appréciation importante du dollar canadien par rapport au dollar américain, à la baisse des frais au titre de la rémunération variable, et au recul des frais de communication. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la charge de rémunération à base d'actions découlant de l'appréciation considérable du cours de nos actions ordinaires, ainsi que par l'accroissement des coûts liés à l'expansion du personnel responsable des ventes et du service au sein de notre réseau canadien de succursales.

**Deuxième trimestre de 2005 par rapport au premier trimestre de 2005**

Les frais autres que d'intérêt ont progressé de 14 millions de dollars ou 1 %, résultat qui reflète en partie la hausse de la charge de rémunération à base d'actions découlant de l'appréciation considérable du cours de nos actions ordinaires, ainsi que la hausse de 15 millions des charges imputable à l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar

américain ce trimestre. La hausse des frais liés au matériel et des frais d'occupation, qui tient à l'accroissement des coûts liés à l'infrastructure à l'appui de la croissance de nos activités, a été en grande partie neutralisée par la diminution du personnel saisonnier et du personnel de soutien, ainsi que par la baisse des frais au titre de la rémunération variable découlant du recul des revenus et du bénéfice.

**Dotation à la provision pour pertes sur créances**

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2005	31 janvier 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
Prêts aux particuliers	124 \$	102 \$	116 \$	226 \$	208 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	(19)	(49)	33	(68)	66
Provision spécifique	105 \$	53 \$	149 \$	158 \$	274 \$
Provision générale	11	55	–	66	(150)
<b>Dotation à la provision pour pertes sur créances</b>	<b>116 \$</b>	<b>108 \$</b>	<b>149 \$</b>	<b>224 \$</b>	<b>124 \$</b>

**Deuxième trimestre de 2005 par rapport au deuxième trimestre de 2004**

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 33 millions de dollars ou 22 % par rapport à l'an dernier. Cette diminution est attribuable principalement à la contrepassation de provisions cumulatives découlant du règlement favorable d'un compte de la société classé précédemment à titre de prêt douteux dans le secteur Marchés des capitaux mondiaux.

La provision spécifique pour pertes sur créances au titre des prêts aux particuliers a augmenté de 8 millions de dollars ou 7 % par rapport à l'an dernier. Cette augmentation est surtout imputable à la hausse des provisions liées à nos portefeuilles canadiens de cartes de crédit et de marges de crédit personnelles, laquelle reflète la croissance de ces portefeuilles. L'augmentation a été neutralisée en partie par la baisse sur douze mois de la provision au titre du portefeuille de prêts aux étudiants, que nous sommes en train de liquider. La provision spécifique au titre des prêts aux entreprises et aux gouvernements a reculé de 52 millions de dollars, en raison surtout du règlement favorable du compte classé à titre de prêt douteux dont il est fait mention ci-dessus et de la réduction des provisions au titre de notre portefeuille de prêts aux petites entreprises. Ce recul a été compensé en partie par une provision de 17 millions de dollars constatée au titre des services de traitement des opérations effectuées par cartes de Solutions Moneris, Inc. (Moneris), une coentreprise eu égard à laquelle nous avons consolidé notre quote-part (50 %).

**Deuxième trimestre de 2005 par rapport au deuxième trimestre de 2004 (résultats semestriels)**

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 100 millions de dollars ou 81 % au semestre terminé le 30 avril 2005, comparativement à la période correspondante de l'an dernier. Cette augmentation reflète principalement la contrepassation d'une tranche de 150 millions de dollars de la provision cumulative générale au premier trimestre de 2004, ainsi que la hausse des provisions au titre de nos portefeuilles canadiens de cartes de crédit et de marges de crédit personnelles, en grande partie attribuable à la croissance du portefeuille. Ces résultats ont été contrebalancés en partie par l'augmentation des recouvrements liés à nos portefeuilles de prêts consentis aux clients commerciaux et aux grandes entreprises clientes, ainsi que par la baisse des pertes liées à notre portefeuille de prêts aux petites entreprises.

**Deuxième trimestre de 2005 par rapport au premier trimestre de 2005**

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 8 millions de dollars ou 7 % par rapport au trimestre précédent.

L'augmentation de 22 millions de dollars des provisions spécifiques au titre des portefeuilles de prêts aux particuliers reflète en grande partie l'augmentation des provisions liées aux prêts aux étudiants découlant de facteurs saisonniers, ainsi que la hausse des provisions au titre des portefeuilles canadiens de cartes de crédit et de marges de crédit personnelles, laquelle tient à la croissance des portefeuilles.

Le recouvrement de 19 millions de dollars constaté ce trimestre relativement à nos portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements reflète le règlement favorable du compte classé à titre de prêt douteux dont il est fait mention ci-dessus, compensé par une provision de 17 millions relative à Moneris, et par un accroissement des pertes liées aux prêts aux petites entreprises. Bien que le recouvrement au titre de notre portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements constaté ce trimestre semble moins favorable que le recouvrement de 49 millions de dollars constaté à la période précédente, ce dernier reflète en grande partie la dotation d'une tranche de 52 millions des provisions cumulatives spécifiques à la provision cumulative générale, laquelle découle de l'harmonisation des méthodes utilisées au sein de l'entreprise pour comptabiliser la provision cumulative pour pertes sur créances.

Le recul de 44 millions de dollars de la provision générale est en grande partie imputable à la dotation d'une tranche des provisions cumulatives spécifiques à la provision cumulative générale dont il est fait mention ci-dessus.

**Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance Deuxième trimestre de 2005 par rapport au deuxième trimestre de 2004**

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont progressé de 114 millions de dollars ou 22 % par rapport à l'an dernier, en raison de l'accroissement des volumes d'activités d'assurance invalidité, qui englobaient UnumProvident depuis le 1<sup>er</sup> mai 2004. L'augmentation des indemnités enregistrée ce trimestre, qui reflète la baisse des taux d'intérêt à long et à moyen terme, a été neutralisée en grande partie par la diminution des taux d'incidence de l'invalidité, laquelle traduit l'amélioration des résultats techniques.

**Deuxième trimestre de 2005 par rapport au deuxième trimestre de 2004 (résultats semestriels)**

Les frais liés aux activités d'assurance se sont accrus de 244 millions de dollars ou 25 % au semestre terminé le 30 avril 2005, comparativement à la période correspondante de l'an dernier, en raison de l'accroissement des volumes d'activités d'assurance invalidité, qui englobent UnumProvident.

**Deuxième trimestre de 2005 par rapport au premier trimestre de 2005**

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 40 millions de dollars ou 7 % par rapport au trimestre précédent. Ce résultat reflète en grande partie l'augmentation des sinistres liée à l'accroissement des revenus et des volumes d'activités. Par ailleurs, les indemnités ont augmenté ce trimestre, en raison de la baisse des taux d'intérêt à long et à moyen terme, laquelle a été neutralisée en partie par la réduction des taux d'incidence de l'invalidité, qui traduit l'amélioration des résultats techniques. Les indemnités constatées au trimestre précédent reflétaient également les ajustements liés au traitement fiscal de certains actifs investis et l'amélioration de l'expérience de cessation d'invalidité.

## Impôts sur les bénéfices

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2005	31 janvier 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
Bénéfice net avant impôts	1 271 \$	1 429 \$	1 104 \$	2 700 \$	2 187 \$
Charge d'impôts	347	442	344	789	637
Taux d'imposition effectif	27,3 %	30,9 %	31,2 %	29,2 %	29,1 %

### Deuxième trimestre de 2005 par rapport au deuxième trimestre de 2004

La baisse de 3,9 % du taux d'imposition effectif par rapport à l'an dernier est en grande partie attribuable au bénéfice net plus élevé déclaré par nos filiales étrangères qui exercent leurs activités dans des pays où les taux d'imposition sont plus faibles. Cette baisse tient également à la légère réduction (0,3 %) des taux d'imposition des sociétés au Canada en 2005.

### Deuxième trimestre de 2005 par rapport au deuxième trimestre de 2004 (résultats semestriels)

Le taux d'imposition effectif pour l'exercice à ce jour est demeuré inchangé par rapport à l'an dernier, en raison de l'effet compensatoire du bénéfice à la baisse de 2004 déclaré par nos filiales étrangères qui exercent leurs activités dans des pays où les taux d'imposition sont plus élevés, comparativement au bénéfice à la hausse de 2005 déclaré par nos filiales étrangères qui exercent leurs activités dans des pays où les taux d'imposition sont plus faibles.

### Deuxième trimestre de 2005 par rapport au premier trimestre de 2005

La diminution de 3,6 % du taux d'imposition effectif découle en grande partie de la hausse du bénéfice déclaré par nos filiales étrangères qui exercent leurs activités dans des pays où les taux d'imposition sont plus faibles.

### Charges liées au réalignement de l'entreprise

Nous avons poursuivi la mise en œuvre de nos mesures de réduction des coûts liées au réalignement de l'entreprise que le Conseil d'administration a approuvées le 9 septembre 2004. Les charges de 4 millions de dollars constatées ce trimestre concernaient les services de reclassement externe et les fermetures de succursales. Nous avons constaté un montant additionnel de 2 millions de dollars au trimestre précédent, au titre des charges liées aux employés.

(en millions de dollars canadiens)	Solde des charges		
	Au		
	30 avril 2005	31 janvier 2005	31 octobre 2004
Charges liées aux employés	131 \$	156 \$	166 \$
Charges liées aux locaux	11	11	13
Autres charges	1	11	13
<b>Total des charges liées au réalignement de l'entreprise</b>	<b>143 \$</b>	<b>178 \$</b>	<b>192 \$</b>

Les charges liées au réalignement de l'entreprise ont diminué de 35 millions de dollars par rapport au premier trimestre de 2005, en raison principalement des paiements liés aux employés effectués au titre de la protection salariale et d'autres paiements au titre des honoraires liés aux conseils d'ordre stratégique et organisationnel qui nous ont été fournis

relativement à nos mesures de réalignement de l'entreprise. Nous prévoyons mener à terme la plupart de nos activités de réalignement d'ici la fin de l'exercice 2005, mais certaines obligations locatives et certains paiements liés à la protection salariale se poursuivront par après. Se reporter à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires.

## CONVENTIONS COMPTABLES ET ESTIMATIONS

### Conventions comptables critiques et estimations

Nos états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés conformément aux PCGR du Canada. Nos principales conventions comptables sont présentées à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires, ainsi qu'à la note 1, à la page 79A de notre rapport annuel 2004. Certaines de ces conventions, ainsi que les estimations faites par la direction aux fins de l'application desdites conventions, constituent des conventions comptables critiques, car elles font en sorte que la direction est tenue d'exercer des jugements particulièrement subjectifs ou complexes à propos de questions qui sont de par leur nature incertaines. Nos conventions comptables critiques et nos estimations concernent la provision cumulative pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, les opérations de titrisation et les entités à détenteurs de droits variables, ainsi que les régimes de retraite. De plus amples détails à ce sujet sont fournis aux pages 26A à 28A de notre rapport annuel 2004.

### Modifications des conventions comptables et des estimations

Au cours du trimestre, nous n'avons pas adopté de nouvelles conventions comptables importantes aux fins de la préparation de nos états financiers selon les PCGR du Canada. Par ailleurs, nous n'avons adopté aucune nouvelle convention comptable importante aux fins des PCGR des États-Unis.

### Mise en application des PCGR liés à la nouvelle répartition de l'écart d'acquisition

Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> novembre 2004, nous avons réaligné nos cinq secteurs d'exploitation (RBC Banque, RBC Assurances, RBC Investissements, RBC Marchés des Capitaux et RBC Services Internationaux) et les avons regroupés sous trois nouveaux secteurs (Particuliers et entreprises – Canada, Particuliers et entreprises – États-Unis et International, et Marchés mondiaux des capitaux). Ce trimestre, nous avons procédé à une nouvelle répartition de notre écart d'acquisition entre les nouvelles unités d'exploitation, comme l'exigent les PCGR. Selon les PCGR, une unité d'exploitation s'entend du niveau d'exploitation auquel les écarts d'acquisition sont soumis à un test de dépréciation, qui correspond soit à un secteur d'exploitation, soit au niveau immédiatement inférieur (appelé composante).

En vertu de notre ancienne structure d'information, Centura Banks, Inc. (RBC Centura) et Dain Rauscher Corporation (RBC Dain), ont été classées, lors de leur acquisition en 2001, à titre de composantes de plus importantes unités d'exploitation des secteurs RBC Banque et RBC Investissements, respectivement, car les risques assumés par ces sociétés de même que leurs caractéristiques commerciales étaient analogues à ceux des autres unités d'exploitation. Lorsqu'une composante

passer d'une unité d'exploitation à une autre, l'écart d'acquisition qui lui est attribué (et qui est par conséquent comptabilisé dans la nouvelle unité d'exploitation), est, conformément aux PCGR, calculé selon sa juste valeur par rapport à la juste valeur de l'unité d'exploitation à laquelle la composante appartenait auparavant, sauf lorsque l'intégration des composantes n'a pas eu lieu.

On peut rarement établir que l'intégration n'a pas eu lieu, car, selon les PCGR, si une composante partage avec d'autres composantes, et ce même dans une mesure limitée, une infrastructure et des politiques de type administratif telles que des systèmes de paie, des politiques en matière de ressources humaines ou des réseaux de distribution, l'intégration est réputée avoir eu lieu, même si les activités principales qui génèrent les revenus n'ont pas été intégrées. Étant donné que RBC Centura et RBC Dain ont été intégrées avec succès dans leurs unités d'exploitation antérieures selon les PCGR, nous avons dû appliquer la méthode de répartition fondée sur la juste valeur pour procéder à la nouvelle répartition de l'écart d'acquisition découlant de ces acquisitions.

La mise en application de cette méthode de répartition a donné lieu à l'attribution d'une tranche d'environ 1,5 milliard de dollars de l'écart d'acquisition de 1,8 milliard découlant de l'acquisition de RBC Centura au secteur Particuliers et entreprises – Canada, et la tranche restante de 300 millions a été attribuée au secteur Particuliers et entreprises – États-Unis et International. Dans un même ordre d'idées, une tranche de 700 millions de dollars de l'écart d'acquisition de 1,3 milliard découlant de l'acquisition de RBC Dain a été attribuée au secteur Particuliers et entre-

prises – Canada, une tranche de 400 millions a été attribuée au secteur Particuliers et entreprises – États-Unis et International, et une tranche de 200 millions a été attribuée au secteur Marchés mondiaux des capitaux.

Lorsqu'une société procède à une nouvelle répartition de l'écart d'acquisition dans le cadre d'un réalignement d'entreprise, elle doit procéder à un test de dépréciation de l'écart d'acquisition selon la nouvelle structure d'information. Nous avons effectué ce test de dépréciation au cours du trimestre et déterminé que l'écart d'acquisition n'avait subi aucune dépréciation.

#### **Modifications futures des conventions comptables ou des estimations**

Le 27 janvier 2005, l'Institut Canadien des Comptables Agréés a publié trois nouvelles normes comptables, intitulées *Instruments financiers – comptabilisation et évaluation*, *Couvertures et Résultat étendu*. Ces normes fournissent des directives sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs et passifs financiers et des dérivés non financiers, ainsi que des directives sur le classement des instruments financiers et des normes sur la comptabilité de couverture.

Ces normes, que nous devons adopter avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> novembre 2006, se traduiront par une plus grande harmonisation avec les normes comptables des États-Unis. Nous évaluons actuellement l'incidence de ces normes sur notre situation financière, nos résultats d'exploitation et nos flux de trésorerie.

## **RÉSULTATS DES SECTEURS D'EXPLOITATION**

Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> novembre 2004, nous avons réaligné nos cinq secteurs d'exploitation (RBC Banque, RBC Assurances, RBC Investissements, RBC Marchés des Capitaux et RBC Services Internationaux) et les avons regroupés sous trois nouveaux secteurs (Particuliers et entreprises – Canada, Particuliers et entreprises – États-Unis et International, et Marchés mondiaux des capitaux). Le secteur Particuliers et entreprises – Canada regroupe les services bancaires ainsi que les services de placements au Canada, de même que les services d'assurances mondiaux. Le secteur Particuliers et entreprises – États-Unis et International comprend les services bancaires et les services de courtage de détail aux États-Unis, les services bancaires dans les Antilles, ainsi que les services de gestion privée à l'échelle internationale. Le secteur Marchés mondiaux des capitaux fournit un vaste choix de services de banque d'investissement, de services de vente et de négociation, de services de recherche et de produits et services connexes aux entreprises, gouvernements et institutions faisant partie de notre clientèle en Amérique du Nord, ainsi que des produits et services spécialisés à l'échelle mondiale. Les services à revenu fixe de RBC Dain, qui étaient auparavant compris dans RBC Investissements, font maintenant partie des Marchés mondiaux des capitaux. Toutes les autres activités qui ne sont pas attribuées à ces nouveaux secteurs d'exploitation sont présentées dans notre quatrième secteur, à savoir les Services de soutien généraux. Les ajustements de consolidation sont également présentés dans les Services de soutien généraux. Les résultats correspondants ont été retraités pour que leur présentation soit conforme à celle des résultats des nouveaux secteurs d'exploitation.

Nos processus d'information de gestion comprennent la mesure du rendement de nos secteurs d'exploitation fondée sur notre structure de gestion, et peuvent ne pas être comparables à des renseignements semblables présentés par d'autres sociétés de services financiers. Les revenus et les charges d'exploitation directement liés à un secteur d'exploitation sont inclus dans les résultats de ce secteur. Nous utilisons un modèle d'information de gestion qui comprend des hypothèses, des estimations et des méthodes aux fins de l'établissement des prix de cession interne des fonds, de l'attribution du capital et des transferts de coûts afin de mesurer les résultats des secteurs d'exploitation. Ces hypothèses et ces méthodes sont régulièrement revues par la direction afin d'assurer leur validité. L'établissement des prix de cession interne des fonds et des opérations entre les secteurs d'exploitation suit généralement les taux du marché. Les coûts et les frais indirects ainsi que le capital sont répartis entre les secteurs d'exploitation selon des méthodes de répartition basées sur le risque. Les méthodes d'attribution du capital, qui sont décrites en détail à la page 58A de notre rapport annuel 2004, nécessitent

la formulation d'hypothèses et de jugements, elles sont révisées périodiquement, et elles ont une incidence directe sur d'autres mesures telles que le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque des secteurs d'exploitation.

#### **Mesures du rendement**

La direction mesure et évalue le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de différentes mesures, y compris le bénéfice net, le rendement de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1) et le rendement de la moyenne du capital de risque (2). Le rendement de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour nos secteurs et le rendement de la moyenne du capital de risque sont des mesures non définies par les PCGR. Se reporter à l'annexe A pour un rapprochement des soldes et du calcul du rendement de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteurs et du rendement de la moyenne du capital de risque consolidé et par secteurs, ainsi que pour des renseignements additionnels sur ces mesures.

La direction utilise le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tant sur une base consolidée que par secteurs, à titre de mesure du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. Nos calculs trimestriels du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont fondés sur un bénéfice net trimestriel annualisé attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par le total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3) pour la période. Pour chaque secteur, la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires attribués est basée sur le capital de risque attribué et les montants investis dans l'écart d'acquisition et les actifs incorporels. Aux fins de la présentation de l'information sectorielle, les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires non attribués sont présentés dans le secteur Services de soutien généraux. L'attribution du capital de risque est basée sur certains jugements, hypothèses et modèles qui quantifient les risques économiques comme il est décrit à la rubrique « Capital économique » et à la page 58A de notre rapport annuel 2004.

En 2005, la direction a commencé à utiliser le rendement du capital de risque tant sur une base consolidée que par secteurs, pour évaluer le rendement du capital investi nécessaire pour soutenir les risques liés aux activités poursuivies. Notre rendement trimestriel du capital de risque est basé sur le bénéfice net trimestriel annualisé attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par la moyenne du capital de risque attribué (qui

exclut l'écart d'acquisition et les actifs incorporels ainsi que les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires non attribués). La mesure du rendement des capitaux propres et du rendement du capital de risque par secteurs est considérée comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources puisqu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents.

Les PCGR ne prévoient pas de méthode d'attribution des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ou du capital de risque aux secteurs d'exploitation, ni de méthodes de calcul du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ou du rendement du capital de risque par secteurs, et il n'existe pas de méthode généralement reconnue pour le faire. Ces attributions supposent le recours à des hypothèses, des jugements et des méthodes qui sont régulièrement examinés et révisés par la direction. Des modifications de ces hypothèses, jugements et méthodes peuvent avoir une incidence importante sur le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque par secteurs que nous présentons. D'autres sociétés qui présentent des renseignements sur les mesures d'attribution et de rendement connexes semblables peuvent utiliser des hypothèses, jugements et méthodes qui diffèrent. Par conséquent, cette information ainsi que d'autres mesures non définies par les PCGR que nous présentons peuvent ne pas être comparables à celles présentées par d'autres sociétés.

Relativement à la finalisation de l'attribution de l'écart d'acquisition à nos nouveaux secteurs d'exploitation au cours du trimestre, comme nous l'avons mentionné précédemment, nous avons retraité les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires attribués aux secteurs de manière à améliorer le caractère comparable de certaines mesures. Par conséquent, la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour chaque secteur d'exploitation ont été retraités pour toutes les périodes présentées.

- (1) Le rendement sectoriel des capitaux propres constitue une mesure non définie par les PCGR, comme cela est décrit à l'Annexe A.
- (2) Le rendement de la moyenne du capital de risque consolidé et par secteurs constitue une mesure non définie par les PCGR, comme cela est décrit à l'Annexe A.
- (3) Aux fins d'attribution interne et d'évaluation, le total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires attribués est réputé par la direction être composé des montants nécessaires pour soutenir les risques inhérents aux activités (capital de risque) et des montants liés aux investissements historiques (écart d'acquisition et actifs incorporels). Le total du capital de risque, de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels est habituellement désigné sous le terme « capital attribué » ou « capital économique ». Aux fins de la présentation de l'information sectorielle, l'écart entre le total de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires attribués est classé comme étant non attribué et présenté dans le secteur Services de soutien généraux.

## PARTICULIERS ET ENTREPRISES – CANADA

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2005	31 janvier 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
Revenu net d'intérêt	1 281 \$	1 286 \$	1 197 \$	2 567 \$	2 406 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 758	1 708	1 553	3 466	3 022
<b>Total des revenus</b>	<b>3 039 \$</b>	<b>2 994 \$</b>	<b>2 750 \$</b>	<b>6 033 \$</b>	<b>5 428 \$</b>
Frais autres que d'intérêt	1 492	1 415	1 361	2 907	2 706
Dotation à la provision pour pertes sur créances	158	103	141	261	188
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices	622	582	508	1 204	960
Charges liées au réaligement de l'entreprise	1	–	–	1	–
<b>Bénéfice net avant impôts</b>	<b>766 \$</b>	<b>894 \$</b>	<b>740 \$</b>	<b>1 660 \$</b>	<b>1 574 \$</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>531 \$</b>	<b>603 \$</b>	<b>503 \$</b>	<b>1 134 \$</b>	<b>1 078 \$</b>
<b>Revenus par secteurs</b>					
Prêts aux particuliers	650 \$	659 \$	617 \$	1 309 \$	1 220 \$
Paiements personnels et comptes clientèle	443	455	422	898	860
Gestion de placements	574	548	524	1 122	1 028
Assurance mondiale	830	788	675	1 618	1 288
Marchés des entreprises	542	544	512	1 086	1 032
<b>Principaux ratios</b>					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	25,9 %	29,4 %	25,6 %	27,6 %	27,0 %
Rendement du capital de risque (2)	37,8 %	43,3 %	38,7 %	40,6 %	41,3 %
Marge nette d'intérêt	3,20 %	3,16 %	3,27 %	3,19 %	3,27 %
<b>Principales données figurant au bilan (soldes moyens)</b>					
Total de l'actif	164 200 \$	161 400 \$	148 800 \$	162 800 \$	148 000 \$
Prêts aux particuliers garantis	86 200	84 200	75 700	85 200	76 000
Prêts aux particuliers non garantis	30 300	29 900	28 100	30 100	27 700
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	31 200	31 400	30 900	31 300	30 300
Dépôts	137 400	138 000	132 000	137 700	131 800
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	8 350	8 100	7 950	8 200	8 000
Moyenne du capital de risque (2)	5 700	5 500	5 250	5 600	5 200
<b>Autres soldes sommaires</b>					
Biens administrés	171 600 \$	164 700 \$	158 700 \$	171 600 \$	158 700 \$
Biens sous gestion	57 700	54 900	50 900	57 700	50 900

(1) La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont calculés en fonction des soldes de fin de mois pour la période. Se reporter à la rubrique « Mesures du rendement » pour une analyse plus détaillée, et à l'Annexe A pour un rapprochement des soldes et des calculs.

(2) La moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque constituent des mesures financières non définies par les PCGR. Se reporter à la rubrique « Mesures du rendement » pour une analyse plus détaillée, et à l'Annexe A pour un rapprochement des soldes et des calculs.

### Deuxième trimestre de 2005 par rapport au deuxième trimestre de 2004

Le bénéfice net a augmenté de 28 millions de dollars ou 6 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la solide croissance des revenus attribuable à l'accroissement du volume de tous les secteurs.

Les faibles taux d'intérêt, les niveaux d'emploi élevés et les valeurs à la hausse des biens immobiliers continuent de soutenir la croissance du volume et l'expérience stable au chapitre des pertes sur créances subies au titre des portefeuilles de prêts.

Les revenus tirés des *services d'Assurance mondiale* ont progressé de 155 millions de dollars ou 23 %, résultat qui découle en grande partie de l'accroissement des activités d'assurance invalidité, qui englobent UnumProvident. L'augmentation est également attribuable aux ventes accrues d'assurances habitation et automobile. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 114 millions de dollars ou 22 % comparativement à l'an dernier, résultat qui tient à l'accroissement des volumes d'activités d'assurance invalidité, qui englobent UnumProvident. La hausse des indemnités enregistrée ce trimestre, qui reflète la baisse des taux d'intérêt à long et à moyen terme, a été en grande partie neutralisée par la réduction des taux d'incidence de l'invalidité, qui traduit l'amélioration des résultats techniques.

Les revenus tirés de la *Gestion de placements* se sont accrues de 50 millions de dollars ou 10 % en raison des ventes nettes élevées et de l'appréciation du capital des fonds communs de placement, qui ont donné lieu à une augmentation des commissions de gestion de placements. L'accroissement est également attribuable aux revenus tirés des actifs de courtage tarifés, des dépôts de placement, et des services de gestion de fiducie et de portefeuille, qui ont eux aussi augmenté comparativement à l'an dernier.

Les revenus tirés des *Prêts aux particuliers* ont augmenté de 33 millions de dollars ou 5 %, en raison principalement de la hausse des volumes de prêts hypothécaires résidentiels, de marges de crédit et de cartes de crédit. Ces résultats ont été contrebalancés par une faible diminution des marges sur prêts imputable à la composition des produits et à l'intensification de la concurrence.

La forte croissance des soldes de dépôts et l'amélioration des marges ont contribué à la croissance des revenus des *Marchés des entreprises* et des *Paiements personnels et comptes clientèle*.

Les frais autres que d'intérêt ont progressé de 131 millions de dollars ou 10 %, résultat qui tient en partie à la hausse des frais liés aux ressources humaines de 52 millions, laquelle découle de l'accroissement des charges de rémunération à base d'actions imputable à l'appréciation considérable du cours de nos actions ordinaires par rapport à la période précédente, de l'expansion du personnel responsable des ventes et du service de notre réseau de distribution (nécessaire à la croissance de nos activités), ainsi que de l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable résultant de la hausse des revenus et de la croissance du bénéfice. Nous avons également payé des impôts sur le capital plus élevés et engagé des frais de publicité et de marketing à la hausse, à l'appui de la croissance de nos activités. Les frais liés au matériel et les frais d'occupation se sont pour leur part accrues en raison de la hausse des coûts liés à l'infrastructure et des plus longues heures d'ouverture. Les résultats de la période précédente comprenaient également un remboursement de TPS de 26 millions de dollars, aucun remboursement de TPS n'ayant été constaté ce trimestre.

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a progressé de 17 millions de dollars, en raison surtout de notre quote-part consolidée (50 %) de la provision constatée relativement à Moneris. La hausse des provisions au titre des cartes de crédit et des prêts aux particuliers découlant de l'accroissement des volumes de prêts a été en grande partie neutralisée par la baisse des volumes de prêts aux étudiants, qui tient au fait que nous avons décidé de liquider ce portefeuille. Dans l'ensemble, la dotation à la provision pour pertes sur créances continue de refléter la qualité du crédit élevée de notre portefeuille ainsi que l'environnement de crédit favorable.

### **Deuxième trimestre de 2005 par rapport au deuxième trimestre de 2004 (résultats semestriels)**

Le bénéfice net a augmenté de 56 millions de dollars ou 5 % par rapport à la période précédente de l'an dernier, en raison principalement de la forte croissance des revenus découlant des volumes accrues de la plupart des gammes de produits. Les faibles taux d'intérêt, les niveaux d'emploi élevés, les valeurs à la hausse des biens immobiliers et la plus grande confiance des consommateurs envers les marchés des placements continuent de favoriser la croissance des volumes.

Le total des revenus a progressé de 605 millions de dollars ou 11 %, en raison des volumes accrues d'activités d'assurance invalidité, qui englobent UnumProvident, des ventes élevées de fonds communs de placement, ainsi que de la croissance des volumes de prêts aux particuliers, de dépôts des entreprises et de cartes de crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrues de 201 millions de dollars ou 7 %, en raison principalement de la hausse des charges de rémunération à base d'actions dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que de l'augmentation des charges liées à l'expansion du personnel responsable des ventes et du service dans les succursales, à l'appui de la croissance de nos activités.

La hausse de 73 millions de dollars de la dotation à la provision pour pertes sur créances reflète principalement la contrepassation d'une tranche de 76 millions de la provision cumulative générale au premier trimestre de 2004. Dans l'ensemble, la dotation à la provision pour pertes sur créances continue de refléter la qualité du crédit élevée. L'augmentation des volumes de prêts aux particuliers est attribuable à la croissance du portefeuille, et elle a été largement neutralisée par la baisse des provisions et par les recouvrements plus élevés dans nos portefeuilles de prêts aux entreprises et de prêts commerciaux.

Les frais liés aux activités d'assurance ont augmenté de 25 %, en raison des volumes accrues d'activités d'assurance invalidité, qui englobent UnumProvident.

### **Deuxième trimestre de 2005 par rapport au premier trimestre de 2005**

Le bénéfice net a reculé de 72 millions de dollars ou 12 % par rapport au trimestre précédent, résultat qui est principalement imputable à l'augmentation des frais autres que d'intérêt et de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le total des revenus a progressé de 45 millions de dollars ou 2 %, en raison de l'augmentation des volumes de prêts aux particuliers, de cartes de crédit, de la réassurance et des fortes ventes saisonnières d'assurance-voyage, ainsi que des variations saisonnières concernant la saison des REER, qui ont donné lieu à une hausse des activités liées aux fonds communs de placement et aux services de courtage traditionnel. Ces résultats ont été compensés en partie par une légère baisse des soldes de dépôts et par le fait que le deuxième trimestre comptait trois jours de moins que le premier trimestre.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrues de 77 millions de dollars ou 5 %, résultat qui reflète principalement l'augmentation de la charge de rémunération à base d'actions découlant de l'appréciation considérable du cours de nos actions ordinaires, et la hausse des frais au titre de la rémunération variable imputable aux volumes accrues d'activités de courtage. La hausse des frais liés au matériel et des frais d'occupation a été en grande partie contrebalancée par des réductions du personnel saisonnier et de soutien ainsi que par les baisses de la rémunération variable entraînées par le recul des revenus et du bénéfice. L'augmentation des frais autres que d'intérêt tient également à l'augmentation des frais de publicité et de marketing à l'appui de la croissance de nos activités.

Les frais liés aux activités d'assurance ont progressé de 7 %, en raison de l'augmentation des volumes des revenus et des activités. De plus, nous avons augmenté nos indemnités liées aux polices d'assurance ce trimestre concurrentement aux baisses des taux d'intérêt à long et à moyen terme, qui ont été en partie contrebalancées par des réductions visant à refléter l'amélioration de l'incidence des invalidités. Les indemnités liées aux polices d'assurance du trimestre précédent ont aussi reflété des ajustements liés au traitement fiscal de certains actifs investis et l'amélioration de l'incidence des invalidités.

## PARTICULIERS ET ENTREPRISES – ÉTATS-UNIS ET INTERNATIONAL

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2005	31 janvier 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
Revenu net d'intérêt	281 \$	277 \$	270 \$	558 \$	536 \$
Revenus autres que d'intérêt	470	475	502	945	976
<b>Total des revenus</b>	<b>751 \$</b>	<b>752 \$</b>	<b>772 \$</b>	<b>1 503 \$</b>	<b>1 512 \$</b>
Frais autres que d'intérêt	632	599	701	1 231	1 335
Dotations à la provision pour pertes sur créances	15	14	20	29	39
Charges liées au réalignement de l'entreprise	2	–	–	2	–
<b>Bénéfice net avant impôts</b>	<b>102 \$</b>	<b>139 \$</b>	<b>51 \$</b>	<b>241 \$</b>	<b>138 \$</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>77 \$</b>	<b>98 \$</b>	<b>40 \$</b>	<b>175 \$</b>	<b>102 \$</b>
<b>Activités abandonnées (RBC Mortgage Company)</b>					
Revenu net d'intérêt	7 \$	12 \$	17 \$	19 \$	44 \$
Revenus autres que d'intérêt	38	43	49	81	57
<b>Total des revenus</b>	<b>45 \$</b>	<b>55 \$</b>	<b>66 \$</b>	<b>100 \$</b>	<b>101 \$</b>
Frais autres que d'intérêt	57	53	65	110	130
Charges liées au réalignement de l'entreprise	2	–	–	2	–
<b>Bénéfice net avant impôts sur les bénéfices lié aux activités abandonnées</b>	<b>(14)\$</b>	<b>2 \$</b>	<b>1 \$</b>	<b>(12)\$</b>	<b>(29)\$</b>
<b>Bénéfice net lié aux activités abandonnées</b>	<b>(9)\$</b>	<b>2 \$</b>	<b>1 \$</b>	<b>(7)\$</b>	<b>(19)\$</b>
<b>Activités poursuivies (total des activités moins les activités abandonnées) (1)</b>					
Revenu net d'intérêt	274 \$	265 \$	253 \$	539 \$	492 \$
Revenus autres que d'intérêt	432	432	453	864	919
<b>Total des revenus</b>	<b>706 \$</b>	<b>697 \$</b>	<b>706 \$</b>	<b>1 403 \$</b>	<b>1 411 \$</b>
Frais autres que d'intérêt	575	546	636	1 121	1 205
Dotations à la provision pour pertes sur créances	15	14	20	29	39
<b>Bénéfice net avant impôts sur les bénéfices lié aux activités poursuivies</b>	<b>116 \$</b>	<b>137 \$</b>	<b>50 \$</b>	<b>253 \$</b>	<b>167 \$</b>
<b>Bénéfice net lié aux activités poursuivies</b>	<b>86 \$</b>	<b>96 \$</b>	<b>39 \$</b>	<b>182 \$</b>	<b>121 \$</b>
<b>Revenus par secteurs</b>					
Gestion de patrimoine	428 \$	419 \$	448 \$	847 \$	872 \$
Services bancaires	323	333	324	656	640
Activités abandonnées (RBC Mortgage Company)	45	55	66	100	101
Activités poursuivies (total des activités moins les activités abandonnées)	278	278	258	556	539
<b>Principaux ratios</b>					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	9,1 %	11,8 %	3,9 %	10,4 %	5,2 %
Rendement du capital de risque (3)	15,0 %	19,8 %	6,2 %	17,4 %	8,5 %
<b>Principales données figurant au bilan (soldes moyens)</b>					
Total de l'actif	39 900 \$	38 300 \$	39 800 \$	39 100 \$	39 700 \$
Prêts et acceptations	21 800	21 500	21 600	21 700	20 600
Dépôts	34 100	32 100	34 300	33 100	33 200
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	3 400	3 250	3 950	3 300	3 850
Capital de risque (3)	2 050	1 900	3 450	2 000	2 350
<b>Autres soldes sommaires</b>					
Biens administrés	252 200	248 600	263 200	252 200	263 200
Biens sous gestion	44 200	43 600	44 300	44 200	44 300

Incidence de la conversion en dollars canadiens d'opérations libellées en dollars américains	Pour le trimestre terminé le		Pour le semestre terminé le
	T1 2005	T2 2004	T2 2005 par rapport au T2 2004
Total des revenus	13 \$	(55)\$	(107)\$
Gestion de patrimoine	8	(31)	(60)
Services bancaires	5	(24)	(47)
Frais autres que d'intérêt	(11)	44	84
Bénéfice net	2	(8)	(16)
Bénéfice net lié aux activités abandonnées	–	1	1
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	2	(9)	(17)

(1) Ne tient pas compte des activités abandonnées de RBC Mortgage Company.

(2) La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont calculés en fonction des soldes de fin de mois pour la période. Se reporter à la rubrique « Mesures du rendement » pour une analyse plus détaillée, et à l'Annexe A pour un rapprochement des soldes et des calculs.

(3) La moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque constituent des mesures financières non définies par les PCGR. Se reporter à la rubrique « Mesures du rendement » pour une analyse plus détaillée, et à l'Annexe A pour un rapprochement des soldes et des calculs.

Par suite de l'examen stratégique de nos activités aux États-Unis, nous avons établi que RBC Mortgage Company ne constituait plus une entreprise principale qui fournirait un apport positif à nos activités américaines.

Par conséquent, au cours du trimestre, nous avons désigné RBC Mortgage Company à titre d'activité abandonnée et, le 27 mai, nous avons annoncé une entente visant la vente de certains de ses actifs.

L'analyse qui suit présente une analyse du total du bénéfice net, du bénéfice net lié aux activités abandonnées et du bénéfice net lié aux activités poursuivies. L'information concernant le bénéfice net lié aux activités poursuivies excluant RBC Mortgage Company est présentée en tenant compte de la vente susmentionnée de certains actifs de cette société; nous prévoyons que celle-ci ne fera plus partie du secteur Particuliers et entreprises – États-Unis et International dans l'avenir.

#### **Deuxième trimestre de 2005 par rapport au deuxième trimestre de 2004**

Le total du bénéfice net s'est établi à 77 millions de dollars, en hausse de 37 millions ou 93 % par rapport à l'an dernier. Cette hausse s'est produite malgré le raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain, qui a entraîné une réduction de la valeur de conversion du bénéfice net de 8 millions de dollars.

Les activités abandonnées de RBC Mortgage Company ont subi une perte nette de 9 millions de dollars, comparativement à un bénéfice net de 1 million l'an dernier, en raison principalement de la baisse des volumes de montage de prêts hypothécaires, des prêts hypothécaires destinés à la vente et de la réduction de la marge nette d'intérêt.

Le bénéfice net lié aux activités poursuivies s'est chiffré à 86 millions de dollars, en hausse de 47 millions ou 121 % comparativement à l'an dernier, en raison de l'importante amélioration du bénéfice tiré de nos *services bancaires*, laquelle est attribuable à la croissance des revenus, à des frais autres que d'intérêt moins élevés en raison des mesures continues de compression des coûts, ainsi qu'à la qualité soutenue du crédit. Les frais autres que d'intérêt ont aussi diminué par rapport à l'an dernier, résultat qui découle en partie de l'incidence négative de la provision pour moins-value de 33 millions de dollars constatée au deuxième trimestre de 2004 et qui ne s'est pas répétée au présent exercice. Cette provision pour moins-value concernait certains prêts hypothécaires qui auraient apparemment fait l'objet d'un montage frauduleux en 2001 et en 2002 et eu égard auxquels nous essayons toujours d'obtenir restitution. Le bénéfice de la *Gestion de patrimoine* a reculé ce trimestre, car nos activités de courtage ont été touchées par l'affaiblissement des marchés boursiers aux États-Unis.

Les revenus liés aux activités poursuivies sont demeurés inchangés par rapport à l'an dernier (augmentation de 8 % en dollars américains). Les revenus tirés des *services bancaires* au titre des activités poursuivies se sont améliorés de 8 % (17 % en dollars américains), en raison de la croissance élevée des volumes de prêts et de dépôts et de l'amélioration de la marge nette d'intérêt, qui reflète la hausse des taux d'intérêt à court terme aux États-Unis. Les revenus tirés de la *Gestion de patrimoine* ont diminué de 4 % (augmentation de 4 % en dollars américains), résultat qui tient principalement au fait que la valeur de marché positive des titres détenus pour couvrir le régime de rémunération à base d'actions de RBC Dain Rauscher a été plus que neutralisée par l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et par la diminution des commissions de courtage, qui reflète l'affaiblissement des marchés boursiers.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 25 % (18 % en dollars américains), en raison de l'amélioration de la qualité du crédit de notre portefeuille de prêts, qui reflète les conditions de crédit favorables.

Les frais autres que d'intérêt liés aux activités poursuivies ont reculé de 10 % (2 % en dollars américains), en partie en raison de la provision pour moins-value de 33 millions constatée l'an dernier et dont il est fait mention ci-dessus, de la diminution ce trimestre des frais au titre de la rémunération attribuable à la réduction des revenus tirés des activités de courtage. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'augmentation de la charge de rémunération à base d'actions mentionnée ci-dessus, qui reflète l'appréciation considérable du cours de nos actions ordinaires ce trimestre.

#### **Deuxième trimestre de 2005 par rapport au deuxième trimestre de 2004 (résultats semestriels)**

Le total du bénéfice net s'est établi à 175 millions de dollars, en hausse de 73 millions ou 72 % par rapport à l'an dernier. Cette hausse s'est produite malgré le raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain, qui a entraîné une réduction du bénéfice net de 16 millions de dollars.

Les activités abandonnées de RBC Mortgage Company ont contribué à l'amélioration de 12 millions de dollars des pertes subies, lesquelles se sont chiffrées à 7 millions ce trimestre, par rapport à 19 millions l'an dernier. Ce résultat tient au fait que l'amélioration des prix a été compensée en partie par la diminution des montages de prêts hypothécaires, des prêts hypothécaires destinés à la vente ainsi que par la baisse de la marge nette d'intérêt.

Le bénéfice net lié aux activités poursuivies a progressé de 61 millions de dollars ou 50 %, résultat qui reflète la forte croissance du bénéfice des Services bancaires et l'amélioration du bénéfice de la Gestion de patrimoine.

Les revenus liés aux activités poursuivies ont diminué de 1 % (augmentation de 8 % en dollars américains) par rapport à l'an dernier. Les revenus tirés de la *Gestion de patrimoine* ont reculé de 3 % (augmentation de 5 % en dollars américains, qui tient essentiellement aux facteurs dont il est fait mention ci-dessus). Les revenus tirés des *services bancaires* au titre des activités poursuivies se sont améliorés de 3 % (12 % en dollars américains), car la forte croissance des volumes de prêts et de dépôts (exprimés en dollars américains) et l'amélioration de la marge nette d'intérêt ont été compensés en partie par le gain à la vente de notre portefeuille d'acquisition de comptes de commerçants constaté l'an dernier.

Les frais autres que d'intérêt liés aux activités poursuivies ont reculé de 7 % (augmentation de 1 % en dollars américains), résultat qui reflète en grande partie l'augmentation de la charge de rémunération à base d'actions dont il est fait mention ci-dessus et la hausse des frais au titre de la rémunération variable, en partie contrebalancées par la provision pour moins-value de 33 millions de dollars constatée l'an dernier, mentionnée plus haut.

#### **Deuxième trimestre de 2005 par rapport au premier trimestre de 2005**

Le total du bénéfice net a reculé de 21 millions de dollars ou 21 % par rapport au dernier trimestre. L'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain a occasionné une augmentation de 2 millions de dollars du bénéfice net ce trimestre.

Une tranche de 11 millions de dollars du recul est imputable aux activités abandonnées de RBC Mortgage Company, résultat qui reflète les écarts temporaires découlant des opérations de couverture et les soldes à la baisse liés aux prêts hypothécaires destinés à la vente, ainsi que les volumes moins élevés de montage de prêts hypothécaires enregistrés au deuxième trimestre.

Le bénéfice net lié aux activités poursuivies a diminué de 10 millions de dollars ou 10 %, résultat qui tient au fait que le deuxième trimestre comptait trois jours de moins que le premier trimestre, ainsi qu'au recul des commissions de courtage lié à l'affaiblissement des marchés boursiers, facteurs qui ont largement neutralisés la forte croissance des volumes de prêts et de dépôts aux États-Unis ainsi que dans les Antilles, de même que l'incidence favorable de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain.

## MARCHÉS MONDIAUX DES CAPITAUX

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2005	31 janvier 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
Revenu net d'intérêt	253 \$	209 \$	192 \$	462 \$	398 \$
Revenus autres que d'intérêt	694	851	803	1 545	1 551
<b>Total des revenus</b>	<b>947 \$</b>	<b>1 060 \$</b>	<b>995 \$</b>	<b>2 007 \$</b>	<b>1 949 \$</b>
Frais autres que d'intérêt	614	700	678	1 314	1 505
Dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(46)	(2)	(2)	(48)	(83)
<b>Bénéfice net avant impôts</b>	<b>379 \$</b>	<b>362 \$</b>	<b>319 \$</b>	<b>741 \$</b>	<b>527 \$</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>286 \$</b>	<b>257 \$</b>	<b>229 \$</b>	<b>543 \$</b>	<b>406 \$</b>
<b>Revenus par secteurs d'exploitation</b>					
Marchés mondiaux	516 \$	614 \$	540 \$	1 130 \$	1 095 \$
Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers	235	250	273	485	504
Autres	196	196	182	392	350
<b>Principaux ratios</b>					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	28,2 %	24,2 %	21,8 %	26,1 %	19,6 %
Rendement du capital de risque (2)	37,1 %	31,7 %	30,4 %	34,3 %	26,6 %
<b>Principales données figurant au bilan (soldes moyens)</b>					
Total de l'actif	233 200 \$	231 200 \$	231 600 \$	232 100 \$	227 700 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	4 150	4 200	4 250	4 150	4 100
Moyenne du capital de risque (2)	3 150	3 200	3 050	3 150	3 050
<b>Autres soldes sommaires</b>					
Biens administrés	1 294 500 \$	1 265 700 \$	1 186 100 \$	1 294 500 \$	1 186 100 \$

(1) La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont calculés en fonction des soldes de fin de mois pour la période. Se reporter à la rubrique « Mesures du rendement » pour une analyse plus détaillée, et à l'Annexe A pour un rapprochement des soldes et des calculs.

(2) La moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque constituent des mesures financières non définies par les PCGR. Se reporter à la rubrique « Mesures du rendement » pour une analyse plus détaillée, et à l'Annexe A pour un rapprochement des soldes et des calculs.

**Deuxième trimestre de 2005 par rapport au deuxième trimestre de 2004**

Le bénéfice net a progressé de 57 millions de dollars ou 25 % par rapport à l'an dernier, malgré la baisse des revenus imputable à la réduction des frais au titre de la rémunération variable, laquelle reflète le rendement moindre des activités, ainsi qu'au recouvrement de pertes sur créances de 43 millions découlant du règlement favorable d'un compte de la société qui avait été précédemment classé à titre de prêt douteux.

Les revenus ont reculé de 48 millions de dollars ou 5 % comparativement à l'an dernier, car la conjoncture générale a entraîné des difficultés pour plusieurs secteurs au cours du trimestre. L'incertitude qui règne toujours en ce qui concerne la durabilité de la croissance économique aux États-Unis, la hausse des taux d'intérêt et des prix de l'énergie, l'élargissement des écarts de taux et la détérioration du secteur de l'automobile ont entraîné un affaiblissement des marchés boursiers au Canada et aux États-Unis et eu une incidence défavorable sur le rendement d'un grand nombre de nos activités.

Les revenus des *Marchés mondiaux* ont reculé de 24 millions de dollars ou 4 %, en raison surtout des résultats inférieurs liés aux activités de négociation pour compte propre, des résultats à la baisse au chapitre des actifs diversifiés découlant des sorties de fonds au titre des placements et des rendements inférieurs des opérations de change, qui tiennent au fait que les activités de négociation pour compte propre et les volumes de clients ont diminué en raison de la volatilité réduite du dollar américain ce trimestre. Nous avons également enregistré des résultats à la baisse ce trimestre au titre de notre portefeuille de montages financiers. Ces résultats ont été contrebalancés en partie par l'augmentation des rendements liés aux activités de négociation de titres à revenu fixe, par l'accroissement des volumes de montage de prêts et par les rendements plus élevés des placements privés.

Les revenus des *Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers* ont reculé de 38 millions de dollars ou 14 %, en raison de la baisse des activités de regroupements et d'acquisitions d'entreprises et des montages de prêts, qui tient à l'incertitude concernant la durabilité de la croissance économique, ainsi que de l'affaiblissement des marchés boursiers. Les revenus tirés de prêts ont aussi reculé, principalement en raison de marges réduites découlant de pressions concurrentielles. Ces résultats ont été neutralisés en partie par l'augmentation des activités de montage générant des rendements élevés, laquelle reflète l'accroissement des volumes découlant de l'importance que nous continuons d'accorder à ce secteur.

Les *autres* revenus ont progressé de 14 millions de dollars ou 8 %, résultat qui est en grande partie attribuable aux ajustements positifs à la valeur du marché des dérivés de crédit détenus à l'appui des porte-

feuilles de prêts du secteur, ainsi qu'à la hausse des revenus tirés des services de garde, qui tient au volume accru des opérations et à l'augmentation des biens administrés.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 64 millions de dollars ou 9 %, résultat qui reflète la diminution des frais au titre de la rémunération variable découlant des modifications apportées à la gamme des activités et du rendement moindre des activités et le produit de l'assurance reçu au titre du règlement final de notre réclamation liée aux événements survenus le 11 septembre qui englobait les charges supplémentaires engagées dans le cadre du maintien des activités après la catastrophe et les charges engagées pour le rétablissement des activités de New York au One Liberty Plaza. Le recul des charges libellées en dollars américains tient également à l'affaiblissement du dollar américain. Ces résultats ont été compensés en partie par la hausse des dépenses engagées à l'appui du développement de produits et de l'expansion stratégique, ainsi que par l'augmentation des frais juridiques liés au litige en cours avec Enron.

**Deuxième trimestre de 2005 par rapport au deuxième trimestre de 2004 (résultats semestriels)**

Le bénéfice net a augmenté de 137 millions de dollars ou 34 % au semestre terminé le 30 avril 2005, comparativement à la période correspondante de l'an dernier. Cette augmentation est attribuable à la baisse des frais autres que d'intérêt de 191 millions de dollars ou 13 % et à l'augmentation des revenus, lesquels se sont accrus de 58 millions ou 3 % par rapport à la période précédente. Les revenus plus élevés reflétaient l'amélioration des volumes de montage de prêts et de prêts sur valeur nette au Canada et aux États-Unis, des rendements à la hausse des placements privés et des revenus plus élevés liés à nos services de garde et d'administration, qui tiennent à l'augmentation des biens administrés. Ces résultats ont été compensés en partie par la diminution des revenus tirés des activités de négociation, car la faiblesse des marchés boursiers, l'élargissement de l'écart de taux et les sorties accélérées de liquidités du portefeuille de fonds spéculatif ont touché de façon défavorable les revenus tirés de la négociation de titres de participation.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 191 millions de dollars ou 13 %, résultat qui reflète principalement les coûts du règlement avec Rabobank survenu l'an dernier, déduction faite d'une réduction connexe au titre de la charge de rémunération et de la charge d'impôts. Ce recul est également attribuable à la diminution des frais au titre de la rémunération variable découlant des modifications apportées à la gamme des activités et du rendement à la baisse des activités et du taux de change favorable du dollar canadien par rapport au dollar américain. Ces éléments ont été

en partie contrebalancés par la hausse des dépenses à l'appui du développement de produits et de l'expansion stratégique, ainsi que par l'augmentation des frais juridiques liés au litige en cours avec Enron.

La variation du recouvrement de pertes sur créances reflétait en grande partie la contrepassation d'une tranche de 74 millions de dollars des provisions cumulatives générales effectuée l'an dernier, comparativement à la contrepassation de provisions cumulatives spécifiques au titre du règlement favorable d'un prêt douteux dont il est fait mention ci-dessus.

#### Deuxième trimestre de 2005 par rapport au premier trimestre de 2005

Le bénéfice net a progressé de 29 millions de dollars ou 11 % comparativement au trimestre précédent, car les recouvrements de pertes sur créances et la réduction des frais au titre de la rémunération variable découlant des résultats à la baisse du secteur ont largement contrebalancé le recul de 11 % des revenus.

Les revenus ont subi une baisse de 113 millions de dollars ou 11 %, qui reflète les résultats à la baisse au titre de plusieurs activités de négociation, notamment les résultats tirés de nos portefeuilles de négociation pour compte propre, qui sont imputables à la détérioration rapide de la conjoncture à la fin du trimestre. La diminution des frais autres que d'intérêt de 86 millions de dollars ou 12 % tient en grande partie au recul des frais au titre de la rémunération variable attribuable aux modifications apportées à la gamme des activités et aux résultats à la baisse générés par nos activités.

L'augmentation de 44 millions de dollars du recouvrement de pertes sur créances comparativement au trimestre précédent est attribuable au règlement favorable du compte dont il est fait mention ci-dessus. Les Marchés mondiaux des capitaux ont également bénéficié d'un taux d'imposition effectif moins élevé ce trimestre.

## SERVICES DE SOUTIEN GÉNÉRAUX

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2005	31 janvier 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
Revenu net d'intérêt	(33)\$	(33)\$	(82)\$	(66)\$	(136)\$
Revenus autres que d'intérêt	30	55	73	85	72
<b>Total des revenus</b>	<b>(3)\$</b>	<b>22 \$</b>	<b>(9)\$</b>	<b>19 \$</b>	<b>(64)\$</b>
Frais autres que d'intérêt	(17)	(7)	7	(24)	8
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(11)	(7)	(10)	(18)	(20)
Charges liées au réaligement de l'entreprise	1	2	-	3	-
<b>Bénéfice net avant impôts</b>	<b>24 \$</b>	<b>34 \$</b>	<b>(6)\$</b>	<b>58 \$</b>	<b>(52)\$</b>
<b>Bénéfice net</b>	<b>13 \$</b>	<b>21 \$</b>	<b>(12)\$</b>	<b>34 \$</b>	<b>(40)\$</b>
<b>Ratio principal</b>					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	1,7 %	3,8 %	(2,4)%	2,7 %	(4,6)%
<b>Principales données figurant au bilan (soldes moyens)</b>					
Total de l'actif	10 000 \$	10 200 \$	9 700 \$	10 100 \$	9 100 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	2 500	2 050	2 000	2 350	1 850

(1) La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires constituent des mesures financières non définies par les PCGR. Se reporter à la rubrique « Mesures du rendement » pour une analyse plus détaillée, et à l'Annexe A pour un rapprochement des soldes et des calculs.

#### Deuxième trimestre de 2005 par rapport au deuxième trimestre de 2004

Le bénéfice net avant impôts a augmenté de 30 millions de dollars, en raison principalement de remboursements d'intérêts totalisant 28 millions reçus ce trimestre par suite du règlement de questions fiscales concernant les périodes d'imposition de 1993 à 1998. La perte constatée à la période correspondante de l'an dernier reflétait en grande partie la réduction de valeur des positions sur dérivés libellés en devises, qui a été neutralisée en partie par un gain à la vente de notre participation dans un complexe de bureaux.

#### Deuxième trimestre de 2005 par rapport au deuxième trimestre de 2004 (résultats semestriels)

Le bénéfice net avant impôts a augmenté de 110 millions de dollars au semestre terminé le 30 avril 2005, par rapport à la période correspondante de l'an dernier, en raison principalement d'un gain de 48 millions à la

vente de titres adossés à des créances hypothécaires constaté au premier trimestre de 2005, des remboursements d'intérêts reçus ce trimestre qui sont mentionnés précédemment, ainsi que d'un gain de 13 millions à l'aliénation de certains placements en actions constaté au premier trimestre de 2005. Les résultats de la période correspondante de l'an dernier reflétaient en grande partie des pertes de 26 millions de dollars sur des placements dans des sociétés en commandite, ainsi qu'une charge de 25 millions visant à éliminer des frais d'émission intersociétés.

#### Deuxième trimestre de 2005 par rapport au premier trimestre de 2005

Le bénéfice net avant impôts a diminué de 10 millions de dollars ce trimestre, en raison principalement du gain de 48 millions à la vente de titres adossés à des créances hypothécaires constaté au premier trimestre, comparativement aux remboursements d'intérêts de 28 millions que nous avons reçus ce trimestre et dont il est fait mention ci-dessus.

## FAITS SAILLANTS DU BILAN

Principales données figurant au bilan (à la fin du trimestre)	30 avril 2005	31 janvier 2005	30 avril 2004
(en millions de dollars canadiens)			
Titres du compte de négociation	101 808 \$	99 248 \$	92 006 \$
Titres du compte de placement et de substitut de prêt	37 777	37 512	43 526
<b>Total des valeurs mobilières</b>	<b>139 585 \$</b>	<b>136 760 \$</b>	<b>135 532 \$</b>
<b>Biens acquis en vertu de conventions de revente et emprunts de titres</b>	<b>43 015 \$</b>	<b>39 260 \$</b>	<b>49 784 \$</b>
Prêts hypothécaires résidentiels	85 953	84 201	80 199
Prêts aux particuliers	39 275	37 753	34 503
Cartes de crédit	5 791	6 817	5 917
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	49 779	49 757	50 130
<b>Total des prêts</b>	<b>180 798 \$</b>	<b>178 528 \$</b>	<b>170 749 \$</b>
<b>Autres actifs</b>	<b>62 477 \$</b>	<b>64 197 \$</b>	<b>63 845 \$</b>
<b>Total de l'actif</b>	<b>435 442 \$</b>	<b>428 230 \$</b>	<b>425 690 \$</b>
<b>Dépôts</b>	<b>283 492 \$</b>	<b>280 020 \$</b>	<b>271 585 \$</b>
<b>Autres passifs</b>	<b>121 669 \$</b>	<b>119 242 \$</b>	<b>124 108 \$</b>
<b>Capitaux propres</b>	<b>19 806 \$</b>	<b>18 953 \$</b>	<b>18 856 \$</b>

**Deuxième trimestre de 2005 par rapport au deuxième trimestre de 2004**

Le total de l'actif a augmenté de 9,8 milliards de dollars par rapport à l'an dernier. Ce résultat est en grande partie attribuable à l'augmentation du total des prêts et du total des valeurs mobilières, qui a été neutralisée en partie par la diminution des biens acquis en vertu de conventions de revente et emprunts de titres.

Le total des valeurs mobilières a progressé de 4,1 milliards de dollars par rapport à l'an dernier, en raison de la hausse de 9,8 milliards du solde du compte de négociation à l'appui de la croissance de plusieurs activités de négociation. Ce résultat a été compensé en partie par la baisse au titre de nos portefeuilles de financement et de liquidités.

Les biens acquis en vertu de conventions de revente et emprunts de titres ont diminué de 6,8 milliards de dollars comparativement à l'an dernier, en raison des efforts visant à gérer efficacement les besoins de financement de nos clients et les besoins de financement avec garantie.

Le total des prêts a progressé de 10,0 milliards de dollars par rapport à la période correspondante de l'an dernier, car les augmentations des volumes de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts aux particuliers reflètent le maintien de la demande visant le crédit de détail, laquelle est attribuable aux faibles taux d'intérêt.

Les prêts hypothécaires résidentiels ont augmenté de 5,8 milliards de dollars ou 7 % par rapport à l'an dernier. Cette augmentation tient principalement à nos efforts de vente et à la demande élevée visant des prêts à l'habitation, en partie contrebalancés par la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels garantis par le gouvernement de 5,0 milliards de dollars au cours de la période de douze mois terminée le 30 avril 2005.

Les prêts aux particuliers ont progressé de 4,8 milliards de dollars ou 14 %. Cette hausse reflète la croissance continue des marges de crédit garanties et non garanties, laquelle est attribuable aux faibles taux d'intérêt et à la forte demande de la part des consommateurs.

Les soldes de cartes de crédit ont diminué de 126 millions de dollars ou 2 %. Cette diminution est imputable à la titrisation de soldes de cartes de crédit de 1,2 milliard de dollars ce trimestre, qui a été largement neutralisée par l'augmentation sur douze mois du volume de prêts sur cartes de crédit attribuable au lancement de nouveaux produits, à l'utilisation élevée de cartes de crédit et à l'augmentation de la moyenne des soldes de cartes de crédit des clients.

Les dépôts se sont accrus de 11,9 milliards de dollars par rapport à la période correspondante de l'an dernier, en raison de la croissance du volume des dépôts des particuliers, des entreprises et des gouvernements.

**Deuxième trimestre de 2005 par rapport au premier trimestre de 2005**

Le total de l'actif a progressé de 7,2 milliards de dollars par rapport au dernier trimestre, en raison principalement de l'augmentation constatée au chapitre des biens acquis en vertu de conventions de revente et emprunts de titres, du total des prêts et du total des valeurs mobilières, qui a été compensée en partie par le recul des autres actifs.

Le total des valeurs mobilières a augmenté de 2,8 milliards de dollars, résultat qui tient à la hausse des soldes du compte de négociation liée à la croissance de nos activités de gestion de trésorerie.

Les biens acquis en vertu de conventions de revente et emprunts de titres se sont accrus de 3,8 milliards de dollars par rapport au dernier trimestre, reflétant les efforts consentis afin de tirer avantage des occasions sur le marché.

Le total des prêts a progressé de 2,3 milliards de dollars comparativement au trimestre précédent, en raison de l'augmentation des volumes de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts aux particuliers, qui reflète le maintien de la demande visant le crédit de détail attribuable aux faibles taux d'intérêt.

**GESTION DU CAPITAL**

Comme il est expliqué en détail à la page 63A de notre rapport annuel 2004, nous gérons activement notre capital afin d'équilibrer la volonté de maintenir de solides ratios de capital et le désir de conserver des cotes de crédit élevées ainsi que la ferme détermination de fournir des rendements élevés à nos actionnaires. Nous sommes résolus à maintenir un capital suffisant pour assumer toute perte et pour bénéficier de la souplesse requise pour élargir nos activités lorsque des occasions se présentent. Nous maintenons d'excellents ratios de capital en continuant de générer des capitaux à l'interne, en émettant des instruments de capital lorsque cela est approprié, et en assurant une croissance contrôlée de l'actif.

**Capital réglementaire**

Comme c'est le cas pour toutes les banques canadiennes, notre situation du capital et nos ratios de capital sont calculés en vertu des lignes directrices établies par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF).

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2005	31 janvier 2005	31 octobre 2004
Capital de première catégorie	18 055 \$	17 264 \$	16 272 \$
Capital total	24 390	23 794	22 733
Actif ajusté en fonction des risques et instruments financiers hors bilan	190 058	187 330	183 409
<b>Ratios de capital</b>			
Ratio du capital de première catégorie	9,5 %	9,2 %	8,9 %
Ratio du capital total	12,8 %	12,7 %	12,4 %

**Deuxième trimestre de 2005 par rapport au quatrième trimestre de 2004**

Les ratios de capital de première catégorie et de capital total ont augmenté par rapport à la fin de l'exercice 2004, en raison du montant élevé de capitaux autogénérés et de l'émission de 300 millions de dollars d'actions privilégiées au premier trimestre de 2005.

**Deuxième trimestre de 2005 par rapport au premier trimestre de 2005**

Les ratios de capital de première catégorie et de capital total ont augmenté par rapport au dernier trimestre, en raison surtout du montant élevé de capitaux autogénérés.

**Principales activités de gestion du capital**

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le	Pour le semestre terminé le
	30 avril 2005	30 avril 2005
Dividendes sur actions ordinaires et actions privilégiées	365 \$	725 \$
Émission d'actions privilégiées	–	300
Ventes nettes d'actions de trésorerie	85	121
Rachat d'actions ordinaires – Offre publique de rachat dans le cours normal des activités (du 24 juin 2004 au 23 juin 2005)	–	64
Rachat et annulation de débentures échéant le 1 <sup>er</sup> octobre 2083	4 \$	4 \$
le 6 juin 2085	55 \$ US	55 \$ US

En vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui a commencé le 24 juin 2004, nous pouvons racheter un nombre maximal de 25 millions de nos actions ordinaires. Au cours du trimestre, nous n'avons effectué aucun rachat en vertu de cette offre. Depuis le début de cette offre, nous avons racheté 7,4 millions d'actions ordinaires pour un prix moyen de 60,92 \$ incluant les commissions.

Le 22 mars 2005, nous annonçons que nous pourrions à l'occasion acheter, à des fins d'annulation, une partie ou la totalité de nos débentures à payer de 250 millions de dollars échéant en 2083 et de nos débentures en circulation de 300 millions de dollars US échéant en 2085. Ce trimestre, nous avons acheté une tranche de 3,5 millions de dollars des débentures en circulation échéant en 2083, ainsi qu'une tranche de 66 millions de dollars (55 millions de dollars US) des débentures en circulation échéant en 2085.

Le 12 avril 2005, nous annonçons notre intention de rembourser, le 15 août 2005, la totalité de nos déventures subordonnées à 6,40 % d'un capital de 700 millions de dollars échéant le 15 août 2010, pour un montant égal à 100 % de leur capital, majoré des intérêts courus.

### Capital économique

Le capital économique représente la quantification par la direction des capitaux propres requis pour soutenir tous les risques inhérents à nos activités. Pour le calculer, on estime le niveau de capitaux requis pour couvrir les risques, en fonction des normes de solvabilité et cotes de crédit désirées. Le capital économique constitue une mesure non définie par les PCGR et il est calculé au moyen de modèles internes et d'hypothèses eu égard au risque de crédit, au risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation), au risque opérationnel, au risque commercial, au risque lié aux immobilisations corporelles, au risque d'assurance, ainsi qu'au risque lié à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels. Se reporter à la page 58A de notre rapport annuel 2004 pour une description complète de ces risques et de la méthode d'attribution du capital économique aux secteurs d'exploitation.

	30 avril 2005	31 janvier 2005	31 octobre 2004
(soldes moyens en millions de dollars canadiens)			
Risque de crédit	4 983 \$	4 975 \$	5 295 \$
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)	2 198	2 025	2 161
Risque opérationnel	2 360	2 376	2 189
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles	1 599	1 592	1 653
Risque d'assurance	187	175	173
Capital de risque	11 327 \$	11 143 \$	11 471 \$
Écart d'acquisition et actifs incorporels	4 963	4 905	5 306
Capital attribué (capital économique) (1)	16 290 \$	16 048 \$	16 777 \$
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires non attribués	2 110	1 552	1 123
<b>Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires</b>	<b>18 400 \$</b>	<b>17 600 \$</b>	<b>17 900 \$</b>

(1) Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires en sus du capital économique sont présentés dans les Services de soutien généraux.

### Deuxième trimestre de 2005 par rapport au premier trimestre de 2005

Le capital économique attribué a augmenté de 242 millions de dollars par rapport à la période précédente, en raison principalement de l'accroissement du risque de marché et du risque lié à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels. L'accroissement du risque de marché lié aux activités de négociation est imputable à la volatilité accrue des marchés obligataires et à l'augmentation des activités liées aux dérivés de crédit et aux dérivés sur actions. L'augmentation du risque lié à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels tient principalement au raffermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien, qui a donné lieu à la hausse de l'équivalent en dollars canadiens des montants libellés en dollars américains.

### Deuxième trimestre de 2005 par rapport au quatrième trimestre de 2004

Le capital économique attribué a diminué de 487 millions de dollars par rapport à la fin de l'exercice, en raison principalement de la réduction du risque lié à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels et du risque de crédit, contrebalancée par la hausse du risque opérationnel. La réduction tient en grande partie aux variations des taux de change du dollar américain et du dollar canadien, ainsi qu'au profil de risque amélioré de certains prêts.

### Données concernant les actions

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Au 30 avril 2005	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
<b>Actions privilégiées de premier rang</b>		
À dividende non cumulatif, série O	6 000	150 \$
En dollars US, à dividende non cumulatif, série P	4 000	132
À dividende non cumulatif, série S	10 000	250
À dividende non cumulatif, série W	12 000	300
		832 \$
<b>Actions ordinaires en circulation</b>	<b>646 401</b>	<b>7 091 \$</b>
<b>Options sur actions</b>		
Octroyées	20 605	
Pouvant être levées	16 732	
<b>Actions de trésorerie</b>	<b>(3 682)</b>	<b>(227)\$</b>

Se reporter aux notes 13 et 14 qui figurent respectivement aux pages 92A et 94A de notre rapport annuel 2004.

## GESTION DES LIQUIDITÉS

La gestion du risque d'illiquidité est essentielle pour protéger notre capital, maintenir la confiance du marché et garantir que nous pouvons profiter des possibilités d'expansion rentables qui se présentent. Notre cadre de gestion des liquidités est conçu de manière à s'assurer que nous avons accès à des sources de liquidités fiables et économiques afin de satisfaire à nos engagements actuels et prospectifs. Nos importants et stables dépôts de détail et dépôts commerciaux ainsi que nos nombreuses sources diversifiées de financement de gros constituent des composantes clés de nos stratégies de gestion du risque d'illiquidité.

Le risque d'illiquidité est géré de façon dynamique, et les risques sont périodiquement mesurés, surveillés et, le cas échéant, atténués. Deux exigences clés de notre cadre de gestion des liquidités sont i) le maintien de niveaux minimaux d'actifs liquides non grevés et distincts qui peuvent immédiatement être vendus ou donnés en nantissement

pour satisfaire aux demandes de financement extraordinaires et ii) l'établissement de limites prudentielles relativement aux sorties nettes de fonds maximales sur des horizons temporels définis à plus court terme. Au cours du trimestre, nous avons exercé nos activités dans des conditions normales et nous respectons ces exigences. Ces éléments ainsi que les autres éléments du cadre de gestion des liquidités font l'objet d'une analyse plus détaillée aux pages 66A et 67A de notre rapport annuel 2004. Nous n'avons apporté aucun changement important à notre cadre de gestion des liquidités ni aux niveaux de risque d'illiquidité depuis la publication de notre rapport annuel 2004.

Nous sommes d'avis que notre profil de liquidités est solide et qu'aucune tendance, demande, incertitude ni aucun engagement ou événement n'est actuellement susceptible d'avoir une incidence importante sur la situation actuelle de nos liquidités.

## GESTION DU RISQUE DE CRÉDIT

La gestion du risque de crédit vise à s'assurer que la qualité et les taux de concentration de nos portefeuilles s'alignent sur notre goût du risque-rendement. Pour ce faire, nous avons régulièrement recours à des évaluations et à des contrôles indépendants du risque de crédit, ainsi

qu'au maintien d'une solide structure du crédit au sein de nos secteurs d'activité. Se reporter aux pages 58A et 59A de notre rapport annuel 2004 pour de plus amples détails sur la gestion du risque de crédit.

### Rendement au chapitre de la qualité du crédit

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2005	31 janvier 2005	30 avril 2004
<b>Montant brut des prêts douteux</b>			
Prêts aux particuliers	305 \$	292 \$	372 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	615	761	1 266
Total	920 \$	1 053 \$	1 638 \$
<b>Provision cumulative pour pertes sur créances</b>			
Prêts aux particuliers	113 \$	116 \$	143 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	271	308	517
Total de la provision spécifique	384 \$	424 \$	660 \$
Provision générale	1 298	1 284	1 269
Total	1 682 \$	1 708 \$	1 929 \$
<b>Dotation à la provision pour pertes sur créances</b>			
Prêts aux particuliers	124 \$	102 \$	116 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	(19)	(49)	33
Total de la provision spécifique	105 \$	53 \$	149 \$
Provision générale	11	55	–
Total	116 \$	108 \$	149 \$
<b>Principaux ratios de qualité du crédit</b>			
Prêts douteux en pourcentage du montant brut des prêts et des acceptations	0,49 %	0,57 %	0,93 %
Provision cumulative pour pertes sur créances en pourcentage des prêts douteux	183 %	162 %	118 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances spécifique en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,23 %	0,12 %	0,35 %
Total des radiations nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations	0,33 %	0,27 %	0,64 %

#### Deuxième trimestre de 2005 par rapport au deuxième trimestre de 2004

Le montant brut des prêts douteux a diminué de 718 millions de dollars ou 44 % par rapport à l'an dernier, en raison des importantes mesures de recouvrement et des conditions de crédit favorables (faibles taux d'intérêt et croissance économique solide et stable). Le montant brut des prêts aux entreprises et aux gouvernements classés comme des prêts douteux a diminué de 651 millions de dollars, en raison principalement de leur remboursement ou du rétablissement de leur statut de prêts productifs. Le montant brut des prêts aux particuliers classés comme des prêts douteux a reculé de 67 millions de dollars, en raison surtout des améliorations au chapitre des prêts aux étudiants (portefeuille que nous sommes en train de liquider) et des prêts hypothécaires résidentiels, qui reflètent le maintien de la qualité élevée du crédit des consommateurs.

La provision cumulative spécifique pour pertes sur créances a diminué de 276 millions de dollars ou 42 %, résultat qui est en grande partie attribuable à la contrepassation de provisions cumulatives liée à la baisse du montant brut des prêts douteux.

#### Deuxième trimestre de 2005 par rapport au premier trimestre de 2005

Le montant brut des prêts douteux a diminué de 133 millions de dollars ou 13 % par rapport à la période précédente, en raison principalement d'un remboursement lié au règlement d'un compte de la société inscrit dans le secteur Marchés mondiaux des capitaux.

Le recul de 26 millions de dollars de la provision cumulative pour pertes sur créances reflète en grande partie la baisse de la provision cumulative spécifique liée au règlement du compte de la société dont il est fait mention ci dessus, laquelle a été neutralisée en partie par une hausse de 14 millions de la provision cumulative générale.

#### Tendances liées au ratio de qualité du crédit

La provision spécifique pour pertes sur créances exprimée en pourcentage de la moyenne des prêts et des acceptations s'est établie à 0,23 % ce trimestre, résultat qui se compare favorablement au ratio de 0,35 % obtenu l'an dernier. Le ratio obtenu au premier trimestre s'est établi à 0,12 %, en baisse de 0,11 % par suite de la dotation d'une tranche de 52 millions de dollars des provisions cumulatives spécifiques à la provision cumulative générale dont il est fait mention à la rubrique « Dotation à la provision pour pertes sur créances ».

Se reporter à la rubrique « Dotation à la provision pour pertes sur créances » pour plus d'information.

## GESTION DU RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché correspond au risque que les fluctuations des taux d'intérêt, des taux de change, des cours des actions et des cours des marchandises entraînent des pertes. Le niveau du risque de marché auquel nous sommes exposés varie selon la conjoncture du marché, les mouvements futurs prévus des cours et du marché et la composition de notre portefeuille de négociation. Nous établissons, pour la gestion des risques, des politiques et des plafonds en fonction desquels nous surveillons et limitons l'exposition au risque de marché découlant de ces activités.

### Activités de négociation

Nous avons établi des politiques et des plafonds relativement à nos activités de négociation, en fonction desquels nous surveillons et limitons l'exposition au risque de marché découlant de ces activités. Nous gérons le risque de marché lié aux activités de négociation au moyen de la valeur à risque (VAR) et d'autres mesures. Des informations détaillées sur nos politiques et processus de gestion du risque de marché lié aux activités de négociation sont présentées aux pages 59A, 60A et 61A de notre rapport annuel 2004. Ces politiques, processus et méthodes n'ont pas changé de façon importante comparativement à ceux qui sont énoncés dans notre rapport annuel 2004.

### VAR globale par catégorie de risque important

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le				Pour le trimestre terminé le				Pour le trimestre terminé le			
	Au	30 avril 2005			Au	31 janvier 2005			Au	30 avril 2004		
		Haut	Moyenne	Bas		Haut	Moyenne	Bas		Haut	Moyenne	Bas
Actions	4 \$	8 \$	5 \$	4 \$	5 \$	7 \$	5 \$	4 \$	8 \$	9 \$	6 \$	4 \$
Change et marchandises	2	5	2	1	2	5	2	1	2	4	2	1
Taux d'intérêt (1)	12	13	10	8	12	12	8	6	10	13	9	6
Risque spécifique lié à la dette (2)	2	2	2	1	2	2	2	1				
<b>VAR globale</b>	<b>15 \$</b>	<b>15 \$</b>	<b>12 \$</b>	<b>9 \$</b>	<b>13 \$</b>	<b>13 \$</b>	<b>10 \$</b>	<b>8 \$</b>	<b>12 \$</b>	<b>13 \$</b>	<b>11 \$</b>	<b>8 \$</b>

(en millions de dollars canadiens)	Pour le semestre terminé le				Pour le semestre terminé le			
	Au	30 avril 2005			Au	30 avril 2004		
		Haut	Moyenne	Bas		Haut	Moyenne	Bas
Actions	4 \$	8 \$	5 \$	4 \$	8 \$	10 \$	6 \$	4 \$
Change et marchandises	2	5	2	1	2	5	2	1
Taux d'intérêt (1)	12	13	9	6	10	13	9	6
Risque spécifique lié à la dette (2)	2	2	2	1				
<b>VAR globale</b>	<b>15 \$</b>	<b>15 \$</b>	<b>11 \$</b>	<b>8 \$</b>	<b>12 \$</b>	<b>15 \$</b>	<b>11 \$</b>	<b>8 \$</b>

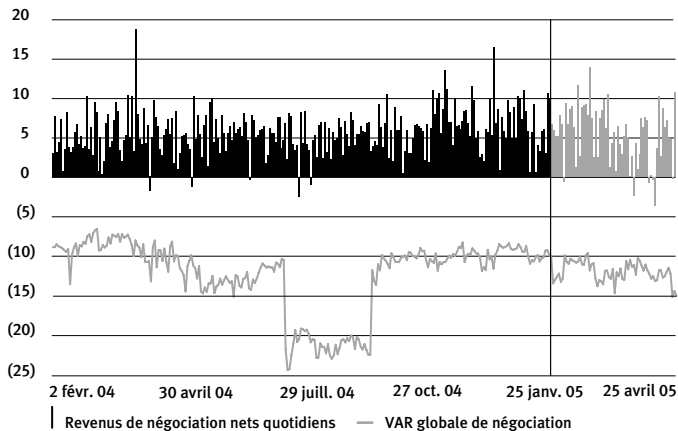
(1) Comprend aussi le risque lié à l'écart de taux.

(2) Avant le troisième trimestre de 2004, le risque de taux d'intérêt et le risque spécifique lié à la dette étaient présentés ensemble à titre de risque de taux d'intérêt.

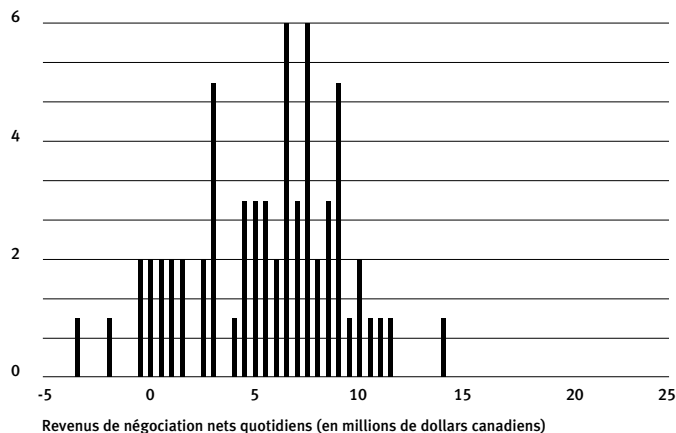
L'augmentation de la moyenne de la VAR globale par rapport aux périodes précédentes découle principalement de l'augmentation de la VAR liée aux taux d'intérêt, laquelle est attribuable aux positions accrues par rapport aux périodes précédentes et aux positions relatives à la volatilité observée dans les marchés obligataires au cours du trimestre. La volatilité des marchés obligataires a augmenté au cours de la période, en raison de l'incertitude liée au rythme de la croissance économique aux États-Unis et de l'inflation, ainsi que des changements apportés à la politique monétaire de la Federal Reserve Bank.

Au cours du trimestre, nous avons connu six séances de négociation marquées par une perte nette. La perte la plus importante, qui s'est élevée à 3,5 millions de dollars, n'a pas excédé les estimations de la VAR. L'étendue de nos activités de négociation vise à diversifier le risque de marché en fonction de toute stratégie donnée et à réduire la volatilité des revenus tirés des activités de négociation.

REVENUS DE NÉGOCIATION – VAR99 GLOBALE  
(en millions de dollars canadiens)



REVENUS DE NÉGOCIATION POUR LE TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 AVRIL 2005  
(nombre de jours)



### Activités autres que de négociation

Les activités bancaires traditionnelles autres que de négociation, telles que l'acceptation de dépôts et les prêts, nous exposent aux risques de marché, dont le risque de taux d'intérêt qui est la principale composante de ces risques. Nous avons établi des politiques qui nous permettent de surveiller, de contrôler et de gérer ce risque de taux d'intérêt au moyen de plafonds au titre du risque lié à la valeur économique de nos capitaux propres et du risque lié au revenu net d'intérêt, ainsi que d'autres mesures. De plus amples renseignements sur nos politiques et procédures concernant la gestion des risques de marché liés aux activités autres que de négociation sont fournis aux pages 65A et 66A de notre rapport annuel 2004. Ces politiques et ces procédures n'ont pas changé de façon importante par rapport à celles énoncées dans notre rapport annuel 2004.

Le tableau ci-dessous illustre l'incidence après impôts possible, fondée sur l'hypothèse selon laquelle aucune autre opération de couverture n'est effectuée, d'une augmentation immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et la valeur économique des capitaux propres au titre de notre portefeuille autre que de négociation. Ces mesures du risque de taux d'intérêt se basent sur les risques de taux d'intérêt à des moments donnés et elles varient continuellement en raison des activités de nos secteurs et de nos mesures de gestion des risques.

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2005	31 janvier 2005	30 avril 2004
Revenu net d'intérêt (1)	57 \$	45 \$	74 \$
Valeur économique des capitaux propres (1)	(255)	(262)	(282)

(1) Après impôts

### ARRANGEMENTS HORS BILAN

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos affaires, à diverses opérations financières qui, conformément aux PCGR, ne sont pas constatées dans notre bilan ou sont constatées au bilan selon des montants qui diffèrent des montants prévus aux contrats ou des capitaux nominaux. Nos opérations hors bilan incluent des instruments financiers dérivés, les opérations avec des entités ad hoc et l'émission de garanties. Une analyse de chacun de ces types d'arrangements, y compris leur nature, leur utilisation commerciale, leur importance et leur incidence financière importante, est présentée à la rubrique « Arrangements hors bilan », aux pages 68A à 71A de notre rapport annuel 2004.

Nous avons titrisé des prêts sur cartes de crédit de 1,2 milliard de dollars, des prêts hypothécaires résidentiels garantis par le gouvernement de 1,0 milliard et des prêts hypothécaires commerciaux de 176 millions au cours du trimestre. Se reporter à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires.

Un sommaire des principales garanties fournies à des tiers au 30 avril 2005 est présenté à la note 11 des états financiers consolidés intermédiaires. Il n'existe aucune différence importante par rapport au trimestre précédent.

## ANNEXE A RAPPROCHEMENT DU RENDEMENT DES CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES ORDINAIRES ET DU RENDEMENT DU CAPITAL DE RISQUE

T2 2005					
(en millions de dollars canadiens) (1)	RBC	Particuliers et entreprises – Canada	Particuliers et entreprises – É.-U. et International	Marchés mondiaux des capitaux	Services de soutien généraux
Bénéfice net	907 \$	531 \$	77 \$	286 \$	13 \$
Moins : Dividendes sur actions privilégiées	(12)	(6)	(2)	(3)	(1)
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires (2)</b>	<b>895 \$</b>	<b>525 \$</b>	<b>75 \$</b>	<b>283 \$</b>	<b>12 \$</b>
Moyenne du capital de risque (3)	11 350	5 700	2 050	3 150	450
<b>Rendement du capital de risque (4)</b>	<b>32,4 %</b>	<b>37,8 %</b>	<b>15,0 %</b>	<b>37,1 %</b>	
<b>Rendement des capitaux propres (Secteurs d'exploitation)</b>					
Ajouter : Capital relatif à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels par rapport au capital de risque	5 000	2 650	1 350	1 000	–
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	16 350	8 350	3 400	4 150	450
<b>Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (4)</b>		<b>25,9 %</b>	<b>9,1 %</b>	<b>28,2 %</b>	
<b>Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (RBC et Services de soutien généraux)</b>					
Ajouter : Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires non attribués (5)	2 050				2 050
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	18 400				2 500
<b>Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (4)</b>	<b>19,9 %</b>				<b>1,7 %</b>
T1 2005					
(en millions de dollars canadiens) (1)	RBC	Particuliers et entreprises – Canada	Particuliers et entreprises – É.-U. et International	Marchés mondiaux des capitaux	Services de soutien généraux
Bénéfice net	979 \$	603 \$	98 \$	257 \$	21 \$
Moins : Dividendes sur actions privilégiées	(8)	(4)	(1)	(2)	(1)
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires (2)</b>	<b>971 \$</b>	<b>599 \$</b>	<b>97 \$</b>	<b>255 \$</b>	<b>20 \$</b>
Moyenne du capital de risque (3)	11 150	5 500	1 900	3 200	550
<b>Rendement du capital de risque (4)</b>	<b>34,6 %</b>	<b>43,3 %</b>	<b>19,8 %</b>	<b>31,7 %</b>	
<b>Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (Secteurs d'exploitation)</b>					
Ajouter : Capital relatif à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels par rapport au capital de risque	4 950	2 600	1 350	1 000	–
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	16 100	8 100	3 250	4 200	550
<b>Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (4)</b>		<b>29,4 %</b>	<b>11,8 %</b>	<b>24,2 %</b>	
<b>Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (RBC et Services de soutien généraux)</b>					
Ajouter : Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires non attribués (5)	1 500				1 500
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	17 600				2 050
<b>Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (4)</b>	<b>21,9 %</b>				<b>3,8 %</b>
T2 2004					
(en millions de dollars canadiens) (1)	RBC	Particuliers et entreprises – Canada	Particuliers et entreprises – É.-U. et International	Marchés mondiaux des capitaux	Services de soutien généraux
Bénéfice net	760 \$	503 \$	40 \$	229 \$	(12) \$
Moins : Dividendes sur actions privilégiées	(8)	(3)	(2)	(2)	(1)
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires (2)</b>	<b>752 \$</b>	<b>500 \$</b>	<b>38 \$</b>	<b>227 \$</b>	<b>(13) \$</b>
Moyenne du capital de risque (3)	11 200	5 250	2 450	3 050	450
<b>Rendement du capital de risque (4)</b>	<b>27,3 %</b>	<b>38,7 %</b>	<b>6,2 %</b>	<b>30,4 %</b>	
<b>Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (Secteurs d'exploitation)</b>					
Ajouter : Capital relatif à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels par rapport au capital de risque	5 400	2 700	1 500	1 200	–
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	16 600	7 950	3 950	4 250	450
<b>Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (4)</b>		<b>25,6 %</b>	<b>3,9 %</b>	<b>21,8 %</b>	
<b>Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (RBC et Services de soutien généraux)</b>					
Ajouter : Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires non attribués (5)	1 550				1 550
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	18 150				2 000
<b>Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (4)</b>	<b>16,8 %</b>				<b>(2,4) %</b>

- (1) Les chiffres ayant trait à la moyenne du capital de risque, à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels, à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires attribués et à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires indiqués ci-dessus et dans tout ce document sont arrondis. Les calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque indiqués ci-dessus et dans tout ce document sont fondés sur les soldes réels avant leur arrondissement.
- (2) Les calculs du rendement des secteurs d'exploitation se fondent sur le bénéfice net de ces secteurs, moins l'attribution des dividendes sur actions privilégiées (selon les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires attribués à chaque secteur).
- (3) La moyenne du capital de risque comprend le capital de risque lié au risque de crédit, au risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation), au risque d'assurance, au risque opérationnel, au risque commercial et au risque lié à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels. La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires attribués comprend le capital de risque majoré des montants nets du capital relatif à l'écart d'acquisition et aux actifs incorporels.
- (4) Le rendement du capital de risque est fondé uniquement sur la moyenne du capital de risque. Nous ne présentons pas le rendement du capital de risque pour les Services de soutien généraux puisqu'il est considéré comme négligeable. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires des secteurs d'exploitation se base sur la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires.
- (5) Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires non affectés sont présentés dans le secteur Services de soutien généraux et compris dans le calcul du rendement des capitaux propres.

**MISE EN GARDE AU SUJET DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES**

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis. Nous pouvons faire ces déclarations dans le présent rapport, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États Unis, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Ces déclarations prospectives comprennent notamment des déclarations relatives à nos objectifs pour 2005 et à moyen et à long terme et des stratégies élaborées afin d'atteindre ces objectifs et ces buts, de même que des déclarations relatives à nos opinions, projets, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « soupçonner », « perspectives », « croire », « projeter », « prévoir », « estimer », « s'attendre », « se proposer » et l'emploi du conditionnel ainsi que les mots et expressions semblables visent à dénoter des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives comportent des incertitudes et des risques intrinsèques, généraux et bien précis, et il est possible que les prédictions, prévisions, projections et autres déclarations prospectives ne se matérialisent pas. Nous déconseillons aux lecteurs de se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des opinions, plans, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions exprimés dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants. Ces facteurs comprennent notamment la solidité des économies canadienne et américaine et la solidité des économies des autres pays où nous exerçons nos activités; l'incidence des fluctuations du dollar canadien par rapport aux autres devises, notamment le dollar américain; l'incidence des modifications de la politique monétaire, notamment les modifications des politiques relatives aux taux d'intérêt de la Banque du Canada et du Board of Governors of the Federal Reserve System des États Unis; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; l'incidence des modifications apportées aux lois et règlements qui régissent les services financiers (notamment les services bancaires, les assurances et les valeurs mobilières) et leur exécution; les jugements d'ordre judiciaire ou réglementaire et les procédures judiciaires; notre capacité d'obtenir des informations exactes et complètes de nos clients ou contreparties ou en leur nom; notre capacité de réaligner avec succès notre structure organisationnelle, nos ressources et nos processus; notre capacité de mener à bien des acquisitions stratégiques et d'intégrer les acquisitions avec succès; les modifications apportées aux conventions et méthodes comptables que nous utilisons aux fins de la présentation de notre situation financière y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques; les risques opérationnels et ceux liés à l'infrastructure; ainsi que d'autres facteurs susceptibles d'influer sur les résultats futurs, notamment les modifications apportées aux politiques commerciales; la mise au point et le lancement, au moment opportun, de nouveaux produits et services; les modifications apportées à la législation fiscale; les changements technologiques; les changements imprévus dans les dépenses et les habitudes d'épargne des consommateurs; l'incidence possible, sur nos activités, de conflits internationaux et d'autres faits nouveaux, y compris ceux liés à la guerre contre le terrorisme, et la mesure dans laquelle nous prévoyons les risques inhérents aux facteurs qui précèdent et réussissons à les gérer.

Nous informons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs importants qui pourraient avoir une incidence sur nos résultats futurs n'est pas exhaustive. Les personnes, et notamment les investisseurs, qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres faits et incertitudes. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

L'information fournie dans les sites Web mentionnés dans le présent rapport ou pouvant être obtenue par l'entremise de ces sites ne fait pas partie dudit rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

**ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES** (non vérifié)**BILAN CONSOLIDÉ** (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2005	31 janvier 2005	31 octobre 2004 (1)	30 avril 2004 (1)
<b>Actif</b>				
<b>Encaisse et montants à recevoir de banques</b>	<b>4 136 \$</b>	<b>4 309 \$</b>	<b>3 711 \$</b>	<b>4 208 \$</b>
<b>Dépôts productifs d'intérêts à des banques</b>	<b>7 043</b>	<b>6 814</b>	<b>6 267</b>	<b>3 311</b>
<b>Valeurs mobilières</b>				
Titres du compte de négociation (incluant des montants nantis de 20 515 \$; 19 524 \$; 16 281 \$ et 15 395 \$)	101 808	99 248	89 322	92 006
Titres du compte de placement	37 102	36 837	38 923	43 222
Titres de substitut de prêt	675	675	701	304
	<b>139 585</b>	<b>136 760</b>	<b>128 946</b>	<b>135 532</b>
<b>Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés</b>	<b>43 015</b>	<b>39 260</b>	<b>48 317</b>	<b>49 784</b>
<b>Prêts</b>				
Prêts hypothécaires résidentiels	85 953	84 201	84 170	80 199
Prêts aux particuliers	39 275	37 753	36 848	34 503
Prêts sur cartes de crédit	5 791	6 817	6 456	5 917
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	49 779	49 757	47 258	50 130
	<b>180 798</b>	<b>178 528</b>	<b>174 732</b>	<b>170 749</b>
Provision cumulative pour pertes sur prêts	(1 612)	(1 638)	(1 644)	(1 739)
	<b>179 186</b>	<b>176 890</b>	<b>173 088</b>	<b>169 010</b>
<b>Autres</b>				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	6 654	5 960	6 184	6 191
Montants se rapportant aux produits dérivés	36 419	36 907	38 891	34 328
Locaux et matériel	1 772	1 784	1 756	1 775
Écart d'acquisition	4 504	4 428	4 369	4 986
Autres actifs incorporels	513	524	523	594
Autres actifs	12 615	14 594	17 144	15 971
	<b>62 477</b>	<b>64 197</b>	<b>68 867</b>	<b>63 845</b>
	<b>435 442 \$</b>	<b>428 230 \$</b>	<b>429 196 \$</b>	<b>425 690 \$</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>				
<b>Dépôts</b>				
Particuliers	115 831 \$	114 691 \$	113 009 \$	111 758 \$
Entreprises et gouvernements	141 828	138 989	132 070	131 793
Banques	25 833	26 340	25 880	28 034
	<b>283 492</b>	<b>280 020</b>	<b>270 959</b>	<b>271 585</b>
<b>Autres</b>				
Acceptations	6 654	5 960	6 184	6 191
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	32 181	28 854	25 005	20 776
Engagements afférents aux biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	19 572	20 439	28 944	32 462
Montants se rapportant aux produits dérivés	41 229	41 248	42 201	37 512
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	7 483	7 334	6 838	5 512
Autres passifs	14 550	15 407	20 387	21 655
	<b>121 669</b>	<b>119 242</b>	<b>129 559</b>	<b>124 108</b>
<b>Débetures subordonnées</b>	<b>8 101</b>	<b>8 190</b>	<b>8 116</b>	<b>8 423</b>
<b>Titres de fiducie de capital</b>	<b>1 400</b>	<b>1 400</b>	<b>2 300</b>	<b>2 297</b>
<b>Passifs liés aux actions privilégiées</b>	<b>300</b>	<b>300</b>	<b>300</b>	<b>300</b>
<b>Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales</b>	<b>674</b>	<b>125</b>	<b>58</b>	<b>121</b>
<b>Capitaux propres</b>				
Actions privilégiées	832	832	532	532
Actions ordinaires (émises – 646 400 522; 644 824 165; 644 747 812 et 653 279 901)	7 091	7 021	6 988	7 058
Capital d'apport additionnel	242	210	169	140
Bénéfices non répartis	13 173	12 628	12 065	11 953
Actions de trésorerie (détenues – 3 681 858; 5 093 966; 4 862 782 et 4 243 196)	(227)	(312)	(294)	(257)
Écart de conversion	(1 305)	(1 426)	(1 556)	(570)
	<b>19 806</b>	<b>18 953</b>	<b>17 904</b>	<b>18 856</b>
	<b>435 442 \$</b>	<b>428 230 \$</b>	<b>429 196 \$</b>	<b>425 690 \$</b>

(1) Chiffres retraités par suite de la redéfinition des passifs et des capitaux propres. Se reporter à la note 1.

## ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2005	31 janvier 2005	30 avril 2004 (1)	30 avril 2005	30 avril 2004 (1)
<b>Revenu d'intérêt</b>					
Prêts	2 614 \$	2 575 \$	2 307 \$	5 189 \$	4 736 \$
Valeurs mobilières	1 110	985	841	2 095	1 650
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	296	240	156	536	323
Dépôts à des banques	62	53	8	115	27
	4 082	3 853	3 312	7 935	6 736
<b>Frais d'intérêt</b>					
Dépôts	1 638	1 494	1 225	3 132	2 504
Autres passifs	551	512	405	1 063	820
Débitures subordonnées	111	108	105	219	208
	2 300	2 114	1 735	4 414	3 532
<b>Revenu net d'intérêt</b>	1 782	1 739	1 577	3 521	3 204
<b>Revenus autres que d'intérêt</b>					
Primes d'assurance, revenu de placement et revenu provenant de services tarifés	813	773	675	1 586	1 288
Revenus tirés des activités de négociation	260	428	392	688	818
Commissions de gestion de placements et de services de garde	311	291	298	602	574
Commissions de courtage en valeurs mobilières	307	282	320	589	644
Frais bancaires	281	277	278	558	542
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	266	276	275	542	487
Revenus tirés des fonds communs de placement	233	225	214	458	416
Revenus sur cartes	127	142	124	269	250
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	88	92	112	180	185
Revenus tirés de la titrisation	51	86	59	137	122
Commissions de crédit	41	52	48	93	97
Revenus tirés des activités hypothécaires	40	47	46	87	48
Gain à la vente de titres du compte de placement	23	21	14	44	18
Autres	111	97	76	208	132
	2 952	3 089	2 931	6 041	5 621
<b>Total des revenus</b>	4 734	4 828	4 508	9 562	8 825
<b>Dotation à la provision pour pertes sur créances</b>	116	108	149	224	124
<b>Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance</b>	622	582	508	1 204	960
<b>Frais autres que d'intérêt</b>					
Ressources humaines	1 733	1 731	1 729	3 464	3 405
Matériel	245	233	228	478	449
Frais d'occupation	198	185	189	383	370
Communications	158	158	180	316	333
Honoraires	115	116	124	231	221
Impartition de services de traitement	78	72	79	150	148
Amortissement des autres actifs incorporels	16	16	21	32	37
Autres	178	196	197	374	591
	2 721	2 707	2 747	5 428	5 554
<b>Charges liées au réalignement de l'entreprise</b>	4	2	-	6	-
<b>Bénéfice net avant impôts</b>	1 271	1 429	1 104	2 700	2 187
Charge d'impôts	347	442	344	789	637
Bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle	924	987	760	1 911	1 550
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	17	8	-	25	4
<b>Bénéfice net</b>	907 \$	979 \$	760 \$	1 886 \$	1 546 \$
Dividendes sur actions privilégiées	12	8	8	20	15
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires</b>	895 \$	971 \$	752 \$	1 866 \$	1 531 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	640 842	638 681	648 676	639 741	649 085
<b>Bénéfice de base par action</b> (en dollars)	1,40 \$	1,52 \$	1,16 \$	2,92 \$	2,36 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	651 800	649 118	657 520	650 567	657 818
<b>Bénéfice dilué par action</b> (en dollars)	1,37 \$	1,50 \$	1,14 \$	2,87 \$	2,33 \$
<b>Dividendes par action</b> (en dollars)	0,55 \$	0,55 \$	0,52 \$	1,10 \$	0,98 \$

(1) Chiffres retraités par suite de la redéfinition des passifs et des capitaux propres. Se reporter à la note 1.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES** (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2005	31 janvier 2005	30 avril 2004 (1)	30 avril 2005	30 avril 2004 (1)
<b>Actions privilégiées</b>					
Solde au début	832 \$	532 \$	532 \$	532 \$	532 \$
Émises	–	300	–	300	–
Solde à la fin	832	832	532	832	532
<b>Actions ordinaires</b>					
Solde au début	7 021	6 988	7 055	6 988	7 018
Émises	70	44	43	114	96
Achetées aux fins d'annulation	–	(11)	(40)	(11)	(56)
Solde à la fin	7 091	7 021	7 058	7 091	7 058
<b>Capital d'apport additionnel</b>					
Solde au début	210	169	130	169	85
Renonciation aux droits à la plus-value des actions, déduction faite des impôts connexes	(2)	–	–	(2)	(1)
Attributions de rémunération à base d'actions	12	(13)	15	(1)	27
Montants reclassés	–	–	–	–	34
Incidence initiale de l'adoption de la NOC-15, <i>Consolidation des entités à détenteurs de droits variables</i>	–	54	–	54	–
Autres	22	–	(5)	22	(5)
Solde à la fin	242	210	140	242	140
<b>Bénéfices non répartis</b>					
Solde au début	12 628	12 065	11 734	12 065	11 333
Bénéfice net	907	979	760	1 886	1 546
Dividendes sur actions privilégiées	(12)	(8)	(8)	(20)	(15)
Dividendes sur actions ordinaires	(353)	(352)	(336)	(705)	(634)
Prime versée sur les actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	–	(53)	(197)	(53)	(275)
Frais d'émission, déduction faite des impôts connexes	3	(3)	–	–	–
Incidence cumulative de l'adoption de la NOC-17, <i>Contrats de dépôts indexés sur actions, déduction faite des impôts connexes</i>	–	–	–	–	(2)
Solde à la fin	13 173	12 628	11 953	13 173	11 953
<b>Actions de trésorerie</b>					
Solde au début	(312)	(294)	(431)	(294)	–
Montants reclassés	–	–	–	–	(304)
Ventes nettes	85	36	174	121	47
Incidence initiale de l'adoption de la NOC-15, <i>Consolidation des entités à détenteurs de droits variables</i>	–	(54)	–	(54)	–
Solde à la fin	(227)	(312)	(257)	(227)	(257)
<b>Écart de conversion, déduction faite des impôts connexes</b>					
Solde au début	(1 426)	(1 556)	(849)	(1 556)	(893)
Variation des gains et des pertes de change non réalisés	325	419	623	744	888
Incidence de la couverture des gains et des pertes de change non réalisés	(204)	(289)	(344)	(493)	(565)
Solde à la fin	(1 305)	(1 426)	(570)	(1 305)	(570)
<b>Capitaux propres à la fin</b>	<b>19 806 \$</b>	<b>18 953 \$</b>	<b>18 856 \$</b>	<b>19 806 \$</b>	<b>18 856 \$</b>

(1) Chiffres retraités par suite de la redéfinition des passifs et des capitaux propres. Se reporter à la note 1.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE** (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2005	31 janvier 2005	30 avril 2004 (1)	30 avril 2005	30 avril 2004 (1)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>					
Bénéfice net	907 \$	979 \$	760 \$	1 886 \$	1 546 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation					
Dotation à la provision pour pertes sur créances	116	108	149	224	124
Amortissement	106	105	92	211	190
Charges liées au réaligement de l'entreprise	(3)	2	–	(1)	–
Paievements liés au réaligement de l'entreprise	(32)	(17)	–	(49)	–
Impôts reportés	(122)	(11)	–	(133)	(37)
Amortissement des autres actifs incorporels	16	16	21	32	37
Réduction de valeur de frais d'émission reportés	–	–	–	–	25
Gain à la vente de locaux et de matériel	(5)	(4)	(31)	(9)	(36)
Gain sur la titrisation de prêts	(9)	(48)	(16)	(57)	(26)
Perte liée au placement dans certaines sociétés affiliées	–	–	–	–	9
Gain à la vente de titres du compte de placement	(23)	(21)	(14)	(44)	(18)
Variation de l'actif et du passif d'exploitation					
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	149	496	269	645	256
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	–	(83)	(63)	(83)	(196)
Impôts exigibles	(201)	(192)	(138)	(393)	(1 514)
Actifs se rapportant aux produits dérivés	488	1 984	4 022	2 472	1 284
Passifs se rapportant aux produits dérivés	(19)	(953)	(3 095)	(972)	(263)
Titres du compte de négociation	(2 560)	(9 926)	3 003	(12 486)	(4 649)
Variation nette des montants à payer ou à recevoir de courtiers	75	784	(639)	859	432
Autres	2 179	(2 128)	(1 548)	51	1 794
<b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation</b>	<b>1 062</b>	<b>(8 909)</b>	<b>2 772</b>	<b>(7 847)</b>	<b>(1 042)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>					
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	(229)	(547)	1 498	(776)	(1 364)
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation de prêts	(4 654)	(5 643)	(5 231)	(10 297)	(7 991)
Produit tiré de la titrisation de prêts	1 381	1 297	994	2 678	1 898
Produit tiré de la vente de titres du compte de placement	11 582	9 213	4 643	20 795	8 903
Produit tiré de l'arrivée à échéance de titres du compte de placement	4 630	5 632	5 848	10 262	14 192
Acquisitions de titres du compte de placement	(15 446)	(12 191)	(9 787)	(27 637)	(24 106)
Variation des titres de substitut de prêt	–	26	8	26	21
Acquisitions nettes de locaux et de matériel	(94)	(134)	(88)	(228)	(269)
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	(3 755)	9 057	(7 967)	5 302	(5 897)
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant de l'acquisition de filiales	–	–	(111)	–	447
<b>Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités d'investissement</b>	<b>(6 585)</b>	<b>6 710</b>	<b>(10 193)</b>	<b>125</b>	<b>(14 166)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>					
Variation des dépôts	3 472	8 161	6 418	11 633	12 440
Émission de débentures subordonnées	–	–	1 000	–	2 500
Remboursement de débentures subordonnées	(69)	–	(317)	(69)	(317)
Émission d'actions privilégiées	–	300	–	300	–
Frais d'émission	–	(3)	–	(3)	–
Émission d'actions ordinaires	64	41	41	105	90
Actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	–	(64)	(237)	(64)	(331)
Ventes nettes d'actions de trésorerie	109	6	174	115	47
Dividendes versés	(360)	(340)	(306)	(700)	(611)
Dividendes/distributions versés par les filiales aux actionnaires sans contrôle	(2)	(1)	(4)	(3)	(4)
Variation des engagements afférents aux biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	(867)	(8 505)	5 761	(9 372)	5 261
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	3 327	3 849	(4 561)	7 176	(2 079)
Variation des emprunts à court terme des filiales	(340)	(653)	(549)	(993)	(480)
<b>Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement</b>	<b>5 334</b>	<b>2 791</b>	<b>7 420</b>	<b>8 125</b>	<b>16 516</b>
Incidence de la variation des taux de change sur l'encaisse et les montants à recevoir de banques	16	6	12	22	13
<b>Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques</b>	<b>(173)</b>	<b>598</b>	<b>11</b>	<b>425</b>	<b>1 321</b>
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	4 309	3 711	4 197	3 711	2 887
<b>Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin</b>	<b>4 136 \$</b>	<b>4 309 \$</b>	<b>4 208 \$</b>	<b>4 136 \$</b>	<b>4 208 \$</b>
<b>Présentation d'informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie</b>					
Intérêts versés durant la période	2 063 \$	2 471 \$	1 832 \$	4 534 \$	3 625 \$
Impôts sur les bénéfices payés durant la période	446 \$	640 \$	355 \$	1 086 \$	1 908 \$

(1) Chiffres retraités par suite de la redéfinition des passifs et des capitaux propres. Se reporter à la note 1.

**Notes complémentaires** (non vérifié) (tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf les montants liés aux actions)

Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR du Canada) et en fonction des mêmes conventions et méthodes comptables que celles décrites dans les états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 octobre 2004, à l'exception des renseignements ci-après. En vertu des PCGR du Canada, des renseignements supplémentaires sont exigés dans les états financiers annuels et, par conséquent, ces états financiers intermédiaires doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés vérifiés et les notes complémentaires de l'exercice terminé le 31 octobre 2004 figurant aux pages 79A à 114A du rapport annuel 2004. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période courante.

**Note 1 : Principales conventions comptables****Consolidation des entités à détenteurs de droits variables**

Le 1<sup>er</sup> novembre 2004, nous avons adopté la note d'orientation concernant la comptabilité n° 15, intitulée *Consolidation des entités à détenteurs de droits variables* (NOC-15), publiée par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA). La NOC-15 fournit des directives sur l'application des principes prévus par le chapitre 1590 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé *Filiales*, à certaines entités définies comme des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) et plus fréquemment appelées « entités ad hoc ». Aucune incidence importante sur notre bilan consolidé ou notre état consolidé des résultats n'a découlé de cette adoption.

Le tableau qui suit présente des renseignements sur les EDDV non consolidées dans lesquelles nous détenons des droits variables importants et les EDDV que nous consolidons en vertu de la NOC-15. En outre, nous avons procédé à la déconsolidation d'une fiducie de capital utilisée aux fins de l'émission d'un type innovateur de capital de première catégorie de 900 millions de dollars à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2004 par suite de l'adoption de la NOC-15. Pour les périodes antérieures présentées, ce montant de 900 millions de dollars est reflété à titre de passif dans les titres de fiducie de capital conformément à l'application rétroactive de certaines révisions apportées au chapitre 3860 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé *Instruments financiers – Informations à fournir et présentation* présentées dans le paragraphe intitulé *Passif et capitaux propres* de la présente note. Par suite de cette déconsolidation, le billet de dépôt de premier rang du même montant que nous avions émis à la fiducie n'est plus considéré comme un billet intersociétés et est reflété au poste Dépôts de notre bilan consolidé à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2004. Les distributions du rendement de 13 millions de dollars et de 26 millions pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2005, respectivement, (13 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2005) à payer aux détenteurs de ces instruments ne sont plus incluses dans la part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales. Un montant équivalent est plutôt constaté à titre de frais d'intérêt relatifs au billet de dépôt de premier rang. Ces instruments continuent d'être admissibles à titre de capital de première catégorie par suite d'un avis du Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) qui cautionne ce traitement de manière rétroactive pour les instruments existants. Les fonds multicédants que nous administrons ont été restructurés en 2004 et nous ne les avons pas consolidés au moment de l'adoption de la NOC-15. Veuillez vous reporter aux pages 83A et 84A de notre rapport annuel 2004 pour de plus amples détails.

**Passif et capitaux propres**

Le 1<sup>er</sup> novembre 2004, nous avons adopté les révisions du chapitre 3860 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé *Instruments financiers – Informations à fournir et présentation*, avec retraitement rétroactif des périodes comparatives. Nous avons reclassé à titre de passifs, dans notre bilan consolidé, les instruments financiers qui seront réglés par un nombre variable de nos actions ordinaires au moment de la conversion par

**Bilan consolidé**

	30 avril 2005	31 janvier 2005	31 octobre 2004	30 avril 2004
Augmentation des autres passifs	34 \$	8 \$	51 \$	51 \$
Augmentation des titres de fiducie de capital	1 400	1 400	2 300	2 297
Augmentation des passifs liés aux actions privilégiées	300	300	300	300
Diminution de la part des actionnaires sans contrôle dans les titres de fiducie de capital de filiales	1 434	1 408	2 351	2 348
Diminution des capitaux propres – actions privilégiées	300	300	300	300

**État consolidé des résultats**

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2005	31 janvier 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
Augmentation des frais d'intérêt	29 \$	28 \$	40 \$	57 \$	82 \$
Diminution de la part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	25	25	37	50	75
Diminution des dividendes sur actions privilégiées	4	3	3	7	7

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires et le bénéfice par action n'ont pas subi l'incidence de ces reclassements. Ces instruments continuent d'être admissibles à titre de capital de première catégorie en vertu d'un avis du BSIF qui cautionne ce traitement de manière rétroactive pour les instruments existants.

	Total de l'actif au 30 avril 2005	Risque de perte maximal au 30 avril 2005
<b>EDDV dans lesquelles nous détenons des droits variables importants (1) :</b>		
Fonds multicédants que nous administrons (2)	30 088 \$	28 937 \$
Fonds de tiers	2 645	789
Fonds de placement	2 526	509
EDDV de financement structuré	1 929	1 412
Obligations garanties par des créances	1 104	18
Autres	789	389
<b>EDDV consolidées (3), (4) :</b>		
EDDV de financement structuré	1 428 \$	
Fonds de placement	1 313	
EDDV de réorganisation	707	
Structures de rémunération	294	
Autres	521	

- (1) Le risque de perte maximal découlant de nos droits variables importants détenus dans ces EDDV représente principalement les placements dans ces entités, les prêts et les concours de trésorerie qui leur ont été consentis ainsi que la juste valeur des produits dérivés conclus avec elles. Une tranche de 2 842 millions de dollars de ce risque est comptabilisée dans notre bilan consolidé au 30 avril 2005 (2 008 millions au 31 janvier 2005).
- (2) Le total de l'actif représente le montant maximal des actifs qui pourraient devoir être acquis par les fonds en vertu d'engagements d'acquisition en cours au 30 avril 2005. L'actif réel détenu par ces fonds au 30 avril 2005 se chiffrait à 21 731 millions de dollars (20 311 millions au 31 janvier 2005).
- (3) Avant l'adoption de la NOC-15, nous consolidions en totalité ou proportionnellement la plupart de ces entités ayant des actifs de 2 654 millions de dollars au 30 avril 2005 (2 542 millions au 31 janvier 2005).
- (4) Les actifs qui soutiennent les obligations de ces EDDV consolidées au 30 avril 2005 sont les suivants : dépôts auprès de banques de 148 millions de dollars (13 millions au 31 janvier 2005), valeurs mobilières de 2 734 millions (2 121 millions au 31 janvier 2005), prêts de 955 millions (942 millions au 31 janvier 2005) et autres actifs de 246 millions (194 millions au 31 janvier 2005). Les structures de rémunération détiennent pour un montant de 180 millions de dollars de nos actions ordinaires au 30 avril 2005 (312 millions au 31 janvier 2005).

le détenteur, de même que les rendements en cours à payer. Les dividendes et les distributions du rendement sur ces instruments ont été reclassés dans les frais d'intérêt dans notre état consolidé des résultats. L'incidence de cette modification est présentée dans le tableau qui suit :

### Comptabilisation à la date de transaction

Au cours du premier trimestre de 2004, par suite de la publication du chapitre 1100 du *Manuel de l'ICCA* intitulé *Principes comptables généralement reconnus*, nous avons modifié le mode de comptabilisation des valeurs mobilières, auparavant comptabilisées à la date de règlement, pour les comptabiliser à la date de transaction. Nous avons réexaminé cette décision au cours du quatrième trimestre de 2004 et avons décidé d'appliquer à notre bilan consolidé la comptabilisation à la date de règlement, comme nous l'avons fait avant le 1<sup>er</sup> novembre 2003. Cette décision a été prise en partie par suite de la publication du deuxième exposé-sondage relatif au chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé *Instruments financiers – constatation et mesure*, qui a été finalisé en janvier 2005 comme il est mentionné plus loin, et qui permet l'une ou l'autre des méthodes de comptabilisation. Les chiffres correspondants présentés dans ces états financiers pour le deuxième trimestre de 2004 ont été retraités afin de refléter cette modification. L'adoption du mode de comptabilisation à la date de règlement a entraîné la diminution des valeurs mobilières de 4 248 millions de dollars, la diminution des autres actifs de 6 081 millions et la diminution des autres passifs de 10 329 millions au 30 avril 2004.

### Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Le 1<sup>er</sup> novembre 2004, nous avons adopté le chapitre 3110 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé *Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations*. Cette norme exige qu'un passif, ainsi qu'un actif correspondant, au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'un actif à long terme soit constaté à sa juste valeur au cours de la période où il est engagé et où il peut faire l'objet d'une estimation raisonnable. L'augmentation de l'actif à long terme connexe sera amortie sur la durée de vie utile résiduelle de l'actif. L'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence importante sur notre bilan consolidé ou notre état consolidé des résultats.

### Modifications comptables futures

#### Instruments financiers

Le 27 janvier 2005, l'ICCA a publié trois nouvelles normes comptables : le chapitre 1530, intitulé *Résultat étendu*, le chapitre 3855, intitulé *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation*, et le chapitre 3865, intitulé *Couvertures*. Ces normes entreront en vigueur pour nous le 1<sup>er</sup> novembre 2006. L'incidence de ces trois nouvelles normes sur nos états financiers ne peut être établie en ce moment et sera tributaire de nos positions en cours et de leur juste valeur au moment de la transition.

#### Résultat étendu

Par suite de l'adoption de ces normes, une nouvelle rubrique, Autres éléments du résultat étendu cumulés, sera ajoutée aux capitaux propres dans le bilan consolidé. Les principales composantes de cette rubrique comprendront les gains et pertes sur les actifs financiers susceptibles de vente, les montants non réalisés liés à la conversion des devises découlant des établissements étrangers autonomes et la variation de la tranche efficace des instruments de couverture des flux de trésorerie.

#### Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation

En vertu de la nouvelle norme, tous les instruments financiers seront classés dans l'une ou l'autre des catégories suivantes : Placements détenus jusqu'à l'échéance, Prêts et créances, Instruments détenus à des fins de négociation ou Actifs financiers susceptibles de vente. Les actifs et passifs financiers détenus à des fins de négociation seront évalués à leur juste valeur et les gains et pertes seront comptabilisés dans le bénéfice net. Les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, les prêts et créances et les passifs financiers autres que ceux détenus à des fins de négociation seront évalués au coût non amorti. Les instruments susceptibles de vente seront évalués à leur juste valeur et les gains et pertes, comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu. La norme permet aussi le reclassement dans les instruments détenus à des fins de négociation pour tout instrument financier au moment de sa constatation initiale.

#### Couvertures

Les couvertures de la juste valeur, les couvertures des flux de trésorerie et les couvertures d'un investissement net dans un établissement étranger sont traitées dans le nouveau chapitre portant sur les couvertures. Dans une relation de couverture de la juste valeur, la valeur comptable de l'élément couvert est ajustée selon les gains ou les pertes attribuables au risque couvert et inscrite dans le revenu net d'intérêt. Cette variation de la juste valeur de l'élément couvert, dans la mesure où la relation de couverture est efficace, est contrebalancée par la variation de la juste valeur du dérivé. Dans une relation de couverture des flux de trésorerie, la tranche

efficace de la variation de la juste valeur du dérivé de couverture sera comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu. La tranche inefficace sera comptabilisée dans le bénéfice net. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu cumulés seront reclassés dans le bénéfice net au cours des périodes où le bénéfice net subira l'incidence de la variation des flux de trésorerie de l'élément couvert. Dans le cas de la couverture d'un investissement net à l'étranger, les gains et pertes de change des instruments de couverture seront comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu.

#### Présentation des activités abandonnées

Le 22 avril 2005, le Comité sur les problèmes nouveaux de l'ICCA a publié le CPN 153, intitulé *Application des conditions énoncées au paragraphe 3475.27 du Manuel pour déterminer s'il faut présenter des activités abandonnées*, qui sera en vigueur pour les opérations qui auront lieu au cours des périodes ouvertes à compter de la date de sa publication. Ce CPN clarifie la méthode d'application du critère des flux de trésorerie pour déterminer s'il faut présenter des activités abandonnées. Il sera en vigueur pour les opérations ayant lieu à compter du 1<sup>er</sup> mai 2005.

#### Note 2 : Charges liées au réaligement de l'entreprise

Au cours du trimestre, nous avons poursuivi la mise en œuvre des mesures de réduction des coûts approuvées par le Conseil d'administration le 9 septembre 2004 relativement au réaligement de notre entreprise. Nous prévoyons que la plupart de ces mesures ayant trait au réaligement seront finalisées au cours de l'exercice 2005 bien que les paiements de protection du revenu aux employés licenciés et certaines obligations liées à des baux comportent une échéance plus éloignée. Les modifications apportées aux charges liées aux employés et aux locaux ainsi qu'aux autres charges depuis le 31 janvier 2005 sont présentées dans le tableau qui suit.

	Charges liées aux employés	Charges liées aux locaux	Autres charges	Total des charges
Solde au 31 janvier 2005	156 \$	11 \$	11 \$	178 \$
Ajustements	(5)	2	–	(3)
Versements en espèces	(20)	(2)	(10)	(32)
<b>Solde au 30 avril 2005</b>	<b>131 \$</b>	<b>11 \$</b>	<b>1 \$</b>	<b>143 \$</b>

Dans nos charges liées au réaligement de l'entreprise, nous avons inclus la juste valeur des obligations futures restantes en vertu de baux, déduction faite des revenus de sous-location prévus, relativement aux locaux que nous avons quittés mais dont nous demeurons le locataire. Nous avons aussi passé en charges les paiements relatifs à l'annulation de baux pour les locaux à l'égard desquels nous avons légalement mis fin à notre obligation en vertu des baux. La valeur comptable des actifs hors exploitation des locaux fermés a été incluse dans les charges liées aux locaux. Au cours du trimestre, nous avons procédé à la fermeture de 10 succursales de RBC Mortgage Company (10 succursales au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2005) et d'aucune succursale de RBC Centura Bank (11 succursales au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2005). De plus, nous avons engagé, au cours du trimestre, un montant d'environ 2 millions de dollars relativement à des services de remplacement d'employés. Les autres charges représentent des honoraires facturés par un cabinet de services professionnels pour des conseils stratégiques et organisationnels relativement aux mesures de réaligement de l'entreprise.

Au 30 avril 2005, les charges liées au réaligement de l'entreprise devant être payées au cours de périodes futures s'établissaient à 143 millions de dollars (178 millions au 31 janvier 2005); ce montant est comptabilisé dans le bilan consolidé, au poste Autres passifs. Ce montant comprend un ajustement au titre des régimes de retraite pour certains employés que nous avons établi comme ne devant pas faire partie des charges liées au réaligement de l'entreprise. Le total des charges liées au réaligement de l'entreprise pour chacun des secteurs est présenté à la note 12. Au 30 avril 2005, la majeure partie des charges liées aux locaux avaient trait au secteur Particuliers et entreprises – États-Unis et International et les autres charges avaient trait au secteur Services de soutien généraux. Environ 1 660 postes avaient initialement été ciblés pour suppression au 31 octobre 2004. Nous avons ajusté ce nombre à 1 590, principalement pour refléter les employés de Liberty Insurance Services Corporation qui a été vendue à IBM Corporation (voir la note 4), pour lesquels le montant à payer a été contrepassé au premier trimestre. Au 30 avril 2005, environ 1 020 employés avaient été licenciés.

**Note 3 : Entreprise destinée à la vente**

Par suite de l'examen stratégique de nos activités aux États-Unis, nous avons établi que RBC Mortgage Company ne constitue plus une entreprise principale qui fournira un apport positif à nos activités américaines. Par conséquent, nous avons désigné RBC Mortgage Company à titre d'activité abandonnée et nous nous sommes engagés à la vendre d'ici un an. Nos états financiers consolidés comprennent les résultats de RBC Mortgage Company, dont les principales informations financières sont présentées dans le tableau suivant.

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril	31 janvier	30 avril	30 avril	30 avril
	2005	2005	2004	2005	2004
Revenu net d'intérêt	7 \$	12 \$	17 \$	19 \$	44 \$
Revenus autres que d'intérêt	38	43	49	81	57
Total des revenus	45	55	66	100	101
Frais autres que d'intérêt	57	53	65	110	130
Charges liées au réalignement de l'entreprise	2	–	–	2	–
Bénéfice net avant impôts	(14)	2	1	(12)	(29)
Bénéfice net	(9)\$	2 \$	1 \$	(7)\$	(19)\$

	30 avril	31 janvier	31 octobre	30 avril
	2005	2005	2004	2004
Total de l'actif	1 300 \$	2 100 \$	2 600 \$	3 700 \$

Le total du passif à la fin de chaque période présentée était nominal.

**Note 4 : Cession**

Le 31 décembre 2004, nous avons finalisé la vente de notre filiale, Liberty Insurance Services Corporation, à IBM Corporation contre espèces. Le gain sur la vente a été présenté dans le secteur Particuliers et entreprises – Canada.

**Note 5 : Écart d'acquisition**

Le réalignement d'entreprise qui a pris effet le 1<sup>er</sup> novembre 2004, comme il est mentionné à la note 12, a entraîné le réalignement de certaines unités d'exploitation et, par conséquent, nous avons dû procéder à la réattribution de notre écart d'acquisition aux nouvelles unités d'exploitation. Puisque toutes nos unités, y compris RBC Dain Rauscher Corporation et RBC Centura Bank, étaient réputées être intégrées dans le cadre de l'application des PCGR, la totalité de l'écart d'acquisition a été réattribuée à l'aide de la méthode fondée sur la juste valeur relative. Au cours du trimestre, nous avons finalisé le test de dépréciation de l'écart d'acquisition en vertu de notre nouvelle structure de présentation de l'information financière et nous avons conclu que l'écart d'acquisition n'avait subi aucune perte de valeur.

**Note 6 : Titrations****Activités de titrisation pour le trimestre terminé le**

	30 avril			31 janvier	30 avril
	2005			2005 (1)	2004 (1)
	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts hypothécaires résidentiels (3)	Prêts hypothécaires résidentiels (3)	Prêts hypothécaires résidentiels (3)
Prêts titrisés et vendus	1 200 \$	176 \$	– \$	1 300 \$	1 000 \$
Produit net en espèces reçu (2)	600	181	–	1 297	994
Titres adossés à des créances mobilières acquis	596	–	–	–	–
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires	8	–	–	51	35
Gain à la vente avant impôts	4	5	–	48	29
Titres créés et conservés comme des titres du compte de placement	–	–	1 008	547	795

**Activités de titrisation pour le semestre terminé le**

	30 avril			30 avril	
	2005			2004	
	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts hypothécaires résidentiels (3)	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts hypothécaires résidentiels (3)
Prêts titrisés et vendus	1 200 \$	176 \$	1 300 \$	133 \$	1 775 \$
Produit net en espèces reçu (2)	600	181	1 297	135	1 763
Titres adossés à des créances mobilières acquis	596	–	–	–	–
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires	8	–	51	–	49
Gain à la vente avant impôts	4	5	48	2	37
Titres créés et conservés comme des titres du compte de placement	–	–	1 555	–	1 097

(1) Nous n'avons titrisé aucun prêt sur cartes de crédit ni aucun prêt hypothécaire commercial au cours des trimestres terminés le 31 janvier 2005 et le 30 avril 2004.

(2) En ce qui a trait à la titrisation de prêts sur cartes de crédit au cours de la période courante, le produit net en espèces reçu représente un produit brut en espèces de 1,2 milliard de dollars, moins les fonds affectés à l'acquisition de billets émis par la fiducie d'une valeur en capital de 600 millions.

(3) Tous les prêts hypothécaires résidentiels titrisés sont garantis par le gouvernement.

Les hypothèses clés utilisées pour déterminer la valeur des droits conservés à la date de titrisation pour les activités du trimestre terminé le 30 avril 2005 s'établissent comme suit. Tous les taux sont annualisés à l'exception du taux de remboursement anticipé, lequel est mensuel.

	Prêts sur cartes de crédit
Taux de remboursement anticipé	40,06 %
Marge excédentaire, déduction faite des pertes sur créances	6,88
Pertes sur créances prévues	1,75
Taux d'actualisation	10,00

**Note 7 : Rémunération à base d'actions**

Nous avons adopté prospectivement la méthode de la juste valeur recommandée par le chapitre 3870 du *Manuel de l'ICCA, Rémunérations et autres paiements à base d'actions*, eu égard aux nouvelles attributions octroyées après le 1<sup>er</sup> novembre 2002. Le tableau suivant présente l'information pro forma qui reflète l'incidence de la méthode de la juste valeur sur les attributions octroyées avant le 1<sup>er</sup> novembre 2002 :

**Bénéfice net et bénéfice par action pro forma**

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2005	31 janvier 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
Tel que déclaré :					
Bénéfice net (1)	907 \$	979 \$	760 \$	1 886 \$	1 546 \$
Bénéfice de base par action	1,40	1,52	1,16	2,92	2,36
Bénéfice dilué par action	1,37	1,50	1,14	2,87	2,33
Pro forma :					
Bénéfice net (1)	904 \$	974 \$	751 \$	1 878 \$	1 529 \$
Bénéfice de base par action	1,39	1,51	1,15	2,90	2,33
Bénéfice dilué par action	1,37	1,49	1,13	2,86	2,30

(1) Le bénéfice net pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2004 a été retraité par suite de la redéfinition du passif et des capitaux propres. Se reporter à la note 1.

**Note 8 : Prestations de retraite et autres avantages postérieurs au départ à la retraite**

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2005	31 janvier 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
Charge au titre des prestations constituées	87 \$	89 \$	83 \$	176 \$	168 \$
Charge au titre des autres avantages postérieurs au départ à la retraite	47	46	47	93	94

**Note 9 : Opérations importantes portant sur les capitaux propres**

Le 12 avril 2005, nous avons annoncé notre intention de rembourser la totalité de nos débetures subordonnées de 700 millions de dollars à 6,40 % à payer, échéant le 15 août 2010, contre la totalité de leur montant en capital plus les intérêts courus. Le remboursement aura lieu le 15 août 2005. Nous financerons le remboursement à même les fonds généraux de l'entreprise.

Le 22 mars 2005, nous avons annoncé que nous pourrions racheter, aux fins d'annulation, de temps à autre, une partie ou la totalité de nos débetures à taux variable de 250 millions de dollars à payer, échéant en 2083, et de nos débetures à taux variable de 300 millions de dollars US échéant en 2085. Le moment, le prix et les autres modalités seront déterminés à notre entière discrétion. Au 30 avril 2005, nous avons racheté des débetures à taux variable de 3,5 millions de dollars échéant en 2083 et des débetures à taux variable de 55 millions de dollars US (66 millions de dollars) échéant en 2085.

Le 31 janvier 2005, nous avons émis pour 300 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de série W au prix de 25 \$ par action. Les détenteurs ont le droit de recevoir des dividendes trimestriels

privilegiés non cumulatifs d'un montant de 0,30625 \$ par action, pour un rendement de 4,90 % par année. Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, à compter du 24 février 2010, nous pourrions racheter ces actions en totalité ou en partie contre une prime dégressive. Ces actions seront en outre convertibles en actions ordinaires de la Banque Royale à notre gré à compter du 24 février 2010 contre 95 % du cours moyen pondéré de nos actions ordinaires.

Le 18 juin 2004, nous avons annoncé le renouvellement de notre offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités en vue de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 25 millions de nos actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto (TSX). En vertu de cette offre, les achats peuvent être effectués pendant une période de un an, à compter du 24 juin 2004. Au cours du trimestre, nous n'avons racheté aucune action ordinaire (1 005 449 actions ordinaires à un prix moyen de 63,24 \$ pour le trimestre terminé le 31 janvier 2005) et, depuis la mise en place de l'offre, nous avons racheté 7 418 367 actions ordinaires à un prix moyen de 60,92 \$.

**Note 10 : Bénéfice par action**

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril 2005	31 janvier 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
<b>Bénéfice de base par action</b>					
Bénéfice net (1)	907 \$	979 \$	760 \$	1 886 \$	1 546 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(12)	(8)	(8)	(20)	(15)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	895	971	752	1 866	1 531
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	640 842	638 681	648 676	639 741	649 085
	1,40 \$	1,52 \$	1,16 \$	2,92 \$	2,36 \$
<b>Bénéfice dilué par action</b>					
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	895 \$	971 \$	752 \$	1 866 \$	1 531 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	640 842	638 681	648 676	639 741	649 085
Options sur actions (2)	6 793	5 806	6 528	6 371	6 659
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération à base d'actions	4 165	4 631	2 316	4 455	2 074
Nombre moyen d'actions ordinaires, après dilution (en milliers)	651 800	649 118	657 520	650 567	657 818
	1,37 \$	1,50 \$	1,14 \$	2,87 \$	2,33 \$

(1) Le bénéfice net pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2004 a été retraité par suite de la redéfinition du passif et des capitaux propres. Se reporter à la note 1.

(2) L'incidence de la dilution liée aux options sur actions a été établie au moyen de la méthode du rachat d'actions. Cette méthode permet de calculer le nombre supplémentaire d'actions en présumant que les options sur actions en cours sont i) levées puis ii) diminuées du nombre présumé d'actions qui seraient rachetées au moyen du produit de l'émission et compte tenu du cours moyen du marché de nos actions ordinaires pour la période. Le calcul du bénéfice dilué par action pour le trimestre terminé le 31 janvier 2005 exclut un nombre moyen de 1 027 148 options en cours ayant un prix de levée moyen pondéré de 63,40 \$, car le prix de levée de ces options excédait le cours moyen du marché de nos actions ordinaires. Pour les trimestres et les semestres terminés les 30 avril 2005 et 2004, il n'y avait aucun nombre moyen d'options en cours dont le prix de levée excédait le cours moyen du marché de nos actions ordinaires.

**Note 11 : Garanties et éventualités****Garanties**

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons de nombreuses ententes qui peuvent comporter des éléments répondant à la définition de « garantie » aux termes de la note d'orientation concernant la comptabilité n° 14 de l'ICCA, intitulée *Garanties* (NOC-14).

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2005, nous avons procédé à la réévaluation de nos opérations de prêt de titres et nous avons conclu que certaines ententes de prêt de titres prévoyant une indemnité à l'égard du prêteur de titres répondaient à la définition d'une garantie aux termes de la NOC-14. Dans les opérations de prêt de titres, nous agissons à titre de mandataire pour le détenteur d'une valeur mobilière qui accepte de prêter la valeur mobilière à un emprunteur moyennant une commission en vertu des modalités d'un contrat préétabli. L'emprunteur doit, en tout temps, nantir intégralement le prêt de titres. Dans le cadre de ces activités de garde, une garantie d'indemnisation peut être fournie aux clients prêteurs de titres qui vise à assurer que la juste valeur des titres prêtés sera remboursée dans le cas où l'emprunteur ne retournerait pas les titres empruntés et où la valeur du nantissement ne suffirait pas à couvrir la juste valeur de ces titres. Ces garanties d'indemnisation arrivent habituellement à échéance sans avoir été utilisées. Le montant maximal potentiel des paiements futurs correspond au montant contractuel compte non tenu de la possibilité d'un recouvrement au moyen de la réalisation du nantissement; par conséquent, le montant contractuel n'est pas une indication des exigences en espèces futures. Les échéances de ces garanties d'indemnisation varient puisque les titres prêtés comportent un droit de retour sur demande.

Le tableau qui suit résume les garanties importantes que nous avons accordées à des tiers au 30 avril 2005. Le montant maximal potentiel des paiements futurs représente le risque de perte maximal en cas de défaut complet des parties aux garanties, compte non tenu des recouvrements possibles qui pourraient être effectués en vertu de dispositions de recours ou de polices d'assurance, ou en raison de biens détenus ou reçus en gage.

	Montant maximal potentiel des paiements futurs
Dérivés de crédit et options vendues (1)	42 282 \$
Prêts de titres	28 900
Facilités de garantie de liquidités	27 473
Lettres de crédit de soutien financier/garanties d'exécution	13 930
Produits à valeur stable (1)	9 733
Rehaussements de crédit	4 212
Prêts hypothécaires vendus avec garantie	356

(1) Le montant théorique d'un contrat correspond approximativement au montant maximal potentiel des paiements futurs.

La juste valeur des dérivés de crédit et des options vendues au 30 avril 2005 était de 339 millions de dollars et ce montant était inclus dans le poste *Autres – Montants se rapportant aux produits dérivés*, dans notre bilan consolidé (162 millions au 31 janvier 2005, 109 millions au 31 octobre 2004 et 180 millions au 30 avril 2004).

Veillez vous reporter à la note 20 de notre rapport annuel 2004 pour de plus amples renseignements relatifs aux garanties susmentionnées et pour une description de nos obligations relatives à certaines ententes d'indemnisation.

**Litige lié à Enron**

La Banque Royale du Canada et des entités apparentées sont nommées à titre de défenderesses dans une procédure contradictoire devant la United States Bankruptcy Court, district sud de New York, antérieurement entamée par Enron Corp. (et des apparentés débiteurs liés), de même que de nombreuses autres institutions financières défenderesses.

La Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées sont nommées à titre de défenderesses dans le cadre d'une poursuite intentée par une catégorie d'acquéreurs présumés de titres d'emprunt et de participation d'Enron émis dans le public entre le 9 janvier 1999 et le 27 novembre 2001, intitulée *Regents of the University of California v. Royal Bank of Canada* devant le tribunal de district des États-Unis, district sud du Texas (division de Houston). Ce litige a été fusionné avec la poursuite principale intitulée *Newby v. Enron Corp.*, soit le recours collectif consolidé principal des actionnaires présumés d'Enron, dans le cadre duquel des réclamations similaires ont été faites contre de nombreuses autres institutions financières. En outre, la Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées ont été nommées à titre de défenderesses dans le cadre de poursuites liées à Enron qui ont été intentées devant divers tribunaux des États-Unis et dans le cadre desquelles des réclamations similaires ont été faites par des acquéreurs de titres d'Enron. La Banque Royale du Canada est aussi défenderesse mise en cause dans le cadre d'une poursuite intentée par le cabinet d'experts-comptables d'Enron, Arthur Andersen LLP, qui a fait des réclamations à de nombreuses parties mises en cause afin d'obtenir un recours contre elles dans le cas où la responsabilité d'Arthur Andersen LLP à l'égard des demanderesses serait établie dans le cadre de cette poursuite.

Il est impossible de prédire l'issue finale de ces poursuites, non plus que le moment de leur règlement. La direction surveille le déroulement de ces poursuites sur une base continue et exercera son meilleur jugement afin de les régler dans ce qu'elle déterminera être notre intérêt. Dans chacune de ces affaires, nous nous défendrons vigoureusement. Toutefois, en raison des incertitudes importantes quant au moment et à l'issue de ce litige, du grand nombre de poursuites et des nombreuses défenderesses nommées dans plusieurs d'entre elles, des questions inédites soulevées, de la durée importante qui pourrait s'écouler avant que les poursuites fassent l'objet d'un règlement ou d'une décision judiciaire, ainsi que du contexte judiciaire actuel difficile, aucune provision pour perte n'a été inscrite dans les états financiers consolidés intermédiaires, car il est actuellement impossible de déterminer notre risque ultime en la matière. Bien qu'il soit peu probable que la résolution définitive de ces poursuites et autres procédures ait une incidence négative importante sur notre situation financière consolidée, la direction est d'avis qu'elle pourrait avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation au cours de toute période donnée.

**Autres**

Nous faisons l'objet de diverses poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de nos pratiques ou mesures. De l'avis de la direction, le montant global du passif éventuel lié à ces poursuites ne sera pas important eu égard à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

## Note 12 : Résultats par secteurs d'exploitation

## Bénéfice trimestriel

	Particuliers et entreprises – Canada			Particuliers et entreprises – États Unis et International			Marchés mondiaux des capitaux		
	T2/05	T1/05	T2/04	T2/05	T1/05	T2/04	T2/05	T1/05	T2/04
Revenu net d'intérêt	1 281 \$	1 286 \$	1 197 \$	281 \$	277 \$	270 \$	253 \$	209 \$	192 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 758	1 708	1 553	470	475	502	694	851	803
Total des revenus	3 039	2 994	2 750	751	752	772	947	1 060	995
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	158	103	141	15	14	20	(46)	(2)	(2)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	622	582	508	–	–	–	–	–	–
Frais autres que d'intérêt	1 492	1 415	1 361	632	599	701	614	700	678
Charges liées au réaligement de l'entreprise	1	–	–	2	–	–	–	–	–
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	235	291	237	25	41	11	93	105	90
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>531 \$</b>	<b>603 \$</b>	<b>503 \$</b>	<b>77 \$</b>	<b>98 \$</b>	<b>40 \$</b>	<b>286 \$</b>	<b>257 \$</b>	<b>229 \$</b>

	Services de soutien généraux			Total		
	T2/05	T1/05	T2/04	T2/05	T1/05	T2/04
Revenu net d'intérêt	(33)\$	(33)\$	(82)\$	1 782 \$	1 739 \$	1 577 \$
Revenus autres que d'intérêt	30	55	73	2 952	3 089	2 931
Total des revenus	(3)	22	(9)	4 734	4 828	4 508
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(11)	(7)	(10)	116	108	149
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	622	582	508
Frais autres que d'intérêt	(17)	(7)	7	2 721	2 707	2 747
Charges liées au réaligement de l'entreprise	1	2	–	4	2	–
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	11	13	6	364	450	344
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>13 \$</b>	<b>21 \$</b>	<b>(12)\$</b>	<b>907 \$</b>	<b>979 \$</b>	<b>760 \$</b>

## Bénéfice semestriel

	Particuliers et entreprises – Canada		Particuliers et entreprises – États-Unis et International		Marchés mondiaux des capitaux	
	2005	2004	2005	2004	2005	2004
Revenu net d'intérêt	2 567 \$	2 406 \$	558 \$	536 \$	462 \$	398 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 466	3 022	945	976	1 545	1 551
Total des revenus	6 033	5 428	1 503	1 512	2 007	1 949
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	261	188	29	39	(48)	(83)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 204	960	–	–	–	–
Frais autres que d'intérêt	2 907	2 706	1 231	1 335	1 314	1 505
Charges liées au réaligement de l'entreprise	1	–	2	–	–	–
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	526	496	66	36	198	121
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>1 134 \$</b>	<b>1 078 \$</b>	<b>175 \$</b>	<b>102 \$</b>	<b>543 \$</b>	<b>406 \$</b>

	Services de soutien généraux		Total	
	2005	2004	2005	2004
Revenu net d'intérêt	(66)\$	(136)\$	3 521 \$	3 204 \$
Revenus autres que d'intérêt	85	72	6 041	5 621
Total des revenus	19	(64)	9 562	8 825
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(18)	(20)	224	124
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	1 204	960
Frais autres que d'intérêt	(24)	8	5 428	5 554
Charges liées au réaligement de l'entreprise	3	–	6	–
Charge d'impôts et part des actionnaires sans contrôle	24	(12)	814	641
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>34 \$</b>	<b>(40)\$</b>	<b>1 886 \$</b>	<b>1 546 \$</b>

Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> novembre 2004, nous avons procédé à la réorganisation de nos cinq secteurs d'exploitation précédents (RBC Banque, RBC Assurances, RBC Investissements, RBC Marchés des Capitaux et RBC Services Internationaux) en trois secteurs (Particuliers et entreprises – Canada, Particuliers et entreprises – États-Unis et International et Marchés mondiaux des capitaux). Le secteur Particuliers et entreprises – Canada comprend nos activités canadiennes de services bancaires et de placement et nos activités d'assurances à l'échelle mondiale. Le secteur Particuliers et entreprises – États-Unis et International comprend nos services bancaires et de courtage de détail aux États-Unis, les services bancaires dans les Antilles et les services de gestion privée à l'échelle internationale. Le secteur Marchés mondiaux des capitaux comprend les services bancaires pour les grandes entreprises et les clients commerciaux, les services de banque d'investissement, les services de garde de titres et le traitement des opérations. La division des titres à revenu fixe de RBC Dain Rauscher Corporation, qui était auparavant présentée dans RBC Investissements, est maintenant présentée dans le secteur Marchés mondiaux des capitaux. Toutes les autres activités ayant trait à l'entreprise

qui ne sont pas attribuées à ces trois secteurs d'exploitation sont présentées dans un quatrième secteur, le secteur Services de soutien généraux. Les ajustements relatifs à la consolidation sont aussi inclus dans le secteur Services de soutien généraux. Les chiffres correspondants ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle de notre nouvelle structure sectorielle. Comme nous le mentionnons à la note 3, nous avons désigné RBC Mortgage Company à titre d'activité abandonnée, dont les résultats financiers sont inclus dans le secteur Particuliers et entreprises – États-Unis et International.

Notre processus d'information de gestion comprend la mesure du rendement de nos secteurs d'exploitation fondée sur notre structure de gestion, et notre information peut ne pas être comparable à des renseignements semblables présentés par d'autres sociétés de services financiers. Nous utilisons un modèle d'information de gestion qui comprend des méthodologies pour l'établissement des prix de cession interne des fonds, l'attribution du capital économique et les transferts de coûts afin de mesurer les résultats des secteurs d'exploitation. Les revenus et les charges d'exploitation directement liés à un secteur d'exploitation

sont inclus dans les résultats de ce secteur. L'établissement des prix de cession interne des fonds et des opérations entre les secteurs d'exploitation suit généralement les taux du marché. Les coûts et les frais indirects ainsi que le capital sont répartis entre les secteurs d'exploitation selon des méthodes de répartition basées sur le risque. Les méthodes d'attribution du capital comportent la formulation d'un certain nombre d'hypothèses et de jugements qui ont une incidence directe sur

les autres mesures, comme le rendement des capitaux propres et le rendement du capital de risque. Nous avons révisé certaines méthodes avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> novembre 2004, parallèlement à notre nouveau modèle de présentation de l'information de gestion. Toutes les méthodes sont assujetties à un examen périodique afin d'assurer leur validité.

### Note 13 : Rapprochement de l'application des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis

Les états financiers consolidés ont été dressés conformément au paragraphe 308 de la *Loi sur les banques* (Canada), qui prévoit qu'à moins d'indication contraire du BSIF, les états financiers doivent être dressés selon les PCGR du Canada. Les différences importantes entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis sont décrites ci-après.

#### Bilan consolidé condensé

	Au 30 avril 2005			Au 31 octobre 2004			Au 30 avril 2004		
	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Différences	PCGR des États-Unis
<b>Actif</b>									
Encaisse et montants à recevoir de banques	4 136 \$	– \$	4 136 \$	3 711 \$	– \$	3 711 \$	4 208 \$	– \$	4 208 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	7 043	(33)	7 010	6 267	16	6 283	3 311	19	3 330
<b>Valeurs mobilières</b>									
Titres du compte de négociation	101 808	947	102 755	89 322	(1 687)	87 635	92 006	3 607	95 613
Titres du compte de placement	37 102	(37 102)	–	38 923	(38 923)	–	43 222	(43 222)	–
Titres de substitut de prêt	675	(675)	–	701	(701)	–	304	(304)	–
Titres susceptibles de vente	–	38 055	38 055	–	39 861	39 861	–	44 064	44 064
<b>Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés</b>	43 015	–	43 015	48 317	–	48 317	49 784	–	49 784
<b>Prêts (déduction faite de la provision cumulative pour pertes sur prêts)</b>	179 186	997	180 183	173 088	967	174 055	169 010	8 532	177 542
<b>Autres</b>									
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	6 654	–	6 654	6 184	–	6 184	6 191	–	6 191
Montants se rapportant aux produits dérivés	36 419	1 289	37 708	38 891	1 190	40 081	34 328	1 070	35 398
Locaux et matériel	1 772	(28)	1 744	1 756	(25)	1 731	1 775	(20)	1 755
Écart d'acquisition	4 504	45	4 549	4 369	47	4 416	4 986	44	5 030
Autres actifs incorporels	513	–	513	523	–	523	594	–	594
Montants à recouvrer au titre de la réassurance	–	1 720	1 720	–	1 701	1 701	–	1 989	1 989
Actif lié aux comptes distincts	–	105	105	–	120	120	–	154	154
Autres actifs	12 615	18 806	31 421	17 144	15 920	33 064	15 971	14 174	30 145
	435 442 \$	24 126 \$	459 568 \$	429 196 \$	18 486 \$	447 682 \$	425 690 \$	30 107 \$	455 797 \$
<b>Passifs et capitaux propres</b>									
Dépôts	283 492 \$	336 \$	283 828 \$	270 959 \$	616 \$	271 575 \$	271 585 \$	617 \$	272 202 \$
<b>Autres</b>									
Acceptations	6 654	–	6 654	6 184	–	6 184	6 191	–	6 191
Engagements afférents aux titres vendus à découvert	32 181	(114)	32 067	25 005	(1 190)	23 815	20 776	4 800	25 576
Engagements afférents aux biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	19 572	–	19 572	28 944	–	28 944	32 462	–	32 462
Montants se rapportant aux produits dérivés	41 229	721	41 950	42 201	669	42 870	37 512	732	38 244
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	7 483	2 481	9 964	6 838	2 514	9 352	5 512	2 100	7 612
Passif lié aux comptes distincts	–	105	105	–	120	120	–	154	154
Autres passifs	14 550	19 864	34 414	20 387	16 014	36 401	21 655	22 498	44 153
Débitures subordonnées	8 101	462	8 563	8 116	406	8 522	8 423	380	8 803
Titres de fiducie de capital	1 400	(1 400)	–	2 300	(2 300)	–	2 297	(2 297)	–
Passif lié aux actions privilégiées	300	(300)	–	300	(300)	–	300	(300)	–
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	674	1 434	2 108	58	1 466	1 524	121	1 464	1 585
<b>Capitaux propres</b>	19 806	537	20 343	17 904	471	18 375	18 856	(41)	18 815
	435 442 \$	24 126 \$	459 568 \$	429 196 \$	18 486 \$	447 682 \$	425 690 \$	30 107 \$	455 797 \$

## États consolidés condensés des résultats

	Pour le trimestre terminé le			Pour le semestre terminé le	
	30 avril	31 janvier	30 avril	30 avril	30 avril
	2005	2005	2004	2005	2004
Bénéfice net selon les PCGR du Canada	907 \$	979 \$	760 \$	1 886 \$	1 546 \$
Différences :					
Revenu net d'intérêt					
Produits dérivés et opérations de couverture (1)	12	4	5	16	3
Entités à détenteurs de droits variables (2)	–	–	(4)	–	(18)
Passif et capitaux propres (9)	29	28	40	57	82
Revenus autres que d'intérêt					
Comptabilisation des activités d'assurance (4)	(138)	(166)	(159)	(304)	(274)
Produits dérivés et opérations de couverture (1)	(7)	4	6	(3)	10
Reclassement de valeurs mobilières (5)	–	–	4	–	7
Entités à détenteurs de droits variables (2)	–	–	1	–	2
Sociétés en commandite (6)	(2)	(2)	(5)	(4)	(20)
Coentreprises (3)	(48)	(37)	(34)	(85)	(67)
Autres (10)	(2)	–	(3)	(2)	(3)
Dotation à la provision pour pertes sur créances					
Coentreprises (3)	17	–	–	17	–
Reclassement de valeurs mobilières (5)	–	–	(4)	–	(1)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance					
Comptabilisation des activités d'assurance (4)	144	234	157	378	271
Frais autres que d'intérêt					
Droits à la plus-value des actions (7)	15	–	(4)	15	(5)
Comptabilisation des activités d'assurance (4)	16	17	13	33	22
Coentreprises (3)	29	29	27	58	53
Entités à détenteurs de droits variables (2)	–	–	(10)	–	(10)
Charge d'impôts et variation nette de la charge d'impôts découlant des éléments ci-dessus (8)	(11)	(24)	9	(35)	20
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales					
Entités à détenteurs de droits variables (2)	–	–	12	–	24
Passif et capitaux propres (9)	(25)	(25)	(37)	(50)	(75)
<b>Bénéfice net selon les PCGR des États-Unis</b>	<b>936 \$</b>	<b>1 041 \$</b>	<b>774 \$</b>	<b>1 977 \$</b>	<b>1 567 \$</b>
Bénéfice de base par action (11)					
PCGR du Canada	1,40 \$	1,52 \$	1,16 \$	2,92 \$	2,36 \$
PCGR des États-Unis	1,43 \$	1,61 \$	1,17 \$	3,04 \$	2,37 \$
Bénéfice dilué par action (11)					
PCGR du Canada	1,37 \$	1,50 \$	1,14 \$	2,87 \$	2,33 \$
PCGR des États-Unis	1,41 \$	1,58 \$	1,16 \$	2,99 \$	2,34 \$

États consolidés du résultat étendu	Pour le semestre terminé le	
	30 avril	30 avril
	2005	2004
Bénéfice net selon les PCGR des États-Unis	1 977 \$	1 567 \$
Autres éléments du résultat étendu		
Variation des gains et pertes non réalisés sur les titres susceptibles de vente	34	42
Variation des gains et pertes de change non réalisés	744	888
Incidence de la couverture des gains et pertes de change non réalisés	(493)	(565)
Variation des gains et pertes sur les produits dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(102)	(143)
Reclassement aux résultats de gains et de pertes liés à la couverture des flux de trésorerie	52	15
Obligation additionnelle au titre de la charge de retraite	–	(13)
<b>Total du résultat étendu</b>	<b>2 212 \$</b>	<b>1 791 \$</b>

Pour une analyse plus détaillée des différences entre les PCGR des États-Unis et ceux du Canada, voir la note 26 aux pages 111A à 114A de notre rapport annuel 2004.

## Éléments importants du rapprochement pour le bilan

Obligation additionnelle au titre des prestations constituées  
La comptabilisation d'une obligation additionnelle au titre des prestations constituées en vertu des PCGR des États-Unis aurait augmenté les autres actifs de 35 millions de dollars et les autres passifs de 102 millions, et aurait entraîné une diminution des capitaux propres de 67 millions au 30 avril 2005.

## Comptabilisation à la date de transaction

L'application de la comptabilisation à la date de transaction à notre bilan consolidé aurait entraîné l'augmentation des autres actifs de 7 116 millions de dollars, l'augmentation des autres passifs de 7 873 millions, et l'augmentation des valeurs mobilières de 757 millions au 30 avril 2005.

## Garanties autres qu'en espèces

La comptabilisation des garanties autres qu'en espèces en vertu des PCGR des États-Unis aurait entraîné une augmentation des autres actifs et des autres passifs de 11 130 millions de dollars au 30 avril 2005.

## Droit de compensation

Les PCGR du Canada exigent la présentation de l'actif et du passif nets qui sont assujettis à un droit de compensation légal lorsque nous avons l'intention et la capacité de régler ces actifs et ces passifs sur une base nette ou simultanément. En plus de ces critères, en vertu des PCGR des États-Unis, les actifs et les passifs doivent se rapporter à la même partie. L'application des PCGR des États-Unis aurait entraîné l'augmentation des valeurs mobilières de 190 millions de dollars, l'augmentation des prêts de 955 millions, l'augmentation des autres actifs de 9 millions, l'augmentation des dépôts de 199 millions et l'augmentation des autres passifs de 955 millions au 30 avril 2005.

## Éléments importants du rapprochement pour l'état des résultats

- Produits dérivés et opérations de couverture  
L'application des PCGR des États-Unis à la comptabilisation des produits dérivés et des opérations de couverture aurait augmenté le bénéfice net de 3 millions de dollars et de 8 millions pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2005, respectivement, et aurait entraîné une augmentation des prêts de 42 millions, une augmentation des autres actifs de 992 millions, une augmentation des dépôts de 137 millions, une augmentation des autres passifs de 554 millions, une augmentation des débiteurs subordonnés de 462 millions, une diminution des dépôts productifs d'intérêts à des banques de 33 millions et une diminution des capitaux propres de 152 millions au 30 avril 2005.
- Entités à détenteurs de droits variables  
Depuis l'adoption de la note d'orientation concernant la comptabilité n° 15, intitulée *Consolidation des entités à détenteurs de droits variables*, le 1<sup>er</sup> novembre 2004, le traitement des EDDV correspond à tous les égards importants à celui prévu par le bulletin d'interprétation du Financial Accounting Standards Board (FASB) n° 46 (révisé en décembre 2003), intitulé *Consolidation of Variable Interest Entities*, en vertu des PCGR des États-Unis.
- Coentreprises  
L'application des PCGR des États-Unis à la comptabilisation des placements dans des coentreprises aurait entraîné la diminution des autres actifs et des autres passifs de 93 millions de dollars au 30 avril 2005, mais n'aurait eu aucune incidence sur le bénéfice net.

- (4) **Comptabilisation des activités d'assurance**  
L'application des PCGR des États-Unis aurait augmenté le bénéfice net de 14 millions de dollars et de 69 millions pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2005, respectivement, et aurait entraîné une augmentation des autres actifs de 2 681 millions, une augmentation des autres passifs de 2 527 millions et une augmentation des capitaux propres de 154 millions au 30 avril 2005.
- (5) **Reclassement de valeurs mobilières**  
L'application des PCGR des États-Unis au classement des valeurs mobilières n'aurait eu aucune incidence sur le bénéfice net du trimestre et du semestre terminés le 30 avril 2005. Elle aurait entraîné l'augmentation des valeurs mobilières de 415 millions de dollars, l'augmentation des capitaux propres de 266 millions et la diminution des autres actifs de 149 millions au 30 avril 2005.
- (6) **Sociétés en commandite**  
L'application de la méthode de comptabilisation à la valeur de consolidation en vertu des PCGR des États-Unis aurait entraîné une diminution du bénéfice net de 1 million de dollars et de 2 millions pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2005, respectivement, et aurait entraîné une augmentation des autres actifs de 119 millions, une diminution des valeurs mobilières de 128 millions et une diminution des capitaux propres de 9 millions au 30 avril 2005.
- (7) **Droits à la plus-value des actions**  
L'application des PCGR des États-Unis à la comptabilisation de la charge de rémunération aurait entraîné une augmentation du bénéfice net de 10 millions de dollars et de 10 millions pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2005, respectivement. Elle aurait entraîné une augmentation des capitaux propres de 25 millions de dollars, une diminution des autres actifs de 15 millions et une diminution des autres passifs de 40 millions au 30 avril 2005.
- (8) **Impôts sur les bénéfices**  
En vertu des PCGR des États-Unis, en plus de l'incidence fiscale des différences mentionnées dans les éléments importants du rapprochement pour l'état des résultats, l'incidence de la variation des taux d'imposition sur les impôts reportés est inscrite lorsque la modification du taux d'imposition a été promulguée. En vertu des PCGR du Canada, cette incidence est inscrite lorsque le taux d'imposition modifié est pratiquement en vigueur.
- (9) **Passif et capitaux propres**  
Comme il est mentionné à la note 1, le 1<sup>er</sup> novembre 2004, nous avons adopté les révisions du chapitre 3860 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé *Instruments financiers – Informations à fournir et présentation*, en vertu des PCGR du Canada, avec retraitement rétroactif des données des périodes comparatives. Ces révisions exigent que nous présentions à titre de passifs les instruments financiers devant être réglés par un nombre variable de nos actions ordinaires au moment de la conversion par le détenteur. Par conséquent, nous avons reclassé certaines actions privilégiées et une tranche de la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales à titre de passif. Les dividendes et distributions du rendement relatifs à ces instruments ont été reclassés sous la rubrique Frais d'intérêt dans notre état consolidé des résultats. Il n'y a eu aucune modification correspondante des PCGR des États-Unis, en vertu desquels ces instruments continuent d'être présentés dans les actions privilégiées, sous la rubrique des capitaux propres, et dans la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales. L'annulation de l'incidence de ces modifications aurait entraîné l'augmentation du bénéfice net en vertu des PCGR des États-Unis de 4 millions de dollars et de 7 millions pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2005, respectivement. Elle aurait aussi entraîné l'augmentation des capitaux propres et de la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales de 300 millions de dollars et de 1 434 millions, respectivement, et la diminution des passifs liés aux actions privilégiées, des titres de fiducie de capital et des autres passifs de 300 millions, de 1 400 millions et de 34 millions, respectivement, au 30 avril 2005.
- (10) **Autres**  
Les autres différences entre les PCGR des États-Unis et ceux du Canada ont trait aux garanties, aux engagements de prêt et à d'autres éléments relativement peu importants. L'incidence nette de ces éléments aurait entraîné une diminution du bénéfice net de 1 million de dollars et de 1 million pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2005, respectivement. Elle aurait aussi entraîné la diminution des valeurs mobilières de 9 millions de dollars, l'augmentation des autres actifs de 112 millions, l'augmentation des autres passifs de 83 millions et l'augmentation des capitaux propres de 20 millions au 30 avril 2005.
- (11) **Méthode des deux catégories pour le calcul du bénéfice par action**  
L'application des PCGR des États-Unis au calcul du bénéfice par action exige que nous reflétions certaines valeurs mobilières ou certains autres instruments ou contrats qui confèrent à leur détenteur un droit de participation dans les bénéfices non répartis lorsque ce droit est obligatoire et peut être déterminé de

façon objective. L'incidence de ce calcul réduit le bénéfice de base par action en vertu des PCGR des États-Unis de moins de un cent et d'environ un cent pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2005, respectivement. L'incidence sur le bénéfice dilué par action pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2005 est de moins de un cent. Le bénéfice de base par action pour le trimestre et le semestre terminés le 30 avril 2004 a été retraité afin de refléter une réduction de un cent par action.

#### **Modification des principales conventions comptables touchant les différences entre les PCGR du Canada et des États-Unis**

*Entités à détenteurs de droits variables* : Avec l'adoption de la note d'orientation concernant la comptabilité n° 15, *Consolidation des entités à détenteurs de droits variables*, le 1<sup>er</sup> novembre 2004, le traitement des EDDV est conforme, à tous les égards importants, avec le FASB n° 46 (révisé en décembre 2003), *Consolidation of Variable Interest Entities*, en vertu des PCGR des États-Unis.

*Passif et capitaux propres* : Comme il est mentionné à la note 1, nous avons adopté les modifications apportées au chapitre 3860 du *Manuel de l'ICCA* intitulé *Instruments financiers – Informations à fournir et présentation* le 1<sup>er</sup> novembre 2004, en vertu des PCGR du Canada, avec retraitement rétroactif des périodes comparatives. Les modifications exigent que soient reclassés à titre de passifs les instruments financiers qui peuvent être réglés par un nombre variable de nos actions ordinaires au moment de la conversion par le détenteur. Par conséquent, nous avons reclassé à titre de passifs certaines actions privilégiées et une tranche de la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales. Les dividendes et les distributions du rendement sur ces instruments ont été reclassés dans les frais d'intérêt dans notre état consolidé des résultats. Il n'y a eu aucune modification correspondante dans les PCGR des États-Unis, en vertu desquels ces instruments continuent d'être présentés à titre d'actions privilégiées dans les capitaux propres et à titre de part des actionnaires sans contrôle dans les filiales.

*Contrats non traditionnels de longue durée et comptes distincts* : L'énoncé de principe 03-1, intitulé *Accounting and Reporting by Insurance Enterprises for Certain Nontraditional Long-Duration Contracts and for Separate Accounts* (SOP 03-1), publié par l'American Institute of Certified Public Accountants a pris effet pour nous le 1<sup>er</sup> novembre 2004 en vertu des PCGR des États-Unis. Les exigences les plus importantes du SOP 03-1 ont trait à la présentation et à l'évaluation des actifs et des passifs des comptes distincts lorsque les critères précisés ne sont pas respectés, au classement et à l'évaluation de certains passifs liés à des contrats non traditionnels de longue durée et à la capitalisation et à l'amortissement des incitatifs de vente. La mise en œuvre du SOP 03-1 n'a pas eu d'incidence importante sur nos états financiers.

*Présentation des activités abandonnées* : En novembre 2004, l'Emerging Issues Task Force (EITF) en est venu à un consensus final au sujet de l'EITF 03-13, intitulé *Applying the Conditions in Paragraph 42 of FASB Statement No. 144 in Determining Whether to Report Discontinued Operations*, qui clarifie la méthode d'application des critères des flux de trésorerie pour déterminer s'il faut présenter des activités abandonnées. La directive fournie dans cet EITF est en vigueur pour les éléments cédés ou classés comme destinés à la vente pour les périodes ouvertes après le 15 décembre 2004.

#### **Modifications comptables futures**

*Rémunération à base d'actions* : En décembre 2004, le FASB a publié le FASB Statement No. 123 (révisé en 2004), intitulé *Share-Based Payment* (FAS 123R). Le FAS 123R exige que la charge de rémunération ayant trait aux paiements à base d'actions soient mesurée selon la juste valeur des instruments de capitaux propres ou d'emprunt émis et constatée dans les états financiers. En mars 2005, la Securities and Exchange Commission (SEC) a publié le Staff Accounting Bulletin No. 107, intitulé *Share-Based Payment*, qui énonce l'opinion du personnel de la SEC relativement au FAS 123R et qui prend effet au moment de l'adoption du FAS 123R. Par suite de l'annonce de la SEC, en avril 2005, les entreprises sont autorisées à mettre en œuvre la norme au début du prochain exercice, plutôt qu'à la prochaine période, ouvert après le 15 juin 2005. Nous procéderons à la mise en œuvre de ces exigences le 1<sup>er</sup> novembre 2005.

#### **Note 14 : Événements postérieurs à la date du bilan**

##### **RBC Mortgage Company**

Le 27 mai 2005, nous avons annoncé une entente visant la vente de certains actifs de RBC Mortgage Company. Certains détails de l'entente font encore l'objet de discussions; par conséquent, nous n'avons pas encore déterminé son incidence sur l'ensemble de nos activités.

##### **Renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités**

Le 27 mai 2005, nous avons annoncé notre intention, sous réserve de l'approbation de la Bourse de Toronto (TSX), de renouveler notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour racheter jusqu'à 10 millions de nos actions ordinaires, ce qui représente environ 1,5 % de nos actions en circulation au 30 avril 2005, par l'intermédiaire de la TSX. Nous établirons le montant et le moment de ces acquisitions, à notre discrétion.

## RENSEIGNEMENTS AUX ACTIONNAIRES

### Bureau central

Adresse :  
Banque Royale du Canada  
200 Bay Street  
Toronto (Ontario) Canada  
Téléphone : 416 974-5151  
Télécopieur : 416 955-7800

Pour toute correspondance :  
P.O. Box 1  
Royal Bank Plaza  
Toronto (Ontario)  
Canada M5J 2J5

Site Web :  
[rbc.com](http://rbc.com)

### Agent des transferts et agent comptable des registres

*Agent principal*  
Société de fiducie Computershare du Canada

Adresse :  
1500, rue University  
Bureau 700  
Montréal (Québec)  
Canada H3A 3S8  
Téléphone : (514) 982-7888  
ou 1 866 586-7635  
Télécopieur : (514) 982-7635

Pour toute correspondance :  
C.P. 1570, Succursale B  
Montréal (Québec)  
Canada H3B 3L2

Site Web :  
[computershare.com](http://computershare.com)

*Co-agent des transferts (États-Unis)*  
The Bank of New York  
101 Barclay Street  
New York, New York  
États-Unis 10286

*Co-agent des transferts (Royaume-Uni)*  
Computershare Services PLC  
Securities Services – Registrars  
P.O. Box No. 82, The Pavilions,  
Bridgwater Road, Bristol  
BS99 7NH Angleterre

### Inscriptions en Bourse (Symbole de l'action : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque Canada : Bourse de Toronto (TSX)  
États-Unis : Bourse de New York (NYSE)  
Suisse : Bourse suisse (SWX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la Bourse de Toronto.

### Prix du jour d'évaluation

Aux fins du calcul des gains en capital, le prix de base par action ordinaire de la Banque, au jour d'évaluation (22 décembre 1971) s'établit à 7,38 \$ l'action. Ce prix a été redressé pour refléter la division d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et celle de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation des actions ordinaires de la Banque.

### Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux transferts d'actions, aux changements d'adresse, aux dividendes, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts et aux transferts de succession, les actionnaires sont priés de communiquer avec :  
Société de fiducie Computershare du Canada  
1500, rue University  
Bureau 700  
Montréal (Québec)  
Canada H3A 3S8  
Téléphone : (514) 982-7888  
ou 1 866 586-7635

Toute autre demande peut être adressée à :  
Relations avec les investisseurs,  
Banque Royale du Canada  
123 Front Street West  
6th Floor  
Toronto (Ontario)  
Canada M5J 2M2  
Téléphone : 416 955-7806  
Les actionnaires peuvent aussi consulter le site Web suivant :  
[rbc.com/investisseurs](http://rbc.com/investisseurs)

### Dates de publication des rapports trimestriels pour 2005

Premier trimestre 25 février  
Deuxième trimestre 27 mai  
Troisième trimestre 26 août  
Quatrième trimestre 9 décembre

### Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement leurs dividendes; il leur suffit d'en faire la demande par écrit à la Société de fiducie Computershare du Canada, à son adresse postale.

### Régime de réinvestissement de dividendes

Le régime de réinvestissement de dividendes de la Banque constitue, pour les détenteurs d'actions ordinaires inscrits de la Banque résidant au Canada ou aux États-Unis, un moyen de réinvestir automatiquement leurs dividendes en espèces à des fins d'achat d'actions ordinaires additionnelles de la Banque.

Pour plus de renseignements au sujet de la participation au régime de réinvestissement de dividendes, veuillez communiquer avec notre agent chargé de la gestion du régime :

Computershare Investor Services, Inc.  
Attn : Dividend Reinvestment Dept.  
100 University Ave., 9th Floor  
Toronto (Ontario) M5J 2Y1  
Téléphone : 1 866 586-7635 (Canada et États-Unis)  
(514) 982-7888  
Télécopieur : 416 263-9394  
ou 1 888 453-0330  
Courriel :  
[service@computershare.com](mailto:service@computershare.com)

### Dates de paiement des dividendes pour 2005

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration.

	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et actions privilégiées de séries N, O, P et S	26 janvier	24 février
	25 avril	24 mai
	26 juillet	24 août
Actions privilégiées de série W	25 octobre	23 novembre
	25 avril	24 mai
	26 juillet	24 août
	25 octobre	23 novembre

### Cotes de crédit

(au 27 mai 2005)	Dette à court terme	Dette à long terme de premier rang
Moody's Investors Service	P-1	Aa2
Standard & Poor's	A-1+	AA-
Fitch Ratings	F1+	AA
Dominion Bond Rating Service	R-1 (middle)	AA (low)

### Investisseurs institutionnels, courtiers et analystes en valeurs mobilières

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :  
Première vice-présidente  
Relations avec les investisseurs  
Banque Royale du Canada  
123 Front Street West  
6th Floor  
Toronto (Ontario)  
Canada M5J 2M2  
Téléphone : 416 955-7803  
Télécopieur : 416 955-7800

### Rachats d'actions ordinaires

La Banque a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. Durant la période de un an se terminant le 23 juin 2005, la Banque pourra racheter jusqu'à 25 millions de ses actions sur le marché libre, aux cours du marché. La Banque déterminera le montant de ces achats et le moment où ils auront lieu.

Un exemplaire de l'avis d'intention de déposer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités peut être obtenu sans frais en communiquant avec le secrétaire de la Banque, à l'adresse postale torontoise de la Banque.

